

1 O - Généralités et affaires intercommunales.

1800 - 1870

Documents généraux et affaires particulières.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1862

108

Pétitions adressées au préfet.

Classement par arrondissements.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1807

Arrondissement de Metz.

Adaincourt. - Travaux d'entretien aux fontaines (an XIII).

Fleury. - Demande au ministre au sujet du paiement d'une rente à l'administration des domaines pour un emprunt de 2000 F au monastère de Montigny en 1769 (an XIV).

Metz. - Liquidation des pensions de Anne-Marie Defleur, religieuse de la maison conventuelle des Carmélites (an XII). Restitution que doit faire le sieur Collignon de la partie par lui détériorée de la rue au bled qui existait en l'an IV (an XIII).

Norroy-le-Veneur. - Emploi des cotisations prélevées pour le partage du quart de réserve par le sieur Madot (an XIII).

Sailly. - Transaction avec madame Latournelle (an XIII).

Vigy. - Vente d'une récolte de pré pour payer les gardes champêtres (an XIII).

Arrondissement de Sarreguemines.

Brulange. - Emprunt d'arbres pour reconstruire un pont (an XI).

Diebling. - Suppression de la jouissance d'une portion communale en faveur de Nicolas Greiner qui a changé de domicile (an XII).

Gréning. - Réponse au vicaire Nicolas-Félix Vallastre au sujet de la liquidation de sa pension ecclésiastique (an XII).

Grosbliederstroff. - Créance du percepteur en 1793 André Mayer (an XIV, 1807).

Hellimer. - Demande d'arbres de Jean Thibault pour rétablir le moulin de l'hôpital incendié (an XI).

Hottviller. - Réparation à la fontaine et établissement d'un rôle (an XI).

Sarralbe. - Vente du quart de réserve pour la construction d'une école (an XIII).

Sarreguemines. - Créance de Marie Roth, veuve de Jean-Claude Becker, ancien secrétaire de l'agence municipale et ancien receveur (an IX, 1806).

Sarreinsming. - Pétition de l'adjoint pour réparer les chemins par corvées (an XII).

Wittring. - Pétition contre Jean Litz pour des fruits indument perçus sur une terre communale (an XII).

Arrondissement de Thionville.

Réclamation de Pierre Thorn du canton d'Hespérange [Luxembourg] tendant à obtenir la liquidation d'une créance sur l'émigré Pouilly de Roussy [Meuse] (s.d.).

Etat de liquidation des créances exigibles sur l'émigré Gaspard-Louis Franchessin et Anne-Marguerite-Constance Rémond dans le district de Thionville (an XII).

Hayange. - Lettre du général de brigade Mannourt au sujet de la liquidation de la créance due par Madame Bourdelois pour la restitution de biens séquestrés et de bois à Hayange (an XI). Demande de fonds à la caisse d'amortissement pour l'achat de deux cloches (an XIII).

Hestroff. - Vente d'une coupe, travaux aux édifices (an XIII).

Nondkeil [Ottange]. - Créance pour des avances aux réparations de l'église et du presbytère (an XIV).

Rémeling. - Pétition des gardes pour être augmentés (an X).

Rosselange. - Pétition des gardes champêtres Nicolas-Thomas-Jean-Hippolite et François Petit pour être augmentés (an IX).

Sierck. - Lettre du juge de paix de Vigy relative à la mainlevée de séquestre en faveur du tuteur de deux orphelins (an XIII).

1047

Rapports des commissaires-inspecteurs François Bastien et Leprosse.

1817 - 1818

Lettre et mémoire d'observations du maire de Solgne François Bastien.

Communes de Buchy, Solgne, Les Etangs, Secourt, Saint-Jure, Alémont et Ressaincourt, Achâtel, Saily, Vulmont, Foville, Moncheux.

1817

Rapport du notaire royal de Sancy M. Leprosse.

Communes d'Audun-le-Roman [Meurthe-et-Moselle], Serrouville [Meurthe-et-Moselle], Errouville [Meurthe-et-Moselle], Audun-le-Tiche, Aumetz, Tressange, Beuvillers [Meurthe-et-Moselle], Sancy [Meurthe-et-Moselle].

1818

Commissaire administratif de l'arrondissement de Sarreguemines.

Approbation de la nomination de l'ancien percepteur Lang de Welferding [Sarreguemines].

1818

1062

Doléances envoyées au ministre sur les droits d'octroi sur le vin à Metz, la pâture et l'équipement des voitures des cultivateurs.

Instruction ministérielle au préfet.

1819

1063

Rapport du préfet au ministre sur l'administration communale dans le département.

1823

106

Tournées du sous-préfet de Sarreguemines.

Rapports au préfet sur la situation des communes.

1855 - 1858

1049

Etat par arrondissements des communes et des écarts qui en dépendent.

Exemplaire annoté.

Cahiers d'enregistrement des affaires communales.

1816 - 1862

1068

1816 - 31/01/1818

1069

[1818 - 1820]

1070

12/12/1820 - 06/05/1823

1071

01/05/1829 - 07/01/1832

1072

07/01/1832 - 26/01/1833

1073

[1833 - 1835]

1074	24/04/1835 - 18/07/1837
1075	18/01/1837 - 03/10/1839
1076	03/10/1839 - 30/10/1841
1077	02/11/1841 - 16/11/1843
1078	17/11/1843 - 14/02/1846
1079	16/02/1846 - 29/11/1848
1080	29/11/1848 - 05/07/1851
1081	19/12/1853 - 15/03/1856
1082	17/03/1856 - 04/03/1858
1083	[1858 - 1860]
1084	19/05/1860 - 23/05/1862

Organisation municipale.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1870

1050

Législation.

Recensement des textes officiels sur les communes (après 1827).

Projets de lois sur l'administration municipale : exemplaires annotés, rapports et documents parlementaires, observations du préfet de la Moselle (1834, 1835).

Circulaires ministérielles relatives aux attributions des conseils municipaux (1821), à l'exécution de la loi sur l'organisation municipale (1831), à l'exécution de la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale (1837, 1839).

Relevé des décisions de jurisprudence du conseil de préfecture de la Moselle sur les matières communales (1850, 1851).

Loi sur l'organisation municipale du 5 mai 1855.

1827 - 1855

101

Fonctionnement des autorités municipales.

Instructions ministérielles et préfectorales.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1870

Maires, adjoints.

Circulaire ministérielle relative au remplacement des maires et adjoints (1832).

Conseils municipaux.

Instruction au sous-préfet de Sarreguemines au sujet du renouvellement (1813). Circulaires ministérielles relatives au renouvellement (1814, 1815), à la réunion (1818), à la convocation (1821, 1824, 1830), circulaires ministérielle et préfectorale relatives à la convocation et à la tenue des sessions (1838, 1841), circulaires ministérielles relatives à la participation aux délibérations des conseillers en litige (1840), à la suspension des conseils (1870).

Délibérations et arrêtés municipaux.

Approbation des procès-verbaux des conseils municipaux par le préfet : instruction aux sous-préfets (an X). Ordonnance relative à l'exécution des délibérations prises par les conseils municipaux (1821). Observations du préfet et réclamation du maire de Metz relatives à la réformation des ordonnances de police municipale de la ville (1829). Circulaires ministérielles relatives à l'obligation de transmettre les règlements municipaux concernant l'industrie et le commerce au ministre du commerce et des travaux publics (1831), à l'examen des arrêtés et délibérations (1837), à la tenue d'un registre spécial pour les arrêtés (1838), aux arrêtés (1840). Circulaire ministérielle et instruction préfectorale relatives à l'examen des arrêtés portant règlement permanent (1841). Circulaires ministérielles recommandant le "Traité de police municipale et rurale" de MM. Miroir et Brissot de Warville (1845), relative aux arrêtés permanents de police pris par les maires (1850). Instruction ministérielle et réponse préfectorale relatives au compte rendu officieux des séances du conseil municipal de Metz publié par les journaux (1865). Correspondance avec le sous-préfet de Briey relative à la validité des délibérations (1869, 1870).

105

Electeurs.

Procès-verbaux de gendarmerie notifiant les arrêtés préfectoraux relatifs à la composition des jurys, des listes électorales et du paiement du cens électoral (1830). Listes des électeurs à ajouter, relevé du registre des déclarations de changements de domicile électoral, état numérique des électeurs (1831). Déclarations de changement de domicile électoral concernant le receveur particulier Nicolas-Adolphe Bronvault, le commis aux expéditions des douanes Séverin Marejaine, le propriétaire Nicolas Remlinger, le comte de Maigre à Malaviller, le lieutenant-colonel en retraite Bullotte, le procureur du roi Jean-Joseph-Auguste Teinturier, le maréchal de camp et baron Jean Thomas, l'ancien juge de paix Dollin-Dufresnes, le vérificateur des douanes Joseph Buache, l'inspecteur des douanes Chamisse de Sedan, l'inspecteur des forêts Pasturel de Colmar, l'entreposeur de tabac Joseph-Emmanuel-Laurent Fischer, l'avocat Marie-Ferdinand Valette, l'ancien conservateur des forêts Charles-Pantaléon Durand, le procureur du tribunal civil de Lunéville Charles Lallemand (1830, 1831).

1830 - 1831

109

Réunions et séparations de communes.

Lettre des habitants des communes réunies de Hagondange, Boussange, Mondelange, respectivement à Talange, Gandrange et Richemont, au sujet des inconvénients du système de réunion de communes, adressée au conseil général de la Moselle (s. d.).

Circulaire ministérielle relative aux difficultés soulevées par les biens et les édifices en cas de changements de circonscriptions administratives (1848).

Décrets de réunion de Condé à Northen (an XIII), de Molvange à Escherange (1810, 1811). Arrêtés préfectoraux rattachant Pontigny à Condé-Northen (1810), Morlange à Bionville [-sur-Nied] (1812), Pont-à-Chaussy à Courcelles-Chaussy (1812).

Avis négatif du sous-préfet sur la demande de séparation des habitants de Molvange de la commune d'Escherange (1831).

Séparations des comptes de Béning et Betting (1833, 1834), de Brouck et Narbéfontaine (1834-1853) et de Farébersviller et Henriville (1847-1857).

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1857

1010

Armoiries et sceaux, timbres humides, objets patriotiques.

1806 - 1857

Armoiries et sceaux.

Remise des sceaux des communes réunies (1812). Reprise des armoiries anciennes par les villes : correspondance entre la ville de Metz, le ministère et la chancellerie (1815-1816). Paiements du sceau de Hagen (1817), du graveur du sceau de Rémeldorff [Neunkirchen-lès-Bouzonville] (1818). Demande de nouveaux sceaux pour les communes de l'arrondissement de Sarreguemines (1831).

Timbres humides.

Fourniture aux nouvelles communes : lettre aux maires relative à l'envoi des timbres (1806), envoi des timbres pour les nouvelles communes de Frémestroff et Diffembach, Richeling, Waldhouse, Bertring [Grostenquin], Boustroff, Lixing (1835), Laudrefang, Neunkirchen, Russange, Sarreinsberg [Goetzenbruck], Althorn [Mouterhouse], Woelfling [-lès-Sarreguemines] (1839), Gréning, Epiez [Meurthe-et-Moselle] (1840, 1841), Guenviller, Thil [Meurthe-et-Moselle], Villecey [Meurthe-et-Moselle] (1841, 1842), Basse-Suisse et Haute-Suisse (1842-1844), Mouaville [Meurthe-et-Moselle], Brouck, Hagondange (1847, 1854).

Renouvellement en exécution de l'ordonnance royale du 14 août 1830 : circulaires ministérielles, correspondance avec le receveur général des finances, états pour servir au paiement des timbres (1830, 1831).

Application du décret du 2 décembre 1852 : circulaires ministérielles, instruction préfectorale, correspondance avec les graveurs Honoré Delongueil et Lesaulnier, délibération de Grindorff portant vote d'un crédit et réclamant de prendre le nom d'Halstroff (1856, 1857).

Fourniture de drapeaux et d'écharpes à la garde nationale et aux communes.

Circulaires ministérielles et préfectorales, correspondance avec le ministère de l'intérieur, le préfet du Rhône, le receveur général des finances, les sous-préfets et les communes, états des communes qui ont voté le prix des écharpes, états des frais, délibérations des conseils municipaux (1848-1850).

Contentieux intercommunal.

Classement par arrondissements.

An XIV [23/09/1805 - 23/09/1806] - 1865

1012

Arrondissements de Briey, Château-Salins et Metz.

1817 - 1865

Arrondissement de Briey.

Bronvaux et Saint-Privat [-la-Montagne]. - Litige sur la jouissance des eaux de la fontaine Billeron (1849).

Arrondissement de Château-Salins.

Tincry et Viviers. - Quote-part due par Viviers pour le loyer du desservant (1829).

Arrondissement de Metz.

Béchy et Flocourt. - Quote-part de Flocourt pour le loyer du presbytère (1819-1820). Réparations (1828). Valeur locative du presbytère reconstruit et refus de contribution au jardin du desservant (1850). Demande de pièces du desservant Wayant de Béchy (1852).

Bettange et Guirlange [Gomelange]. - Loyer du desservant après la réunion des hameaux de Colming et de Guirlange à la succursale de Bettange (1817). Loyer du chantre (1824, 1825). Demande de dégrèvement de Guirlange sur le loyer du presbytère (1863, 1864).

Charly et Faily. - Suppression du sentier de la ruelle sous la fête à Rupigny (1817). Mitoyenneté du chemin de Prache (1832-1834). Délimitation des chemins ruraux de Charly (avec plan, 1843). Arpentage d'un terrain à vendre mitoyen avec Faily (1865).

Coin-lès-Cuvry et Cuvry. - Partage d'un terrain indivise (1835). Reconstruction du clocher (1842-1849).

Coincy et Marsilly. - Litige relatif à la propriété du chemin vicinal n° 4 (1852).

Colligny et Maizeroy. - Paiement des prestations de serments et des plaques des gardes champêtres (1834). Délibération en session extraordinaire (1849). Plainte de l'instituteur Ferry relative à son traitement (1850). Indemnisation des frais supportés pour le logement, le mobilier et le chauffage après le rattachement de Maizeroy au service d'instruction primaire de Colligny (1850-1854).

Courcelles-Chaussy et Landonvillers [Courcelles-Chaussy]. - Contribution de l'annexe à l'agrandissement de l'église et à la translation du cimetière (1832-1835).

Elvange et Flérange. - Propriété de chemins et de pâtures (plan, 1836-1848).

Elvange et Hénilly. - Litige relatif au droit de parcours (1853-1854).

Lessy, Scy et Plappeville. - Carrières indivises (1818-1820).

Orny et Chérisey. - Quote-part de Chérisey au loyer du presbytère (1833-1850).

Villers-Stoncourt et Vaucremont [Bazoncourt]. - Inscription d'une rente indivise (1827-1828).

1012/1

Extrait du plan cadastral de la commune d'Elvange.

1013

Arrondissements de Sarrebourg, Sarreguemines et Thionville.

An XIV [23/09/1805 - 23/09/1806] - 1857

Arrondissement de Sarrebourg.

Partage d'un pré indivis entre la commune de Berling et celle de Pfalzweyer dans le Bas-Rhin (1839-1842).

Arrondissement de Sarreguemines.

Bitche et Haspelschiedt. - Abornement du terrain domanial de la Hart (avec plan, 1821-1840). Cantonnement (1840-1844). Frais de procès (1842-1857).

Destry et Landroff. - Délimitation (avec plan topographique du chemin de Suisse à Baronville, 1837).

Arrondissement de Thionville.

Cattenom et Sentzich [Cattenom]. - Jouissance et emploi des sablières pour l'entretien des chemins de Sentzich (1826-1827).

Château-Rouge et Voelfling [-lès-Bouzonville]. - Litige relatif au droit de parcours (1853-1854).

Evrange et Frisange [Luxembourg]. - Arrêté relatif aux limites du droit de parcours (an XIV).

Contz-Basse et Contz-Haute. - Portion contributive de Basse-Kontz à l'échange d'une maison d'école et de 2 pièces de terres contre une maison de cure (1809-1812).

1013/1

Plan du terrain compris entre Haspelschiedt et la route de Wissembourg.

Extrait du plan général des environs de Bitche.

1825

Compétences des communes.

1806 - 1864

1058

Affaires militaires.

Circulaire préfectorale relative à la gratification accordée pour arrêter les déserteurs (1806). Congé définitif délivré en faveur du soldat du 63^e régiment de ligne Jacques Ritte (1818). Instruction préfectorale et modèle d'état vierge relatifs aux engagements volontaires (1819). Instructions relatives aux feuilles de routes des militaires (s. d.).

1806 - 1819

1057

Cultes.

Fabriques : instruction relative à la restitution des biens et rentes qui leur ont appartenu, aux biens qui faisaient anciennement partie des cures ou autres bénéfices, aux églises et presbytères supprimés par suite de l'organisation ecclésiastique et aux abus en matière de restitution (1807), note sur la réglementation applicable (après 1809), ordonnance du roi qui autorise les fabriques des succursales à se faire mettre en possession des biens et rentes qui appartenaient aux églises qu'elles administrent (1820).

Circulaire préfectorale relative à la demande d'érection de l'église en succursale (1821).

1807 - 1821

103

Instruction publique.

Renseignements au préfet des Ardennes relatifs à l'école normale publique (1834). Instruction ministérielle relative au paiement des frais de chauffage des classes des écoles primaires (1844).

Sociétés de charité maternelle : extraits d'une circulaire ministérielle relatifs aux budgets et comptes

et à l'acceptation des dons et legs (1852), règlement extrait du bulletin officiel du ministère de l'intérieur (1853).

Circulaire ministérielle relative aux fonctions de secrétaire de mairie remplies par les instituteurs (1861).

1834 - 1861

1059

Expéditions d'ouvrages aux communes.

Circulaire du ministre de l'instruction publique relative à l'expédition de brochures et imprimés non officiels (1834). Lettres au directeur de la poste de Metz relatives à l'expédition de 375 "Arithmétique" de Bergery et de 26 "Instructions religieuses" (1834), d'exemplaires du "Discours du roi" à l'occasion des récompenses accordées à l'industrie nationale (1834), de 28 "Tableaux de lecture", de 745 "Alphabet", de 261 "Catéchisme historique", de 11 "Instructions religieuses", de 375 "Grammaire" de Thiel, de 64 "Arithmétique" de Vernier et de 44 "Dialogues allemand et français" (1834), d'exemplaires de "L'avenir industriel de la France" et du "Prix de vertu" fondé par M. de Montyon (1835), de 1200 exemplaires du "Livre d'instruction morale et religieuse" (1835), de 50 "Grammaire" de Thiel et de 100 "Premières connaissances" de Théodore Soulier (1838).

Circulaires ministérielles relatives au vote d'un supplément d'abonnement au "Bulletin des lois" (1842), à l'envoi des "Tableaux-Lois" ou "Code usuel des campagnes" (1843, 1844).

1834 - 1844

10179

Actions en justice.

Avis du Conseil d'Etat relatif aux compétences du conseil de préfecture en matière d'actions intentées contre l'Etat (1823). Interprétation ministérielle relative à la compétence des conseils de préfecture en matière de ventes administratives (après 1823). Etat des frais d'appel à la cour royale de Metz faits par les communes de Sainte-Marguerite [Monneren], Budling, Veckring, Oudrenne et Lémestroff [Oudrenne] (1832). Circulaire ministérielle relative au pourvoi des communes devant le Conseil d'Etat en cas de refus d'autorisation de plaider en justice par le conseil de préfecture (1840). Instruction ministérielle relative au dépôt préalable des frais d'instance présumés avant d'être autorisé à plaider (1853). Circulaire ministérielle relative au pourvoi des contribuables devant le Conseil d'Etat en cas de contestation des décisions du conseil de préfecture en matière de fiscalité (1860). Correspondance du parquet de la cour impériale de Metz relative à l'autorisation de plaider (1862). Circulaire ministérielle relative à l'instruction des pourvois devant le Conseil d'Etat (1864).

Actions judiciaires en matière de travaux communaux : circulaires ministérielles relatives à la compétence de l'autorité administrative en matière de contestation sur l'exécution des travaux (1844), aux formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation (1853), rappelant les dispositions de l'ordonnance du 1er juin 1828 sur les procédures contentieuses (1862).

1823 - 1864

Ateliers de charité.

1848 - 1850

1016

Enquête sur le travail agricole et industriel.

Tableaux par cantons, comptes rendus de réunions des corps de métier, listes nominatives des membres des commissions cantonales d'enquête, observations de la commission, sur les ateliers en prison, rapports des médecins, correspondance avec les sous-préfets, avis de la commission, du maire, du conseil des prud'hommes.

1848

1016/1

Enquête sur le travail agricole et industriel.

Affiche convoquant les différents corps de métier, imprimée chez S. Lamort à Metz.

1848

1017

Organisation des ateliers.

1848 - 1850

Documents généraux.

Circulaire relative à l'organisation des ateliers de travail. Session extraordinaire du conseil général. Compte moral et général de l'ensemble des travaux exécutés en Moselle. Instruction ministérielle supprimant les ateliers. Lettre au maire de Metz au sujet des nouveaux chantiers à ouvrir pour occuper les ouvriers. Ordonnance de délégation de 35000 F. Correspondance avec l'officier de la garde nationale à Audun-le-Tiche relative aux moyens de fournir du travail aux ouvriers pauvres. Instructions relatives à la remise d'un chantier organisé par le maire de Chesny et l'agent voyer. Correspondance et instruction au sujet de l'emploi d'ouvriers étrangers belges dans les bois d'Herseange [Meurthe-et-Moselle] pour le compte des forges. Lettre du sous-préfet de Briey relative à la situation de la classe ouvrière. Renseignements du maire de Montigny au sujet de la fabrique de papier peint (1848).

Relations avec les autorités militaires.

Outils empruntés aux arsenaux du génie et de l'artillerie. Correspondance avec l'intendance, relative à l'état des ouvriers à Bitche, au sujet de l'organisation d'ateliers sur le chantier des fortifications militaires à Metz et d'une allocation de 15000 F, demandes d'emplois à l'arsenal (1848-1850).

Ville de Metz.

Réclamation du sculpteur Petitmangin au sujet de la mise en concurrence de travaux, pétition des maîtres et ouvriers. Notes sur le nombre des ouvriers inscrits à la mairie et sur ceux qui sont placés. Situation de l'atelier municipal. Ateliers publics ouverts par la ville : lettre du maire, état des ouvriers de la ville qui ont été employés dans les ateliers municipaux, tableau des ouvriers auxiliaires employés en régie non intéressée au chantier de la cathédrale. Réunion des chefs d'ouvriers en bâtiment de la ville de Metz le jeudi 10 août 1848 à Metz : affiches, comptes rendus, renseignements sur les chantiers, situation numérique des chefs ouvriers en bâtiment, listes nominatives avec domicile à Metz et nombre d'employés, rapport de l'architecte voyer sur l'atelier municipal. Lettre d'Etienne Cantel pour obtenir la permission de venir travailler dans les ateliers. Lettre du maire relative à un crédit de 10000 F voté par la ville (1848-1849).

Travaux de voirie.

Documents généraux : compte moral et statistique des ouvriers employés sur les routes nationale n° 53 de Metz à Luxembourg et départementale n° 7 de Metz à Bouzonville, état des dépenses de l'agent voyer d'arrondissement de Thionville, correspondance au sujet de la composition des chantiers sur les chemins vicinaux des arrondissements de Briey et Sarreguemines, renseignements sur quelques ateliers ouverts par voie de régie non intéressée sur les chemins vicinaux de l'arrondissement de Sarreguemines (1848).

Voirie nationale : demande de crédit, lettre du maire d'Achâtel et rapport de l'ingénieur au sujet de la rectification de la côte de Moncheux sur la RN n° 3, demande de la liste des maçons inscrits à Metz pour des travaux au pont des morts sur la RN n° 3, emploi des ouvriers de la RD n° 7 à la construction de lieux de dépôts sur la RN n° 53 entre la Maison rouge et Thionville, lettre du sous-préfet de Briey relative aux ouvriers employés pour la RN n° 18 de Paris à Longwy (1848).

Voirie départementale : rapport de l'ingénieur en chef sur les ateliers extraordinaires à établir sur les routes départementales, correspondance avec le maire de Metz au sujet de la construction de trottoirs et de lieux de dépôts depuis la porte des Allemands jusqu'à la côte de Saint-Julien (1848).

Voirie vicinale : instructions aux maires et aux sous-préfets sur l'ouverture des chantiers, tableau comparatif des ressources affectées en 1848 à la construction et l'entretien des chemins de grande communication et du nombre d'ouvriers potentiels, demande de crédit pour payer les ouvriers, lettre du piqueur relative aux fonds nécessaires pour le chemin de Vallières, correspondance au sujet de l'interruption du chantier sur le chemin de Goin à Vigny, lettre du maire de Metz relative aux travaux sur la côte de Lauvallières (1848-1849).

Travaux sur les chemins de fer.

Lettre de l'ingénieur de la compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg, correspondance relative au paiement des ouvriers avec le maire de Metz et l'ingénieur, à la vente de spiritueux sur le chantier de la station de Metz avec le colonel de génie, instruction à l'ingénieur en chef relative à l'ouverture de crédits pour créer de nouveaux chantiers sur la ligne de Frouard à Metz, lettre du commissaire de police au sujet de la coalition des ouvriers employés à Forbach, lettre du sous-préfet de Sarreguemines relative à l'opportunité d'envoyer des ouvriers de Metz sur le chantier près de Stiring et Forbach, procès-verbal de gendarmerie concernant la collision possible entre les ouvriers de Metz et ceux de Rémilly sur le chantier de Rémilly, correspondance relative à l'agression du surveillant des ouvriers sur le chantier de Jury, procès-verbal de gendarmerie à propos d'une collision entre les ouvriers du chantier de Frontigny, délibération du conseil municipal de Metz relative aux travaux à exécuter par les ouvriers messins (1848).

1017/1

Exécution du décret du 2 mars 1848 qui fixe la durée du travail des ouvriers.

Affiche imprimée et lithographiée chez Ch. Dieu à Metz.

1848

1017/2

Arrêté du préfet relatif à l'exécution du décret du 13 juillet 1848 portant exemption temporaire d'impôts.

Affiche imprimée et lithographiée chez Ch. Dieu à Metz.

1848

Police municipale.

1791 - 1870

1048

Police des cabarets.

Note du préfet relative à la négligence des maires de Moncheux et Pagny-sur-Goin (1822).

Réglementation : arrêtés préfectoraux des 6 avril et 7 août 1850 (affiche, 1850), délibération du conseil d'arrondissement de Thionville proposant l'abrogation de l'article n° 1 de l'arrêté du 6 avril (1850), lettre de transmission au préfet des Ardennes des arrêtés pris en Moselle (1851).

Dérogação aux horaires de fermeture : demandes des communes de Saint-Avold, Sierck et Longwy [Meurthe-et-Moselle], Bettainvillers [Meurthe-et-Moselle] et Fontoy, Devant-les-Ponts [Metz], Faily, Forbach, Hellimer, Uckange, instructions préfectorales (1850, 1851).

Ancy-sur-Moselle et Dornot : instruction modifiant l'arrêté du maire (1851).

Devant-les-ponts [Metz] : instruction, arrêté du maire (1851).

Hayange : arrêté du maire sur les horaires pendant les jours de fêtes (1851).

Malroy : règlement de police sur les auberges, cabarets et autres lieux de réunion publique (1851).

Montenach : instruction modifiant l'arrêté du maire sur les bals et jeux publics (1851).

Montigny-lès-Metz : lettres du maire relative aux horaires de fermeture, lettre du commissaire de police relative au jugement de contrevenants au règlement (1851).

Novéant : arrêté du maire sur les horaires de fermeture (1851).

Oeuترange [Thionville] : arrêté du maire sur les bals et danses (1851).

Le Sablon [Metz] : instruction relative à la demande d'ouverture de nuit du marchand de vin Christophe Merlin pour accueillir les cheminots et les voyageurs (1851).

Téterchen : instruction, arrêté du maire relatif à la fermeture des débits de boisson (1851).

1822 - 1851

1048/1

Arrêté du préfet sur la police des cafés, des maisons de jeux et des cabarets.

Affiche imprimée chez Ch. Dieu à Metz.

06/04/1850

Collections des arrêtés municipaux.

Arrêtés du maire portant règlement de police municipale, observations de la préfecture, plans, réclamations de particuliers, nominations de personnel. Nous ne signalons pas les arrêtés généraux de police municipale, mais uniquement les arrêtés spécifiques à un domaine d'activité. Par exemple, dans le dossier "Alaincourt (1847)", il faut comprendre que ce dossier contient un arrêté général daté de 1847.

Les noms des communes supprimées apparaissent à leur place alphabétique et avec l'orthographe de l'époque.

Il convient de consulter également les dossiers communaux de la sous-série 2O car la constitution de cette collection n'est pas exhaustive.

1822 - 1870

1018

Aboncourt à Azoudange.

Aboncourt (1842, 1851, 1866).

Abreschviller : fontaines, ancien cimetière (1841, 1861, 1869).

Achain : fumier (1851, 1854).

Ajoncourt (1827, 1851).

Alaincourt (1847).

Albestroff : boulangerie (1836, 1850).

Algrange : fontaines (1862).

Altroff [Bettelainville] : élagage, salubrité (1830, 1863, 1866).

Angviller-lès-Bisping [Belles-Forêts] (1839).

Antilly : réclamation de Pierre Obellianne au sujet de l'abreuvoir (1867).

Anzeling et Edling : élagage le long des chemins (1861).

Apach : abreuvoirs, entretien et élagage des chemins (1858, 1859, 1862).

Argancy : fumiers (1866).
 Arraincourt : lavoir (1866).
 Ars-Laquenexy : abreuvoir (1851).
 Ars-sur-Moselle : lettre du maire relative à la construction de fosses d'aisance, attelage des chiens interdit (1855, 1869).
 Arzviller : salubrité (1826, 1850, 1854).
 Aspach (1839).
 Assenoncourt (1826, 1846).
 Attiloncourt : dépôts de bois sur la voie publique (1854, 1866).
 Audun-le-Tiche : salubrité (1866).
 Augny : fumiers et bois (1862).
 Aulnois (1829, 1851).
 Aumetz : saut des étalons, fumiers, lavoirs, eaux potables (1864, 1866, 1867, 1870).
 Avricourt : aubergistes et logeurs (1842, 1851).
 Azoudange : bestiaux (1840).

1826 - 1870

1019

Bacourt à Burtoncourt.
 Bacourt (1832, 1847).
 Bambiderstroff : caniveaux, décombres (1855, 1866).
 Le-Ban-Saint-Martin : affluence des ouvriers du chemin de fer (1853).
 Barchain (1850).
 Barst : démolition du pignon de la maison appartenant à François Schmitt de Marienthal, interdiction de passage dans le cimetière (1857, 1860).
 Basse-Ham et Haute-Ham : comblement des fossés, interdiction de danser publiquement aux cabaretiers et débitants (1850, 1869).
 Basse-Yutz : écoulement des eaux et assainissement, élagage (1856, 1859, 1861, 1866).
 Bassing : salubrité des eaux ménagères (1826, 1865).
 Baudrecourt (1829, 1850).
 Bazoncourt : lettre concernant le nouveau cimetière (1858).
 Bébing (1826, 1838, 1840).
 Bellange (1865).
 Bénestroff : sécheresse, nids d'oiseaux, puits (1827, 1840, 1841, 1853, 1858).
 Berg : comblement de la carrière d'André Nennig, élagage des chemins (1856, 1859).
 Berling (1842, 1866).
 Bermering (1846, 1851).
 Berthelming : dépôts de bois, fontaine (1841, 1865).
 Bertrange : comblement des mares (1867).
 Berviller : abreuvoirs (1865).
 Bettborn : incendies, dépôts de matériaux sur la voie publique (1826, 1836, 1846, 1866).
 Betting-lès-Saint-Avold : nomination de l'agent de police Michel Schererr (1869).
 Bettviller : hydrophobie sur les frontières de la Bavière rhénane, sortie des chiens (1867).
 Beyren et Gandren : élagage, dépôts de matériaux (1854, 1865).
 Bezange-la-Petite (1839).
 Biberkirch [Troisfontaines] : fontaine, enfermement des chiens et hydrophobie, date de la fête patronale (1840, 1842, 1863, 1865, 1869).
 Bickenholtz (1826).
 Bidestroff : nettoyage des rues (1826, 1854, 1857).
 Bioncourt : fontaines (1826, 1851, 1870).
 Bionville : salubrité, dépouilles d'animaux, débits de boissons (1852, 1866).

Bisping-Ecluse [Belles-Forêts] (1842).
 Bitche : lavoirs, murs de l'église (1860, 1869).
 Blanche-Eglise : fumiers (1842, 1854).
 Boucheporn : insalubrité des auges (1861).
 Boulay : propreté des rues (1850), sécurité et salubrité publique (1853), enlèvement des boues et immondices (1854), lettre de transmission du texte relatif au balayage des rues (1854), obstruction des égouts et alignement des constructions (1857), interdiction des bestiaux dans les ruelles étroites (1862), élagage (1863), interdiction des bestiaux sur la place du marché (1863), élagage des bordures des chemins (1864).
 Bourdonnay : ordures (1837, 1844, 1853, 1855).
 Bourgaltroff (1832, 1867).
 Bourscheid (1839, 1846, 1866).
 Bouzonville : nomination du sergent de police Jean-Charles Arent (1869).
 Bréchain : salubrité de l'église et du cimetière (1851, 1853, 1864).
 Breistroff-la-Grande : élagage des chemins (1853, 1860, 1861).
 Brettnach : auges, contestation relative à la démolition du four de Jean Lang avec croquis (1855, 1858, 1861).
 Brouck : fontaines (1858).
 Brouderdorff : arrêté contre Joseph Christmann au sujet de l'écoulement des eaux (1827, 1864).
 Brouviller (1826, 1866).
 Brulange : arrêté arrangeant les places à fumiers (1855).
 Buhl : (1828, 1846).
 Burlioncourt (1826).
 Burtoncourt : abattage d'un arbre de la liberté dépérissant (1850).

1826 - 1870

1020

Cappel à Creutzwald.

Cappel : stationnement devant l'église et le cimetière (1867).
 Cattenom : badigeonnage extérieur des habitations, clôture des jardins et des terres, rues, places, lavoir couvert, élagage vicinal, hygiène publique, enregistrement des livrets des ouvriers, des domestiques, des étrangers de passage, état d'ivresse sur la voie publique (1854-1868).
 Chailly-lès-Ennery : nivellement des fosses à fumier (1866).
 Chambrey : entretien d'un cassis pour l'écoulement des eaux (1841, 1862).
 Château-Bréchain (1842).
 Château-Salins : précautions face au choléra, emplacement des dépôts de fumiers, numérotation des maisons, pavage des rues, commercialisation des denrées aux heures réglementaires, enfermement des volailles, répression des délits forestiers, boulangerie, curage, salubrité (1832-1855).
 Château-Voué (1838).
 Chenois (1842).
 Chérisey : élagage des chemins (1863).
 Chicourt (1851).
 Chieulles : fumiers (1854).
 Coincy : transmission d'un arrêté, fumiers (1854, 1866).
 Colligny : fontaines (1853).
 Conthil : fumiers, fontaine (1826, 1851, 1853, 1870).
 Contz-Basse : élagage des chemins, nettoyage des caniveaux (1863, 1869).

Contz-Haute : enlèvement des ordures et fumiers, élagage, entretien des caniveaux, usage des abreuvoirs, fumiers et ordures dans la ruelle entre la rue du village et le chemin Plenter, fermeture temporaires des chemins, dépôts de fumiers (1856-1866).
 Corny : mémoire au sujet de la suppression d'un chemin demandée par le sieur Marchal (1828), fumiers et dépôts (1828, 1854).
 Courcelles-Chaussy : interdiction de l'abattage sur la voie publique, réclamation du sieur Crosse au sujet de l'excavation d'un chemin (1861, 1862).
 Courcelles-sur-Nied : transmission d'un texte relatif aux fontaines (1854).
 Coutures : enfermement des chiens contre la rage (1867, 1870).
 Craincourt : eau potable pour les bestiaux (1856).
 Creutzwald : cheminées et fours, circulation dans l'intérieur du village (1857), plainte du sous-chef de gare de Forbach Joseph-Alexis Zivré contre les dépôts de fumiers de Pierre Clanché et Pierre Wilhelm (plan approximatif des lieux, croquis, 1865).

1826 - 1870

1021

Dabo à Fribourg.

Dabo (1826, 1842, 1866).

Dalhain : fumiers, marchands ambulants, débits de boissons (1850, 1854).

Dalstein : épidémie, gale des bêtes à laine (1865).

Danne-et-Quatre-Vents (1826, 1842, 1866). Dannelbourg (1828, 1846).

Delme : abreuvoirs, nouveau pavage de François Lemoine pour le nivellement de la grande rue, passage du cimetière restreint aux offices et pour raisons religieuses, entretien des caniveaux (1842, 1845, 1846, 1850, 1853).

Desseling (1826, 1846).

Devant-les-Ponts [Metz] : dépôts d'immondices (1856).

Diane-Capelle (1828, 1841, 1859).

Dieuze : abattage des porcs et abattoir public, ordures et fumiers, suppression de réduits de porcs, transport des fumiers, boues, terres, pailles, vitesse des voitures, interdiction d'utiliser les substances minérales dans la confection des liqueurs, bonbons, etc., défense de la mendicité, interdiction de fumer, tournée d'enlèvement des ordures ménagères, enfermement des chiennes en chaleur, fente du bois sur la voie publique, balayage des rues, défense des coups de fouets des voituriers et des marchands de bestiaux, de la sonnerie civile, transport des viandes, abandon des chevaux et bestiaux, litige entre le commissaire Fonder et Mademoiselle du Prel au sujet de la divagation des chiens, marché aux grains, défense de circulation sur la promenade de la Halbuterie, défense de laver à la pompe de l'abattoir, approvisionnement et horaires des marchés, foire aux bestiaux, vidange des fosses d'aisance, entretien des cheminées et des toitures, gouttières, chenaux et corps pendants (1829-1867).

Distroff, Stuckange et Kuntzig : sécheresse (1870).

Dolving : fontaine (1830, 1858, 1859).

Domnon (1831, 1843).

Donjeux (1867).

Donnelay (1826, 1859).

Dourd'hal [Saint-Avold] : alignement, places à fumier (1853).

Eguelshardt : traité de ramonage (1861).

Eincheville : abreuvoir (1854).

Ennery : fumiers, interdiction de circulation sur la place communale (1856, 1865).

Epping : fontaines (1856).

Erzange : passage sur la voie publique, propreté des rues et des fontaines (1865, 1866).

Escherange : sûreté et commodité de circulation (1859, 1867).

Failly (1853).

Faxe [Fonteny] : fontaine et abreuvoir (1851, 1864, 1867).
 Fénétrange : interdictions de puiser l'eau aux pompes du faubourg pour abreuver les chevaux, mendicité, police des cimetières, enlèvement des tas de fumiers, encombrement de la voie publique par anticipation, entretien des rues, cuirs, colportage de viande (1829-1869).
 Fèves : dépôts obstruant la place destinée au jeu de quilles (1864).
 Filstroff : élagage, comblage des eaux stagnantes, murs d'enceinte de l'église (1862, 1866, 1868).
 Fleisheim (1842).
 Florange : élagage (1857).
 Folschviller : dépôts de fumiers (1865).
 Fonteny (1832, 1851).
 Fontoy : ivresse publique, balayage des rues (1866, 1868).
 Forbach : circulation interdite dans la rue Neuve, défense de prendre du sable dans les talus du chemin de moyenne communication n° 46, interdiction des enfants sur les ponts de chemins de fer, marque des peaux dans les abattoirs, défense d'introduire les os des animaux enfouis en ville, construction de fours et de forges, exhumation de corps interdite, police des fontaines, encombrement des rues, interdiction des enfants non accompagnés dans le cimetière, entretien des façades, élagage, régime d'autorisation de construction et d'alignement pour lutter contre les anticipations, reconstruction d'une partie du mur du jardin du sieur Fistiel, entretien de l'avenue de la gare, abattage des porcs (1850-1864).
 Fossieux (1828, 1843, 1851).
 Foville : jeu de quille (1851).
 Fraquelfing : bouchage des fosses à purin (1826, 1849).
 Freistroff : fontaines, fosses à purin (1865, 1866).
 Frémery (1828, 1842).
 Fresnes-en-Saulnois : moissons, puits et fontaines, observations sur la fête patronale, hydrophobie (1838, 1842, 1847, 1860, 1861, 1870).
 Fribourg : ordures et fumiers (1826, 1846, 1866).

1826 - 1870

1022

Garche à Hunting.
 Garche [Thionville] : élagage (1860).
 Garrebourg (1841, 1866).
 Gavisse : blanchiment à la chaux des bâtiments et des allées (1866).
 Gélucourt : incendie, curage, fossé de Videlage à Guéblange, ébouage et balayage hebdomadaire (1826, 1846, 1855, 1858, 1866).
 Gerbécourt : élagage (1851, 1856).
 Givrycourt (1839).
 Gondrexange : lettre du maire au sous-préfet de Sarrebourg au sujet de l'hydrophobie (1826, 1836, 1870).
 Gosselming (1826).
 Grémecey : prévention des incendies, défense de laver son linge dans l'abreuvoir (1840, 1845, 1865).
 Grindorff : interdiction de stationner devant l'église et le cimetière pendant l'office divin, blanchiment à la chaux de l'intérieur des maisons, eaux stagnantes (1862, 1866).
 Guéblange [-lès-Dieuze] : entretien d'un fossé, annulation d'un arrêté, prescriptions sur les fosses dans le cimetière insalubre (1860, 1863).
 Guénange : assainissement des rues, des places, entretien des fossés et des rigoles (1865, 1866).
 Guénestroff [Val-de-Bride] (1827).

Guermange (1826, 1841).
 Guerstling : regroupements pendant les offices divins devant les lieux de culte, abreuvoirs (1858, 1864).
 Guinzeling (1851).
 Guntzviller (1866).
 Haboudange (1837, 1842, 1851).
 La-Haie-des-Allemands [Richeval] : observations sur le règlement de police municipale (1842).
 Hampont (1836, 1842, 1861).
 Hangviller (1850, 1866).
 Hannocourt (1851).
 Haraucourt (1826, 1842).
 Hargarten : enlèvement des dépôts gênant l'accès au puits de la place Bach (1865).
 Hartzviller : regroupements pendant les offices divins (1826, 1847, 1854).
 Haselbourg (1838, 1866).
 Hattigny : dépôts de fumiers et claquements de fouets pendant les offices divins (1826, 1843, 1853).
 Haut-Clocher : interdiction de laver son linge dans les abreuvoirs (1826, 1842, 1848, 1863, 1866, 1869).
 Havange : places à fumiers (1866).
 Hayange : entretien des rues pavées (1863).
 Heining : lavoir (1865).
 Hellingring [-lès-Fénétrange] (1826).
 Hellocourt (1842).
 Helstroff : abreuvoir (1868).
 Héming (1826).
 Henridorff : jeu de quilles (1826, 1864, 1866).
 Hérange : lavoir et abreuvoir (1826, 1847, 1854, 1866).
 Hermelange (1826).
 Herry : inhumations et fossoyeurs (1868).
 Hertzling : dépôts sur la voie publique (1826, 1848).
 Hesse : fosses à purin, autorisation des musiques pour danser (1828, 1854).
 Hestroff : élagage (1862).
 Hettange-Grande : dépôts, réparations et démolitions, balayage des caniveaux (1860).
 Hilbesheim (1827, 1838).
 Hoff [Sarrebouurg] : épizooties (1826, 1837, 1849).
 Hommarting (1826).
 Hommert (1851).
 Honskirch : défense d'abreuver les bestiaux aux puits (1826, 1858).
 Hultehouse (1838, 1846, 1866).
 Hunting : usage du puits d'Enerstorff en période de sécheresse (1858).

1826 - 1870

1023

Imling à Lutzembourg.
 Imling (1826).
 Insming (1826).
 Insviller (1826).
 Ippling : abreuvoirs (1855).
 Jallaucourt (1826, 1843).

Juvelize : élagage, observations au sujet d'un dépôt de fumier près d'un puits (1838, 1857, 1861).
 Juville (1842).
 Kédange : abreuvoir (1869).
 Kerling : entretien de la voirie publique (1858).
 Kerprich-lès-Dieuze [Val-de-Bride] (1845).
 Kerprich-aux-Bois (1828, 1829, 1841).
 Kirsch-lès-Sierck : réclamation de Nicolas Michel et François Krier au sujet de l'écoulement des eaux stagnantes (1866).
 Kirschnaumen : interdiction de fumer pendant les offices et dans le cimetière, élagage (1857, 1862).
 Knutange : comblement des fosses à purin (1866).
 Koenigsmacker : propreté du village (1861).
 Lafrimbolle (1835).
 Lagarde : débits de boissons, suppressions d'un trottoir le long des maisons des sieurs Rouyer, Désalme et Jean About dans la rue du Milieu, de deux réduits à porcs, interdiction de stationnement des bohémiens aux abords du village, enfermement des chiens (1844-1846, 1852, 1861-1864).
 Lambach : alignement, suppression des saillies et des dépôts de fumier, dégâts causés par les oies (1853, 1863).
 Landange (1847, 1853).
 Laneuveville-en-Saulnois (1851).
 Laneuveville-lès-Lorquin (1842).
 Langatte : fontaine (1841, 1843).
 Languimberg (1826, 1840).
 Laumesfeld, Calembourg à Hargarten : voirie publique (arrêté aquarellé, 1859).
 Launstroff : abreuvoir (1856, 1864).
 Lemberg : fontaine (1855).
 Lemoncourt (1826, 1851).
 Léning : prévention des incendies (1828).
 Lesse (1842, 1851).
 Lessy : lettre de transmission de l'arrêté relatif à la fontaine du Ménil, alignement des murs à bâtir du sieur Vincent le long des chemins de Lessy à Châtel et de celui du Mouillon, autorisation du maire Blondin pour relever et prolonger les canaux qui recueillent les eaux de ses fontaines et qui longent les chemins de Lessy à Plappeville et de Lavaux (1853, 1861).
 Lezey (1838).
 Lhor (1842).
 Lidrezing (1826, 1849).
 Lindre-Basse : baignade dans l'étang (1836, 1863, 1868).
 Liocourt (1851).
 Lixheim : interdiction des danses hors celles de la maison commune, fontaines, protection contre les incendies, divertissements pendant les offices (1827, 1836, 1838, 1840, 1851, 1861, 1864, 1866).
 Longeville-lès-Cheminot [Cheminot] : encombrement des voies publiques (1854).
 Longeville-lès-Metz : défense de verser du purin, des immondices et des eaux ménagères dans le bras mort de la Moselle (1861).
 Lorquin : ramonage des fours et cheminées, police du cimetière, observations sur la boulangerie (1826, 1842, 1845, 1854, 1867).
 Loudrefing (1845).
 Louvigny : prévention de incendies, enfermement des chiens contre la rage (1863, 1868).

Lucy (1835).
Luttange : badigeonnage des bâtiments, élagage (1854, 1861).
Lutzembourg (1837, 1866).

1826 - 1869

1024

Malaucourt-sur-Seille à Munster.

Malaucourt-sur-Seille : hydrophobie (1846, 1851, 1864, 1869).
Malroy : fumiers, propreté et salubrité, lavoir et abreuvoir (1854, 1860).
Manhoué : fontaines (1836, 1842, 1851, 1856).
Manom et La Grange : dépôts d'ordures et de fumiers, curage des fossés (1866).
Marange-Silvange : salubrité (1865).
Marieulles et Vezon : plainte de Jean Garsot au sujet du fumier de Jean Maucourt (1865).
Marimont : sonnerie de la retraite, débits de boissons, lavoir (1839, 1843, 1850, 1858).
Marsal (1832, 1842).
Marthille (1826, 1838, 1843).
La Maxe : balayage des rues (1868).
Métairies-Saint-Quirin : protection contre l'incendie, police des fontaines (1839, 1867).
Metting (1826).
Metzeresche : dégâts des animaux, fermeture des jardins et des pièces de terre donnant sur les rues du village, élagage, assainissement des rues, eaux stagnantes, carnaval (1854, 1857, 1865, 1867).
Metzervisse : caniveaux, police des fontaines pendant la sécheresse, chaulage de l'intérieur des maisons contre le choléra, comblage des fossés (1856, 1858, 1866).
Mittelbronn (1841, 1860, 1861).
Mittersheim (1826, 1850).
Molring (1851).
Moncourt : hydrophobie (1835, 1870).
Monneren : écoulement des eaux (1867).
Montenach : abreuvoir et pâture sans surveillance (1862).
Montois : entretien des voiries et fossés (1850).
Montoy et Flanville : curage d'un aqueduc (1862, 1863).
Morhange : salubrité (1855).
Morsbach : puits et abreuvoirs, salubrité (1854).
Morville-lès-Vic : plainte de François Husson contre la fosse à fumier de Simon Bana avec plan (1841, 1842, 1851, 1855).
Morville-sur-Nied (1851).
Moulins-lès-Metz : lettre de transmission de l'arrêté concernant la propreté des rues, claquements de fouet des conducteurs d'équipage, police des bals et jeux publics (1854, 1868, 1869).
Mousseux : observations concernant les jeux et danses interdits par le règlement de police (1837, 1861).
Mouterhouse : entretien du village, curage du lavoir (1865).
Moyenvic : salubrité, sarclage d'une plante vivace nommée patience (1826, 1830, 1842, 1849, 1854, 1864).
Moyeuvre-Grande : fontaine, balayage, abattage des porcs (1857, 1862, 1866).
Mulcey (1842).
Munster (1851).

1826 - 1870

1025

Nébing à Russange.

Nébing (1842).
 Neufchef : salubrité (1866).
 Neufvillage (1851).
 Neunkirch [-lès-Sarreguemines] : fontaine, rassemblements pendant les offices (1850, 1855).
 Niderhoff (1840, 1842).
 Niderviller : boulangerie (1826, 1847).
 Niederstinzel (1846).
 Nilvange : fontaines, lavoirs, abreuvoirs (1860).
 Nitting : prévention des incendies (1822, 1846).
 Noisseville : élagage, abandon des chevaux en les conduisant à l'abreuvoir ou au pâturage, police des abreuvoirs, de la fontaine pendant la sécheresse (1863, 1869, 1870).
 Novéant : épidémies, gouttières, entretien des caniveaux, propreté des fontaines et des pompes, mesures de police à prendre pendant la fête patronale (1854, 1857, 1858, 1862, 1869).
 Oberstinzel (1826).
 Obreck (1851).
 Oeting : fontaine, élagage (1855, 1856).
 Oeufrange [Thionville] : eaux stagnantes (1862).
 Oriocourt (1851).
 Oron (1835, 1851).
 Ottange : salubrité (1866).
 Pange : sécheresse (1870).
 Pettoncourt (1851).
 Pévange : puits (1862).
 Phalsbourg : gouttières, marquage des chiens contre la rage, vitesse des voitures, boulangerie, date d'adjudication des jeux et danses, service de garde contre l'incendie, interdiction de commercer le dimanche, tenue des marchés aux grains (1826-1867).
 Pierrevillers : salubrité (1854).
 Plaine-de-Walsch (1842).
 Plantières et Queuleu [Metz] : chiens errants, surveillance des viandes de boucherie par Michel Mutz, abattage d'un taureau en fuite par l'adjoint Moinier, vérification des viandes des marchands ambulants, salubrité générale, police des fontaines, curage de fossés et élagage des haies des chemins ruraux, défense de jeter des ordures dans les ruisseaux de la cheneaux (1850-1869).
 Plappeville : interdictions de laisser traîner ou courir les chevaux dans les rues du village, des chiens sans muselière et sans laisse (1869).
 Porcelette : dégâts causés par les moutons et les porcs aux clôtures des jardins le long des voies publiques (1859).
 Postroff (1827, 1846, 1851).
 Pouilly : élagage des haies (1857).
 Pournoy-la-Grasse : libre circulation sur le chemin de l'abreuvoir, dépôts sur la voie publique (1870).
 Prévocourt (1842, 1851).
 Puttelange [-aux-Lacs] : établissement d'égouts dans la rue de l'église, salubrité, fours et cheminées (1855, 1856, 1862).
 Puttigny : incendies (1856).
 Puzieux (1844, 1851).
 Ranguevaux : entretien et balayage des rues, réunions interdites près de l'école pendant les classes et la nuit, fontaines (1859, 1863, 1866, 1867).

Réchicourt : entretien des rues, gouttières, encombrement des rues, enfermement des chiennes en rut (1839, 1842, 1849-1852, 1868).
 Rédange : garde de place à la fontaine et au lavoir pendant la nuit, démolition de la cheminée de la veuve Schockmel (1867).
 Réding (1836).
 Rémeling : dépôts de bois dans les chemins, salubrité, abreuvoirs (1854, 1858, 1861, 1865).
 Rémilly : interdiction de passage pendant le concert de la fête de bienfaisance de l'Orphée de Metz (1870).
 Réning (1836).
 Rettel : salubrité, interdiction d'enlever du gazon, de la terre, etc. dans les propriétés publiques, élagage (1854, 1857, 1860).
 Rhodes : fermeture du clocher et du cimetière (1844, 1852, 1860).
 Riche (1849).
 Richemont : salubrité (1866).
 Rochonvillers : salubrité (1856, 1866).
 Rodalbe : incendie (1842, 1846).
 Rodemack : salubrité, élagage, nomination de l'agent de police Jacques Conter notamment pour surveiller les offices divins et le cimetière, détonations (1854-1869).
 Rombas : gouttières (1849, 1850, 1852).
 Romelfing (1826, 1865).
 Roncourt : police intérieure du village, cimetière (1859, 1868).
 Rosselange : salubrité (1866).
 Rozérieulles : salubrité et commodité des rues, réclamation du curé destitué Gilbert au sujet des fontaines (1857, 1858, 1864).
 Rurange [-lès-Thionville] : puits (1870).
 Russange : élagage, salubrité (1863, 1866).

1822 - 1870

1026

Saint-Avold à Tromborn.

Saint-Avold : commission hygiénique sur les logements, maintien du passage de la Voûte ou de la rue des auges à la place du marché avec plan, salubrité, observations sur le tapage nocturne (1854, 1855, 1860, 1864, 1868).
 Saint-Epvre (1859).
 Saint-Georges : incendie, fréquentation des auberges et cabarets, défense de laver du linge dans les abreuvoirs (1831, 1849, 1860, 1865).
 Saint-Jean-de-Bassel (1842, 1846).
 Saint-Jean-Kourtzerode (1840).
 Saint-Julien-lès-Metz : enlèvement des fumiers, curage des fossés et élagage des haies (1854, 1856).
 Saint-Louis (1840, 1866).
 Saint-Médard : incendie, dépôts de fumier (1826, 1832, 1842, 1843, 1864, 1865).
 Saint-Privat-la-Montagne : salubrité, traverse interdite pour le transport de pierres de taille, élagage (1854, 1855, 1858, 1866).
 Saint-Quirin : jeux et danses (1840).
 Sainte-Barbe : arrêté général (1853).
 Sainte-Marie-aux-Chênes : entretien des caniveaux (1866).
 Salonnès : salubrité, fontaines (1842, 1851, 1856, 1858).
 Sarralbe : gouttière dans la grande rue, boues et immondices, règlement général de salubrité (1853, 1861).
 Sarraltroff : règlement général aquarellé (1826).

Sarrebourg : entretien des rues, arrosage de rues, salubrité de la ruelle de Krebsstein, abattoir, baignade dans la Sarre, police de la boucherie concernant la viande de veau, abreuvoir, chiens dangereux, salubrité et établissement de fosses d'aisance, abattage des bestiaux, interdiction d'introduire de la viande en ville contre les épizooties de bovins, balayage quotidien des rues, suppression des enseignes pendantes et des trappes de cave faisant saillie sur la voie publique, mesures de prévention du choléra, mesurage et pesage au marché aux grains, observations sur le règlement imprimé, port de la Sarre, porteurs et fossoyeurs pendant les inhumations, danses de la fête patronale, marchés (1830-1864).

Sarreguemines : dépôts d'ordures, encombrement de l'île de la Sarre, règlement des neiges et glaces, balayage des rues et enlèvement des boues, viande de veau dans les boucheries et les charcuteries, police des enseignes, alignement des portes et trappes des escaliers de caves situés dans la traverse, nominations de Henry Fischer et Jean-Paul-Georges Thiriet au service de balayage public par abonnement facultatif, de Georges Gosse gardien pour le cimetière, police des masques et carnaval, demande de l'ingénieur manufacturier Huber pour établir un lieu de tir d'armes à feu (1850-1868).

Sarreinsming : salubrité et circulation (1861).

Schalbach (1826, 1845).

Schneckenbusch : incendie (1837, 1846).

Schwerdorff : salubrité et voirie (1860, 1866).

Scy-Chazelles : places au lavoir (1860).

Semécourt : lettre de transmission de l'arrêté relatif à la propreté du village, police des fontaines pendant la sécheresse (1855, 1858).

Sentzich [Cattenom] : élagage (1859).

Servigny [-lès-Sainte-Barbe] et Poixe (1853).

Sierck : élagage, passage interdit dans une rue, fontaines, salubrité (1855, 1858, 1860, 1865-1867).

Solgne : lettre de transmission de l'arrêté pris contre les eaux insalubres des sieurs Friand et Vincent (1865).

Sotzeling (1843).

Soucht : observations sur les pouvoirs du maire en matière de salubrité (1867).

Spicheren : fosses à purin (1854).

Talange : défense à Beaudouin Beaudouin de laisser écouler le purin de son fumier dans le ruisseau qui alimente le lavoir et l'abreuvoir (1866).

Tarquimpol (1846).

Terville, Veymerange et Elange : enlèvement des fumiers, établissement d'un abreuvoir (1866).

Thionville : élagage, propreté des murs et des édifices contre les inscriptions et les jets de pierres, alignement des trottoirs, des entrées de caves et de lieux d'aisance, encadrement des soupiraux et gargouilles en saillie, danses et fêtes dans les cafés, abattoir, fermeture du jeu de quilles de François Cloutier, enfermement des chiens pendant les récoltes, interdiction des jeux d'enfants dans la rue, salubrité, muselage des bull-dogs (1856-1867).

Tincry : gouttières, entretien des trottoirs, fosses d'aisance, clôture du cimetière, fours (1831, 1849, 1850, 1854-1856).

Torcheville (1838).

Tragny : usage de l'abreuvoir en période de sécheresse (1858).

Troisfontaines : fontaines, hydrophobie, police des cabarets et ivresse publique, date de la fête patronale (1826, 1850, 1859, 1863, 1865).

Tromborn : abreuvoir (1861).

- Vahl [-Ebersing] à Zommange.
 Vahl [-Ebersing] (1833).
 Vallières : gouttières, enlèvement des fumiers, traverse des voitures et des cavaliers à la course dans la rue (1854, 1858).
 Valmunster : enlèvement des fumiers et décombres (1851).
 Vannecourt (1826, 1851).
 Vany et Villers-l'Orme : défense des dépôts sur la place, nivellement des fosses à fumier (1853, 1857).
 Varize : comblement des places à fumier (1857).
 Vasperviller : règlement de police et observations (1862, 1863).
 Vatimont : conversations pendant les offices au cimetière (1857).
 Vaudoncourt : abreuvoir (1861).
 Vaux : approbation des arrêtés, interdiction de l'attelage des chiens (1858, 1869).
 Vaxy : dépôts de pierres et de débris (1832, 1851, 1867).
 Veckersviller : réclamation d'Augustin Untereiner à propos des oies (1837, 1870).
 Vergaville : incendie, salubrité, rappel relatif à l'ordre public, la salubrité et le maintien du bon état, défense de passage dans la ruelle de la Gasse, danger de l'établissement d'une meule de gerbes dans la propriété du sieur Peltre (1834, 1847, 1851, 1852, 1869).
 Vesheim (1826, 1846, 1866).
 Vibersviller (1844).
 Vic-sur-Seille : salubrité, délits forestiers, nettoyage quotidien des rues, interdiction des voitures dans les halles, alignement des trappes, des soupiraux et des bornes, élagage, suppression des trappes de caves, enfouissement des animaux morts, matériaux et décombres, circulation des taureaux, claquement des fouets, entretien des rues, interdiction de jeter des matières animales dans la Seille pendant la sécheresse, protection des meules contre l'incendie, ouvriers à marteaux et professions bruyantes, fours, construction des puits en sécurité (1838-1870).
 Vieux-Lixheim (1854, 1842, 1864-1866).
 Vigny : entretien des caniveaux, police des fontaines, lettre de transmission d'un arrêté relatif aux places à fumier (1854, 1864-1866).
 Villers-Brettnach : élagage, plantations d'arbres et de haies le long des chemins (1855, 1861, 1862).
 Villers-Stoncourt : gouttières (1864).
 Villing : puits (1855).
 Vilsberg (1866).
 Virming : salubrité (1866).
 Vitry : écoulement des eaux, encombrement et balayage des rues (1861, 1863).
 Vittersbourg : incendie, fontaines (1826, 1842, 1864, 1866, 1869).
 Vittoncourt : encombrement des places (1857).
 Viviers : débits de boissons (1826).
 Voimhaut : fermeture des lieux publics en prévention des incendies (1865).
 Volkrange [Thionville] : fontaines, élagage, chevaux (1856, 1857, 1863, 1865).
 Volmerange [-lès-Mines] : lavoir et abreuvoir, transmission d'un arrêté relatif au lavoir (1855, 1862).
 Volstroff : réclamation de Nicolas Christiany contre le commerce de graines de trèfles fait par Jacques Roser dans son atelier (1868).
 Voyer : fontaine (1841, 1860, 1864).
 Vrémy : curage des rigoles servant à l'écoulement des eaux des fossés latéraux des chemins (1862).
 Vry : anticipation sur un chemin de la haie de François Linder (1853, 1857).

Waldhouse : élagage, descente de la pente du chemin de Waldhausen à Lengelsheim (1851, 1855).
 Waldweistroff : arrêté contre Nicolas Martiny au sujet du balayage des rues (1865, 1867).
 Waldwisse : enlèvement des boues, fontaines, élagage (1856, 1858, 1862).
 Walscheid : incendie, curage de la Bièvre, cimetièrre et sonnerie des cloches (1826, 1839, 1841, 1850, 1854, 1860).
 Waltembourg (1842, 1866).
 Welferding [Sarreguemines] (1858).
 Wittring : lettre sans observation concernant l'arrêté de salubrité (1862).
 Woippy : nominations des fossoyeurs Jean Boucheré et François Simon (1870).
 Woustviller : salubrité, nomination de l'appariteur de police Christophe Reyer après l'invalidité de Nicolas Muller (1855, 1869).
 Wuisse (1827, 1851, 1855).
 Xanrey (1842).
 Xocourt : désignation d'un taupier (1845, 1857).
 Xouaxange : glaces et neiges (1826, 1830, 1845, 1864).
 Zarbeling (1826, 1842).
 Zilling (1850, 1866).
 Zommange (1845).

1826 - 1870

Circulation des individus.

1807 - 1855

1014

Recensement des étrangers.

Etat des effectifs : réponses négatives (1825), réponses négatives et positives pour l'arrondissement de Briey.

1825 - 1827

1015

Police des étrangers.

Avis du Conseil d'Etat défavorable à la perception d'un droit de bourgeoisie sur les étrangers qui veulent établir leur domicile dans les communes de la rive gauche du Rhin (1807). Arrêté du maire de Metz : affiche (1816). Projet d'arrêté préfectoral relatif à la circulation des Français et des étrangers (1840). Arrêté pour la ville de Metz (affiche, 1853). Article extrait de "L'école des communes - bulletin du contentieux", relatif aux conditions imposées aux aubergistes et aux personnes qui logent des étrangers (1854). Lettre au maire de Boulay au sujet de l'annulation par le tribunal de police de trois procès-verbaux dressés par le sieur Mayer (1854). Arrêtés des maires de Rombas (1854, 1855) et Bliesbruck (1855). Lettre du sous-préfet de Sarreguemines relative à l'arrêté illégal pris par le maire de Saint-Avold (1855). Modèle d'arrêté pour l'expulsion des étrangers (1855). Correspondance du préfet avec le commissaire central de police au sujet des hôteliers et logeurs (1855).

1807 - 1855

1015/1

Ordonnance de police du maire de Metz concernant les étrangers.

Affiche imprimée chez Collignon à Metz.

29/01/1816

1015/2

Arrêté du maire de Metz concernant les étrangers.

Affiche imprimée chez S. Lamort à Metz.

20/09/1853

Police rurale.

1791 - 1870

107

Gardes champêtres.

1791 - 1865

Compétences.

Extrait de l'ordonnance du 29 octobre 1820 relatif à la relation des gardes champêtres avec la gendarmerie (s. d.). Rappel de la circulaire recommandant le guide et le formulaire de M. Larade à l'usage des gardes (1852). Circulaire ministérielle relative à l'autorisation de porter des armes à feu (1852). Pouvoirs de police des gardes champêtres et forestiers hors de la garde des propriétés rurales et forestières (1865).

Organisation du service.

Renseignements sur la situation du service : observations (1843). Questions à soumettre aux conseils généraux (1843). Circulaires ministérielles au sujet de l'organisation (1851-1852). Sessions du conseil général et des conseils d'arrondissements (1843-1853). Examen d'un projet de réorganisation : tableaux indicatifs de renseignements (1850), arrêté du préfet du Rhône relatif à la mise en commun des gardes des communes limitrophes (1852), correspondance au sujet du modèle établi dans le Vaucluse (1852). Projet d'embrigadement : correspondance avec le préfet de la Meurthe, livrets de gardes, enquête relative au projet de gardes intercommunaux, pétitions des gardes du canton de Gorze, observations du préfet, instruction ministérielle (1856-1858).

Nominations et commissions.

Arrêté du préfet relatif à la nomination, au salaire et aux devoirs (an IX). Correspondance avec le procureur du tribunal de Metz au sujet de la démission (1850). Nomination par le préfet : circulaires préfectorales d'autres départements (1852), correspondance relative au rôle du procureur général (1860). Etats nominatifs transmis au ministère (1841-1859).

Prestations de serments.

Droits d'enregistrement (1822). Exemption des droits d'enregistrement sur les serments à objet politique (1830). Visa pour timbre des commissions délivrées au moment de la prestation de serment : correspondance avec le directeur des domaines (1830). Serment politique devant le juge de paix : correspondance avec le parquet de la cour royale de Metz (1844). Abolition du serment politique et maintien du serment professionnel : correspondance avec le parquet du tribunal de Metz (1848). Circulaire du préfet relative aux frais de prestations (1863).

Plaques.

Modèle de dessin d'une plaque et extrait de la loi du 6 octobre (1791). Circulaire préfectorale relative aux plaques des sergents de police (1818). Fourniture de plaques nouvelles après suppression de l'écusson aux fleurs de lys : correspondance (1831).

1086

Droits de chasse et de pêche à Puttelage et Sarralbe.

Annulation de la location en faveur du négociant de Sarrebruck Jean Philippe Fauth.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1806

1087

Droits de pêche.

Rejet de la demande d'indemnisation de l'adjudicataire des droits sur la Sarre Jacques Hoffmann au sujet de la suppression d'une pêcherie (1809). Résiliation du bail de location du 9e cantonnement des droits sur la Sarre à Jacques Hoffmann (1810). Allocation d'une indemnité à l'adjudicataire des droits sur la Moselle Mathias Zimmer en raison de l'invasion des troupes alliées (1814).

1809 - 1814

Chasse.

1806 - 1867

1088

Réglementation.

1806 - 1867

Instructions et statistiques.

Arrêté du préfet relatif à l'échenillage et à la chasse (1815). Circulaire ministérielle portant que la location du droit de chasse n'est plus considérée comme un produit accessoire des forêts (1840). Lettre du conservateur des forêts relative à l'absence de transmission des baux de chasse dans l'arrondissement de Thionville (1852). Etat des adjudications dans les forêts communales de l'arrondissement de Sarreguemines (1859). Circulaire préfectorale aux maires relative à l'amodiation du droit de chasse dans les bois des communes et des établissements publics (1863). Lettre du sous-préfet de Sarreguemines relative à la délégation du maire de Bitche pour procéder à la location du droit de chasse dans les forêts domaniales de l'inspection de Bitche (1863). Circulaire préfectorale aux maires relative à la location des droits (1867).

Cahier des charges.

Modèles pour l'affermage des droits dans les bois communaux (1806), pour l'adjudication dans les forêts de l'Etat (1845). Observations du conservateur des forêts relatives au projet de modifications (1851, 1852). Arrêté préfectoral relatif à la rédaction pour les forêts communales (1852). Correspondance avec le conservateur des forêts au sujet de la pétition collective des adjudicataires et co-fermiers de l'arrondissement de Metz tendant à introduire des modifications (1863).

1089

Ports d'armes de chasse.

Liste des personnes qui ont obtenu une autorisation, indiquant les noms, prénoms, titres, qualités ou professions, lieu du domicile.

1826 - 1829

Protection des récoltes.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

1091

Ban de vendange.

Arrêté préfectoral relatif à l'uniformisation de la réglementation (an XI). Délibération du conseil de Plantières [Metz] fixant le ban de vendange (1825). Instructions relatives aux plaintes du sieur Fiselbrand et d'autres propriétaires de vignes contre les arrêtés du maire de Saint-Julien-lès-Metz (1861, 1862). Arrêtés des maires : lettre de transmission de l'arrêté de Longeville-lès-Metz (1853), abolition du ban à Arry (1865, 1866), fixation du ban à Beyren et Gandren (1864-1866), Budling (1865), Contz-Haute (1864-1868), Illange (1866), Inglange (1865), Koenigsmacker (1865, 1866), Servigny-lès-Raville (1864, 1865), Sierck (1867).

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1868

1092

Fermeture des colombiers.

1824 - 1868

Réglementation.

Arrêté préfectoral (1847).

Instructions préfectorales, délibérations municipales, plaintes.

Argancy : instructions au maire (1835).

Ars-Laquenexy : instruction au maire et rejet de la plainte de Melle Dumaine (1826, 1827, 1832).

Bertrange : instructions aux sous-préfets au sujet des arrêtés municipaux (1845-1847).

Cattenom : dossier des délibérations (1824, 1825).

Fameck : délibération (1832).

Flévy : instruction au maire au sujet des plaintes des habitants contre le colombier de M. Dorr (1830).

Hauconcourt : instruction au maire relative aux arrêtés de fermeture (1845, 1846).

Hombourg [-Budange] : lettre au comte d'Hunolstein relative à l'arrêté pris par l'adjoint (1847).

Laquenexy : instruction au maire après la plainte du baron Thomas (1826, 1828).

Rémilly : rectification de l'arrêté (1852).

Retonfey : instruction au maire (1827).

Terville, Veymerange et Elange : délibération (1832).

Villing : plainte du sieur Remeringer (1868).

Vrémy : instructions au maire (1831).

Arrêtés municipaux de fermeture.

Améécourt (1866).

Azoudange (1860).

Basse-Rentgen et Preische (1845).

Blanche-Eglise (1860).

Boulay (1864).

Bourdonnay (1867).

Colligny : lettre de transmission de l'arrêté (1861).

Fonteny (1859).

Guébling (1864).

Lidrezing (1866).

Manhoué (1855).

Montdidier (1846).

Norroy-le-Veneur (1846).

Puttigny (1856).

Salonnes (1855).

Sorbey (1846).

Tincry (1855, 1856).

Wuisse (1855).

1093

Divagation des bestiaux, glanage et râtelage.

Abandon des chevaux sur la voie publique : circulaire ministérielle, instruction préfectorale, lettre du maire de Sarreguemines, arrêtés du maire de Rémilly (1855).

Azoudange : divagation des bestiaux durant les semailles et la maturité des récoltes (1861, 1864).
 Brouck : interdiction du glanage avant la fin de la récolte (1869).
 Chailly-lès-Ennery : conduite des bestiaux en laisse (1859).
 Gandrange : protection des récoltes (1864).
 Gerbécourt : protection des récoltes (1855).
 Saint-Médard : observations relatives à un arrêté sur le glanage pris par le maire (1862).
 Saint-Quirin : glanage (1855).
 Sierck : interdiction de la pâture et de l'arrachage d'herbe sur la côte reboisée de l'Altenberg (1859).
 Uckange : glanage et râtelage (1869, 1870).
 Walscheid : glanage (1854).

1854 - 1870

1094

Droits de parcours et de vaine pâture.

1806 - 1870

Réglementation.

Arrêtés préfectoraux interdisant la vaine pâture des porcs dans les prairies naturelles et l'introduction des bestiaux dans les vignes, réglementant les adjudications de pâture des chemins (1806). Circulaire ministérielle et réponse préfectorale relatives au projet d'abolition (1836). Circulaire ministérielle invitant à soumettre à l'examen du conseil général le projet de loi relatif à l'abolition du droit de parcours réciproque entre les communes et à la suppression successive de la vaine pâture, extrait de la circulaire du 4 septembre 1835, lettre au ministre relative à la demande de suppression par le conseil général (1838). Circulaire ministérielle et règlement relatifs au mode d'approbation des règlements municipaux (1842). Arrêté préfectoral (affiche, 1847). Avis préfectoral recommandant l'application de la circulaire préfectorale de 1864 concernant les terrains non clos (1866). Circulaire préfectorale invitant les conseils à délibérer sur la période d'ouverture de la vaine pâture (1869).

Droit de parcours.

Observations du comité administratif de la société d'agriculture de la Moselle relatives à l'instruction préfectorale du 7 février 1818 (1818). Arrêt de la cour relatif à la base d'après laquelle doit être déterminée la quantité de bestiaux envoyés au parcours après une plainte du sieur Pierson contre un arrêté pris par le maire de Velaine-en-Haye [Meurthe-et-Moselle] (1833). Correspondance avec l'administration des forêts relative à des demandes de parcours dans les bois communaux présentées par les communes d'Aboncourt, Buding, Dalstein, Launstroff, Ottonville et Waldweistroff (1834). Délibération de la commune de Welferding [Sarreguemines] sollicitant la révision de la loi des 29 septembre - 6 octobre 1791 (1836).

Interdiction de la pâture des chemins.

Arrêté du maire de Bousbach (1856). Observations sur l'arrêté pris par le maire de Forbach (1858).

Pâture de nuit.

Réclamation des laboureurs d'Ebersviller et Férange demandant un délai et l'annulation de la contravention dressée contre eux (1818). Lettre de transmission de procès-verbaux dressés pour contravention à l'arrêté préfectoral du 1er juin 1818 (1819). Arrêté du maire de Luttange réitérant la défense de la pâture de nuit (1819).

Application de la circulaire préfectorale du 10 avril 1869 relative aux périodes d'ouverture.

Délibérations et arrêtés municipaux d'Algrange, Alsting-Zinzing, Aube, Le-Ban-Saint-Martin, Basse-Ham et Haute-Ham, Béchy, Bérig, Bisten-en-Lorraine, Bousseviller, Bouzonville, Cappel, Cattenom, Chailly-lès-Ennery, Chanville, Charly, Châtel-Saint-Germain, Cheminot, Coin-sur-Seille, Colligny, Courcelles-sur-Nied, Créhange, Dalem, Erzange, Fey, Fixem, Goetzenbruck, Goin, Halling-lès-Puttelange [Puttelange-lès-Thionville], Hambach, Hestroff, Hellimer, Knutange, Laudrefang, Lixing-lès-Rouhling, Loutremange, Louvigny, Marange-Silvange, Magny, Maizery, Mercy-lès-Metz, Metzervisse, Montois-la-Montagne, Moulins-lès-Metz, Niedervisse, Nilvange, Noisville, Ogy, Peltre, Raville, Retonfey, Rimling, Russange, Sarralbe, Sarreinsberg [Goetzenbruck], Sarreinsming, Silly-sur-Nied, Sturzelbronn, Téterchen, Tritteling-Redlach, Uckange, Vigny, Villing et Gaveistroff [Villing], Vry, Wiesviller (1868-1870).

1094/1

Arrêté du préfet relatif au parcours et à la vaine pâture.

Affiche imprimée chez Ch. Dieu à Metz.

17/07/1847

1095

Troupeau commun.

1806 - 1866

Réglementation.

Arrêté préfectoral interdisant aux communes d'attribuer des portions de terrains au pâtre et à l'adjudicataire de la fourniture de bêtes mâles (1806). Instruction aux sous-préfets et aux percepteurs interdisant de percevoir des redevances sur les lots de biens communaux et sur le bétail envoyé au troupeau commun (1808). Instruction relative à la plainte du maire de Ham [-sous-Varsberg] Renaux contre les habitants de Bas-Diesen qui lui contestent le droit de conduire son troupeau sous prétexte que ses bêtes ont la gale (1810). Observations ministérielles relative à l'application de l'arrêté préfectoral du 27 avril 1818 sur les modalités de paiement des dépenses pour le troupeau commun (1823, 1824). Arrêté et circulaire du préfet relatifs à la fourniture des bêtes mâles et à la

répartition des dépenses pour le troupeau commun (1852). Arrêté du maire de Dieuze supprimant le troupeau commun (1866). Arrêté préfectoral et instruction aux maires relatifs à la réglementation des troupeaux séparés (1863).

Fourniture et entretien des bêtes mâles.

Lettre du maire de Rémylly relative à la cotisation des propriétaires de bestiaux pour l'entretien du taureau commun (1806).

Contrôle des traités en application de l'arrêté préfectoral du 27 avril 1819 : instructions aux sous-préfets de Briey et Sarreguemines, avis du sous-préfet de Briey, état des traités non conformes dans l'arrondissement de Sarreguemines, tableau statistique des bêtes mâles existant dans l'arrondissement de Metz en 1819, instruction annulant le traité de Sarralbe, instruction aux maires relative à l'absence de taureau (1819, 1820).

Instructions au sous-préfet de Metz et aux maires concernés par les plaintes contre les certificats vétérinaires délivrés lors de la passation des traités (1826).

Traités avec les pâtres.

Instructions aux maires d'Achâtel, Coin-sur-Seille, Lorry-Devant-le-Pont [Lorry-Mardigny], Pagny-lès-Goin, Beux et Foville, Pournoy-la-Grasse, Talange et Vulmont interdisant les marchés établissant des redevances en grain (1828-1831).

1096

Parcage des moutons.

Rapport du sous-préfet de Sarreguemines relatif à la comptabilité occulte résultant du parcage des moutons, instruction préfectorale (1859). Approbation des règlements de parcage pris par les maires de Sarreinsming et Achen (1859, 1862).

1859 - 1862

1097

Mise en réserve des prairies après la première coupe.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1865

Réglementation.

Arrêté préfectoral de mise en réserve des prairies inondées des communes situées sur la Nied française (an IX). Arrêtés préfectoraux de mise en réserve (an X-an XIII). Autorisation de dérogation accordée à la commune de Guébenhouse (an XIII). Arrêté préfectoral prolongeant la période de mise en réserve pour les communes situées sur les bords de la Nied française (1816). Correspondance avec le juge de Bouzonville relative à l'arrêté préfectoral de mise en réserve (1855). Observations ministérielles relatives à un arrêté préfectoral réservant aux propriétaires la jouissance des secondes herbes, réponse du préfet (1864, 1865).

Délibérations et instructions prises en application des arrêtés préfectoraux.

Achâtel (1824), Ancerville (1821), Antilly (1821), Argancy, Olgy et Rugy (1821, 1824, 1825), Arry (1825), Ay-sur-Moselle (1825), Bambiderstroff (1821), Basse-Vigneulles et Haute-Vigneulles (1821), Beux (1821), Bionville et Morlange (1821), Boulay (1821), Cheminot (1821), Chesny (1821), Corny (1824, 1825), Dain-en-Saulnois [Rémylly] (1821), Denting (1821), Ennery (1821, 1825), Elvange (1824), Faulquemont (1821, 1825), Fey (1821), Flétrange et Dorviller (1824), Fleury (1821), Goin (1821, 1824, 1825), Gorze (1821, 1825), Guinkirchen, Mégange et Rurange (1821), Hallering (1821), Hinckange et Brecklange (1821), Jouy-aux-Arches (1821, 1824), Laquenexy (1821), Lemud (1824), Liéhon (1821, 1825), Longeville-lès-Metz (1824, 1825), Loutremange (1821), Luppy (1821, 1825), Maizières (1821, 1825), Marange-Silvange (1821, 1824, 1825), Marange-Zondrange (1821), Marieulles et Vezon (1825), Mécleuves (1821), Momerstroff (1825), Montigny-lès-Metz et Saint-Privat (1821, 1824, 1825), Niedervisse et Obervisse (1821), Novéant (1821, 1825), Orny (1821), Pagny-lès-Goin (1821), Peltre et Crépy (1821), Plantières [Metz] (1824), Pontpierre (1821, 1824, 1825), Saily (1821, 1825), Saint-Julien-lès-Metz (1821), Saint-Jure et Alémont (1821), Sainte-Barbe (1821), Scy-Chazelles (1825, 1826), Secourt (1821), Servigny-lès-Raville et Frécourt (1821, 1825), Solgne et Ancy-lès-Solgne (1821, 1825), Talange et Hagondange (1825), Trémery (1824, 1825), Woippy (1821, 1825).

Finances communales.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1870

Instructions générales.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

1028 - 1029 Instructions ministérielles.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1870

1028

An X-1827.

Instructions invitant le préfet de la Moselle à établir la séparation de l'ordonnateur et du comptable dans les communes (an X), relatives à la nomination des receveurs spéciaux pour les communes qui ont plus de 20000 F de revenus (an XI), aux obligations des receveurs municipaux en matière de change des pièces de monnaie dont l'empreinte est totalement effacée (an XII). Envoi par le ministre de l'intérieur des états de situation de la caisse d'amortissement (1807). Circulaires relatives au budget de 1812 (1811). Instructions pour les receveurs des communes dont le budget n'est pas arrêté par l'empereur (1811). Modèle de registres pour la tenue des écritures des receveurs municipaux (1812). Correspondance avec le ministre de l'intérieur au sujet de l'envoi des comptes de 1813 et des budgets de 1815

(1815, 1816). Circulaires relatives à la vérification des caisses des hospices et établissements de charité (1816), au budget et impositions (1819). Instruction relative à l'apurement des comptes des communes rurales par le conseil de préfecture (1821). Circulaire relative à l'application de l'ordonnance du 23 avril 1823 relative à la comptabilité des communes (1823). Réponse du conseiller d'Etat aux questions du préfet relatives au système de recettes et dépenses en Moselle (1824). Lettre accusant réception de l'envoi du recueil administratif du département de la Moselle (1824). Correspondance relative à la remarque des inspecteurs des finances sur l'absence de transmission des instructions de 1823 et 1824 aux receveurs des communes (1824). Note présentant les observations auxquelles a donné lieu l'examen des états de situation des budgets et des comptes des communes et des établissements publics à la fin de 1824 (1825). Transmission d'un nouveau modèle de journal à souche pour les percepteurs-receveurs municipaux (1825). Instructions relatives à la surveillance exercée par les receveurs des finances sur la gestion des percepteurs-receveurs municipaux, à la révision des comptes par le conseil de préfecture et la cour des comptes (1826). Observations du préfet sur la présentation de l'état de situation des budgets et des comptes (1826). Instructions relatives à la comptabilité des octrois et des amendes de roulage, aux recettes et dépenses d'entretien des chemins et aux indemnités pour frais d'enrôlements volontaires (1827).

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1827

1029

1830-1870.

Instructions ministérielle et préfectorale relative à la révision des budgets pour 1831 (1830). Recettes ordinaires et extraordinaires portées au budget de 1830 : instruction, correspondance, état (1831). Renseignements sur le nombre et la situation des communes ayant plus de 1500 habitants (1833). Circulaires relatives à la formation des budgets pour 1835 (1834), aux avantages présentés par l'adoption d'un nouveau système de retenues pour les pensions de retraite des employés municipaux (1835), à la fixation des traitements des receveurs municipaux (1835). Correspondance au sujet de la transmission des budgets des communes dont les revenus sont supérieurs à 10000 F (1835, 1836). Instructions et modèles relatifs au système de comptabilité des communes et des établissements de bienfaisance (1835-1837). Circulaires et réponses du préfet au sujet de la transmission de la situation financière des communes (1836-1838). Circulaires relatives au dépôt des anciens journaux à souche (1836), à la production des budgets à l'appui des propositions d'achat, de vente, d'emprunt et d'imposition (1837), à la surveillance des receveurs des finances sur les receveurs spéciaux (1837). Circulaire et correspondance relatives aux communes dont les recettes ordinaires sont supérieures à 30000 F (1838). Circulaires relatives à la durée de l'exercice et au jugement des comptes de gestion des communes dont les revenus sont entre 10000 et 30000 F (1838), à l'exécution des délibérations concernant les dépenses obligatoires (1838), à la rédaction des budgets (1838), aux titres de perception des revenus communaux (1840), à la constatation des forçements de recettes (1841), aux écritures et aux comptes des receveurs (1841), aux documents à transmettre annuellement au ministre (1841), à la transmission des comptes des receveurs et à la durée de leur exercice (1841), aux difficultés qu'entraînent le mode de transmission des titres de recettes (1841), à l'admission en non valeur des sommes reconnues irrécouvrables (1842), à la fixation de la clôture de l'exercice au 31 mars de la seconde année (1843), au mode de transmission des comptes des receveurs (1843), aux restes à recouvrer en non valeur (1845), aux comptes de gestion des receveurs (1846), à la situation financière des communes (1847), à la nomination des receveurs municipaux (1853), aux intérêts dus par le Trésor (1853), au jugement des comptes de gestion, instruction au maire de Metz (1855, 1856), à la transmission des titres de recettes (1861, 1862), aux états sommaires relatifs aux entreprises de travaux à joindre au compte des receveurs (1864), à la surveillance des receveurs spéciaux et aux gestions occultes (1865), aux dépenses des

imprimés pour les écritures et les comptes de gestion (1865), à la modification des formules de compte de gestion (1866), à la réforme des comptes de gestion, instruction au trésorier payeur général (1866, 1869), aux droits de réquisition conféré seulement aux ordonnateurs des communes (1870).

1831 - 1870

1030

Instructions préfectorales.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1851

Documents généraux.

Extrait des registres de la préfecture relatif aux comptes des anciens agents et percepteurs des contributions (an IX). Instructions sur l'arrêté des consuls du 4 thermidor an X relatif à la comptabilité communale (an X). Mémoire de L'Escricenne de Luttange relatif aux circulaires préfectorales du 10 pluviôse et du 25 thermidor an XIII pour la mise à exécution du décret impérial du 30 frimaire an XIII (an XIV). Instruction aux maires relative à la transmission d'un état récapitulatif des dettes communales (1807). Instructions relatives au retard pris dans la transmission des comptes des percepteurs (1818). Circulaire aux maires relative à la remise de service en cas de mutation de receveurs municipaux (1824). Situation des comptes du fonds de cotisations municipales et particulières dressée par le receveur général des finances (1825). Circulaire aux maires relative à la session annuelle des conseils municipaux consacrée au budget (1825). Modèle de lettre aux maires au sujet de l'examen des comptes de 1832 (1833). Modèle de lettre aux maires rappelant la transmission des budgets aux communes retardataires (1833). Instruction aux maires et aux receveurs relative à la manière d'établir le reliquat de l'exercice clos dans le compte de gestion (1835). Instructions aux sous-préfets relatives à l'exécution d'une instruction portant sur le budget de 1836 dans les communes justiciables devant la cour des comptes (1835), à la transmission des délibérations pour le budget de 1836 et à la tenue des registres d'état civil (1835). Propositions du sous-préfet de Briey relatives aux pièces à produire à l'appui des comptes communaux (1835). Transmission aux sous-préfets des certificats nécessaires aux receveurs à l'appui de leurs comptes de gestion (1836). Arrêtés préfectoraux fixant les cotisations municipales pour 1844 (1843), relatif à l'annulation d'un titre de perception pour frais d'impression (1850). Autorisation d'établir un compte de gestion commun pour la perception de Boulay tenue par le sieur Siebert puis par le sieur Grisse (1849).

Arrondissement de Sarreguemines.

Correspondance avec le sous-préfet relative à l'apurement des comptes communaux et aux remises dues aux percepteurs (1818), à la réclamation du percepteur O'More de Saint-Avold pour obtenir ses comptes (1826), à la transmission des comptes finaux du percepteur Verdenal (1828), aux dépenses extraordinaires votées pour la fête du roi (1831). Réclamation de l'ancien receveur municipal des communes de la perception de Neunkirch contre les arrêtés du conseil de préfecture sur ses comptes de gestion de 1830 : arrêt de la cour des comptes, instruction au sous-préfet (1835). Lettre de transmission des exemplaires du budget de 1836 (1835). Instructions au sous-préfet relatives à la régularisation des budgets de Mouterhouse, Neufgrange et Racrange et aux commentaires inconvenants mis en marge des budgets (1837), à la transmission des délibérations accompagnant les budgets (1838). Communes en déficit : instructions au sous-préfet concernant notamment le contingent arriéré dû par Nousseviller-lès-Puttelange [Nousseviller-Saint-Nabor] pour les travaux sur le chemin de Sarreguemines à Saint-Avold, état (1847). Instructions au sous-préfet relatives aux budgets supplémentaires de Rohrbach [-lès-Bitche], Cappel, Detry, Nousseviller-lès-Volmunster [Nousseviller-lès-Bitche], Roppeviller, Schmittviller, Soucht, Sturzelbronn, Farebersviller et Farschviller (1851).

Arrondissement de Thionville.

Observations au sous-préfet pour qu'il apporte plus d'attention à la révision des comptes communaux (1817). Correspondance avec le sous-préfet relative à la transmission des comptes des percepteurs communaux (1818). Instructions au sous-préfet relatives au retard de la transmission des budgets (1835), au règlement du budget de Fameck (1851), à la transmission des budgets supplémentaires (1851).

1060

Placements financiers.

Instructions relatives au remboursement de capitaux de rentes détenues par des particuliers envers les communes et établissements de bienfaisance (1856). Placements sur le Trésor royal en comptes courants : conditions de placements, comptes courants faits à la caisse centrale et de service (1818), remboursements sur les fonds placés (1819), modes et conditions des placements (1824). Placements en comptes courants au trésor (1827, 1828, 1853). Incitations au placement en rente à 3 % sur l'Etat des fonds libres sur comptes courants (1862-1865).

1818 - 1865

1052

Emprunts.

Etats des communes autorisées à contracter des emprunts (1842-1867).

Circulaires modifiant les conditions d'emprunt à la Caisse des dépôts et consignations (1841, 1853-1866), relative aux inconvénients de l'abus des emprunts (1840), à l'ordonnance qui porte à 5 % le maximum de l'intérêt qui pourra être stipulé dans ceux de ces emprunts qui n'ont pas encore été contractés (1847). Instruction sur la conversion des dettes des départements et des communes (1853). Circulaires sur les pièces à produire pour les demandes d'impositions ou d'emprunts (1853), sur l'envoi des projets d'emprunts et d'impositions extraordinaires votés par

les villes dont les revenus sont supérieurs à 100000 F (1853, 1854). Note sur les conditions du vote d'un emprunt en cas de suspension du conseil municipal (s. d.). Circulaire autorisant les communes à contracter des emprunts de gré à gré et à émettre des obligations (1856). Instruction relative à l'envoi des projets d'intérêt local soumis au corps législatif (1863). Circulaires autorisant les communes à élever à 5 % le taux d'intérêt des emprunts déjà approuvés (1864), luttant contre les formes d'emprunt déguisées par les acquisitions et les travaux payables à long terme (1864). Crédit foncier de France : loi concernant les prêts aux départements, communes et associations syndicales (1860), modification des conditions d'attribution (1865, 1869).

1840 - 1869

102

Droits de timbre et d'enregistrement.

Délégation de la tenue des répertoires : nomination M. de Beaumont comme secrétaire de la sous-préfecture de Briey (1807), déclaration pour Boulay, Faily et Luppy (1807-1808). Assujettissement au droit de timbre des pièces justificatives des comptes communaux : instruction du parquet de la cour des comptes (1808). Prélèvement du 10e sur les octrois et paiement des droits de timbre : instructions aux sous-préfets, aux maires et aux receveurs (1816). Transmission hors délai des répertoires pour visa du directeur des domaines : demandes de remises d'amendes des maires du canton de Boulay (1830). Circulaire préfectorale du Bas-Rhin relative au timbre des mémoires et quittances fournis à l'appui des mandats de paiement sur les caisses municipales (1835). Etablissement d'une nomenclature par cantons des communes : lettre au directeur de l'enregistrement et des domaines (1835). Exemption du timbre pour les secours ou pour le supplément de traitement des vicaires sur les fonds du Trésor : explications ministérielles (1837). Soumission au timbre des ampliations des arrêtés préfectoraux autorisant des opérations immobilières (1840). Réclamations des receveurs relatives au droit de timbre sur les rôles : instructions, demande de remise d'amende (1847). Feuilles de papier timbré nécessaires à la confection des registres d'état civil : état pour l'arrondissement de Metz (1848-1850). "De l'application des lois et instructions sur le timbre et l'enregistrement en matière de comptabilité communale" par Edouard Sauer, 2e édition (1851). Imposition du timbre sur les récépissés délivrés par les receveurs des finances (1867). Instruction ministérielle concernant la perception des droits sur les actes sous seing privé (1868).

1807 - 1868

Situations financières des communes.

1820 - 1868

1037

Etat des budgets communaux arrêtés par le préfet pour 1820.

1820

1038

Etat des sommes prélevées sur les communes de 1821 à 1825.

1821 - 1825

1039

Etats de situations du 31 décembre 1826 au 31 décembre 1839.

Règlement et fixation des budgets et apurement des comptes communaux dont les revenus sont gérés par les percepteurs des contributions directes.

1827 - 1840

1031

Situation financière en 1833.

Statistiques du département, tableaux de la situation par arrondissements.

1834 - 1835

1065

Situation financière en 1862.

Tableaux des recettes et des dépenses communales ordinaires et extraordinaires, situation des emprunts et autres dettes communales (1862-1864). Correspondance (1864-1868).

1862 - 1868

1066

Situation financière en 1868.

Relevés des recettes et dépenses, état récapitulatif, état des recettes et dépenses ordinaires des communes.

1868

Fiscalité.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

1054

Contributions directes.

Circulaire ministérielle relative aux frais de perception des centimes additionnels affectés aux dépenses communales (an IX). Instruction ministérielle relative à la demande de rescription formulée par la commission administrative des hospices de Metz pour le paiement de ses contributions (an IX). Arrêtés préfectoraux autorisant les communes à verser aux bureaux de bienfaisance le produit des adjudications des jeux et bals publics (an X), autorisant la perception d'une taxe sur les bals et jeux publics en faveur des indigents de Bionville, Retonfey, Lorry-Devant-le-Pont [Lorry-Mardigny] et Flévy (an X).

Etat de répartition et instructions concernant la contribution personnelle mobilière (an X). Instructions relatives à la perception de la contribution sur les biens communaux (an XI-an XII). Instruction ministérielle relative à l'emploi des centimes additionnels perçus sur les contributions des portes et fenêtres et sur les patentes (an XII). Instructions ministérielles et correspondance relatives à l'état du montant des réimpositions effectuées dans les rôles de la contribution foncière, personnelle et mobilière et de celle des portes et fenêtres (1807), à l'envoi des bordereaux sur les produits non soumissionnés et réponse du préfet (1807), aux bordereaux de recouvrement (1807). Projet de circulaire préfectorale relative à l'établissement des rôles à dresser pour acquitter les dépenses de l'ordinaire (1824). Etats nominatifs des habitants de Buchy, Thimonville, Luppy et Beux qui n'ont pas payé leurs contributions à la perception de Luppy (1825). Circulaire préfectorale relative à la marche à suivre pour le recouvrement des recettes autorisées par les budgets (1825). Application de la circulaire du 23 mai 1823 relative à l'approbation de la liste des contribuables les plus imposés au rôle des contributions directes (1826, 1827). Arrêté préfectoral relatif aux réclamations des communes de Distroff, Freybouse, Vallerange, Hellimer et Brulange contre la classification et le classement attribués par le cadastre à diverses propriétés (1829). Lettre du parquet de la cour royale de Metz relative à la perception d'une taxe sur la délivrance des actes administratifs par le greffier de Vittoncourt, circulaire aux maires (1831). Circulaires ministérielles relatives aux impositions pour dépenses annuelles facultatives (1842), à la confection des rôles généraux (1842-1846), à la participation des contribuables les plus imposés aux sessions du conseil (1843), aux demandes pour insuffisances de revenus (1846). Correspondance avec le receveur général des finances relative à la transmission des états d'impositions (1848-1851). Circulaires ministérielles relatives aux taxes assimilées aux contributions directes (1860), à la tenue du registre statistique des inspecteurs et à la patente (1868), au renouvellement des rôles de taxe des biens de main-morte (1868).

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1868

1055

Fourniture et entretien des bêtes mâles.

Rôles de répartition des sommes prélevées sur les propriétaires de bestiaux.

1836 - 1840

1033

Taxe municipale sur les chiens.

Etablissement et affectation du produit en faveur de l'assistance publique : proposition de loi, instructions, délibérations du conseil général de la Moselle (1845-1849). Décret et circulaire au sujet de la confection des états-matrices et des cotes irrecouvrables (1855-1857). Instructions relatives à la déclaration des propriétaires (1860, 1861). Tarifs votés par les conseils de l'arrondissement de Sarreguemines (1867).

1845 - 1867

1032

Impositions d'office pour subvenir aux dépenses d'instruction primaire.

Circulaire ministérielle relative aux mesures à prendre pour assurer l'exécution des délibérations en ce qui concerne les impositions affectées à des dépenses obligations (1838). Instructions ministérielles relatives à la rédaction de l'état des dépenses d'entretien des écoles en 1839 et des états des impositions à établir d'office (1838, 1840). Instructions relatives à l'ampliation des ordonnances d'imposition d'office sur les communes (1838-1842). Correspondance avec le ministre de l'instruction publique, l'inspecteur des écoles primaires, le ministre de l'intérieur, le directeur des contributions directes et les sous-préfets (1838-1842). Etats du montant des impositions établies d'office sur les communes (1838-1843). Tableaux des communes dont les conseils ont réglé les sommes nécessaires pour procurer un local à l'instituteur et lui assurer un traitement fixe et pour lesquelles les délibérations à l'effet de s'imposer ne sont pas parvenues (1840, 1843). Tableaux des communes pour lesquelles les délibérations pour voter les fonds nécessaires pour le local et le traitement de l'instituteur ne sont pas encore parvenues (1840-1843). Instruction ministérielle, lettre au directeur des contributions directes (1845, 1846).

1838 - 1846

Impositions extraordinaires.

1833 - 1863

1053

Instructions et statistiques.

Circulaires ministérielles relatives aux modalités d'instruction des demandes (1833-1841), aux dépenses de vicinalité (1836, 1863), à la dispense de transmettre les pièces à l'appui des états récapitulatifs des demandes d'impositions pour insuffisance de revenus (1844). Instruction aux sous-préfets (1834). Etat par communes (1849-1853). Instruction ministérielle en matière de dépenses d'instruction primaire relatives aux travaux entrepris à la maison d'école de Dalem (1855).

1833 - 1863

1035

Etats des impositions extraordinaires autorisées.

1841 - 1855

1036

Instructions et arrêtés préfectoraux, délibérations, correspondance.

Classement par arrondissements.

1841 - 1855

Octrois municipaux.

Il convient de consulter aussi les dossiers des communes concernées qui sont classés dans la sous-série 20. On observera de surcroît que la documentation réunie dépasse le seul objet des droits d'octrois et recouvre le domaine de la fiscalité indirecte en général.

Documents généraux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

10160

Instructions générales.

Arrêté ministériel relatif à l'établissement de bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics (an IX). Instructions ministérielles relatives au retard pris dans l'établissement des octrois de bienfaisance (an IX), à la fixation des fonds à prélever sur les octrois pour les hospices et les établissements de secours à domicile (an IX). Copie d'une lettre ministérielle relative à la nomination des conseillers d'Etat François pour les octrois et Roederer pour l'instruction publique (an X). Instruction ministérielle et modèle d'arrêté préfectoral pour l'établissement des octrois municipaux (an XI). Arrêté préfectoral autorisant les villes de Metz, Bitche et Sarrelouis à délibérer à l'effet de remplacer les formalités des inventaires en faisant constater à l'entrée les quantités (an XII). Instructions ministérielle et préfectorale et correspondance relatives à l'établissement d'octrois municipaux pour compenser l'insuffisance des revenus (an XIII). Bilan de l'an VIII à l'an XIII et observations sur le mode d'administration (an XIII). Transmission aux sous-préfets de Thionville et Sarreguemines d'une instruction ministérielle relative à l'adjudication, la comptabilité et la surveillance de la perception, observations au directeur général des droits réunis (an XIII). Lettre au directeur général des droits réunis relative à la suspension d'un décret concernant le contrôle des lettres de voitures, instruction aux sous-préfets (an XIV). Instructions ministérielles et réponse du préfet relatives à un avis du Conseil d'Etat rappelant aux maires les lois et règlements (1807), à l'amélioration des octrois, aux moyens de réparer les erreurs commises et de mettre un terme aux abus reconnus (1807). Observations du préfet relatives à l'exécution de l'avis du Conseil d'Etat sur la perception additionnelle (1807). Instruction ministérielle prohibant l'établissement d'octrois sans l'assentiment des conseils municipaux (1808). Circulaire ministérielle défendant de sonder les ballots de papier destinés au service des droits réunis (1811). Organisation des entrepôts réels : circulaire et instruction ministérielles, correspondance avec l'administration des droits réunis et le maire de Metz (1812, 1813). Circulaire ministérielle relative à diverses parties de l'administration des octrois (1813). Exécution de la loi du 8 décembre 1814 qui porte notamment que la perception des octrois rentrera dans les attributions des maires qui le souhaitent : instructions ministérielles et préfectorales, propositions du directeur des contributions indirectes en ce qui concerne le suivi des exercices sur les boissons, instruction prorogeant la perception par abonnement jusqu'en 1817 (1814, 1815). Etat indicatif des communes auxquelles la remise du service des octrois a été faite en janvier 1815 et de celles qui ont traité avec l'administration des contributions indirectes pour la perception (s.d.). Liquidation définitive des comptes arriérés de 1812-1814 dans les bureaux de l'arrondissement de Sarreguemines : circulaire ministérielle, correspondance, délibérations (1816). Instruction ministérielle invitant à la stricte observation des lois et ordonnances (1817). Circulaire préfectorale relative à l'arrêt des comptes des receveurs par le conseil de préfecture (1824). Exécution de l'ordonnance du 23 juillet 1826 relative à la remise des octrois aux receveurs municipaux et à la tenue d'un livre des détails : instructions ministérielles et préfectorales, correspondance, état des changements opérés indiquant le mode de perception, le montant du prix de ferme ou le produit brut, les frais de perception, la date de suppression du receveur central, le nom de l'agent chargé du contrôle administratif, des observations (1827). Assujettissement des communes supérieures à 1500 habitants au paiement des droits d'entrées, affranchissement de Longuyon, Lemberg et Rahling et maintien de Montbronn : ordonnance du roi, instructions ministérielles et

préfectorales, correspondance, réclamation, recensement de la population de Longuyon (1827, 1828). Instruction ministérielle relative aux modifications apportées à la législation par la loi de finances du 24 mars 1834 (1834). Circulaire ministérielle indiquant les nouvelles dispositions introduites par la loi fixant le budget des recettes de 1835 (1834). Ordonnances et circulaire ministérielle relatives aux droits d'entrées et au recensement de la population, observations du directeur des contributions indirectes au sujet de Forbach (1843). Circulaire ministérielle relative à la marche à suivre pour l'instruction des affaires (1853). Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution, en ce qui concerne les octrois, de la loi du 27 juillet 1867 sur les conseils municipaux (1870).

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

10161

Statistiques et comptabilité.

Circulaires ministérielles relatives aux bordereaux de recettes et dépenses et au tableau de comptabilité, formulaires vierges (an XI). Instructions ministérielles relatives à la tenue des registres de recettes (an XI), à l'envoi du compte général pour l'an X (an XI). Lettres de transmission au directeur général des droits réunis des bordereaux de recettes et dépenses (an XIII). Instruction aux maires des Etangs, de Tritteling et de Nouilly relative à la transmission des bordereaux (an XIII). Correspondance avec les sous-préfets et l'administration des droits réunis relative à la rédaction des bordereaux (1807-1809). Bordereaux des recettes, frais de perception et produit net de Metz, Bitche, Boulay en 1808 (1809). Circulaire ministérielle relative à la formation et à l'envoi des bordereaux de produits (1810). Bordereaux sommaires des recettes, frais de perception et produit net, correspondance (1809, 1810). Lettre de transmission du bordereau des débiteurs insolubles (1810). Etat des octrois existants dans le département (1812). Lettre de transmission des bordereaux (1812).

Produits et frais : circulaires ministérielles relatives aux renseignements à fournir, correspondance avec le directeur des contributions indirectes, renseignements fournis par les maires, état des perceptions d'octrois en 1814, par bureaux, avec indication des objets soumis et du produit en argent (1814, 1815).

Etat des produits pour 1825-1827 avec indication des recettes sur les vins et les eaux-de-vie (1828).

Statistiques : instructions ministérielles et préfectorales, correspondance, tableaux statistiques des consommations, situation des octrois de 1859 (1843-1870).

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1870

10162

Règlements et tarifs.

Instruction ministérielle relative à l'approbation par le gouvernement (an IX, an X, an XII).

Observations ministérielles relative à l'absence d'octrois à Thionville et Sarrelouis (an XI).

Instruction ministérielle relative à la révision des tarifs (1809).

Exécution du décret du 22 octobre 1810 relatif aux indemnités sur les boissons ou marchandises en transit ou en entrepôts perçues au profit des villes : correspondance avec les maires et le ministère, instructions aux sous-préfets, extraits de délibérations des conseils de Boulay, Longuyon, Longwy (1810, 1811). Correspondance relative au rétablissement de la régie simple à Sarrelouis et au retard pris dans l'approbation des nouveaux tarifs dans les villes chargées des lits militaires, à savoir Metz, Thionville, Sarrelouis et Longwy (1810, 1811), avec le directeur des droits réunis et les sous-préfets de Briey et Sarreguemines relative à la transmission du nouveau modèle de règlement (1811). Modèles de règlements (1811). Circulaire ministérielle relative au nouveau tarif du prix des tabacs fabriqués pour 1813 (1813). Paiement des frais d'impression des règlements : circulaires ministérielles, correspondance, mémoires des imprimeurs (1813,

1814). Instruction ministérielle relative à l'approbation des tarifs et règlements, extraits de la loi du 28 avril 1816, de l'ordonnance du 9 décembre 1814 (1816). Instructions aux sous-préfets de Briey et Sarreguemines et au maire de Boulay relative à la rectification des tarifs (1816). Circulaire ministérielle relative aux inconvénients de la perception de droits sur la morue (1822). Instructions ministérielles et préfectorales relatives à la révision des tarifs et règlements (1823). Instructions ministérielles relatives à la rédaction des projets de règlements en ce qui concerne notamment l'article 2 sur le rayon de l'octroi (1833), à la dénomination des poids et mesures conformément au système métrique décimal en application de la loi du 4 juillet 1837 (1839). Transmission aux maires d'une instruction ministérielle indiquant les pièces à fournir aux propositions de tarifs et règlements (1842). Circulaire ministérielle indiquant la marche à suivre pour créer des octrois ou modifier les tarifs et règlements (1848). Modification des tarifs après la suppression de la retenue de 10 % en application du décret du 17 mars 1852 : modèle d'arrêté préfectoral, correspondance, tableau présentant la proportion de la réduction, dossiers concernant Bouzonville, Metz et Thionville (7 affiches, 1852). Circulaire ministérielle relative à la marche à suivre et aux modalités de prorogation (1853, 1856). Enquête pour la révision des tarifs en application du décret du 12 février 1870 : instructions ministérielle et préfectorale, compte rendu du directeur des contributions indirectes, convocations et listes nominatives des commissaires enquêteurs cantonaux, questionnaires cantonaux, résumé des délibérations des conseils municipaux, délibérations, synthèse des questionnaires (1870).

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

10162/1

Arrêté préfectoral portant exécution de la révision du tarif de l'octroi municipal de Metz.
Affiche imprimée chez S. Lamort à Metz.

04/1852

10162/2

Tarif des droits à percevoir sur les objets soumis aux droits d'octrois à Thionville.
6 exemplaires de l'affiche imprimée chez Fondevur à Thionville.

04/1852

10163

Personnel.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1861

Instructions.

Instructions ministérielles relatives au sort des directeurs d'octrois après le passage en régie intéressée (an X), au serment des préposés (an XI), à la mise en jugement des préposés (an XII). Correspondance relative à l'inspection de la direction des droits réunis de la Moselle par le chef de division Alexandre (1809). Lettre de transmission de deux commissions de surveillants dans les arrondissements de Briey et Sarreguemines (1810). Instructions ministérielle et préfectorale relatives à l'usage de la sonde par les préposés dans des cas interdits par les règlements (1829). Circulaire ministérielle, observations du maire de Metz et réponse ministérielle relatives aux pensions des employés (1840). Arrêté ministériel fixant les procédures de nominations des préposés en chef et des débitants de poudre et de tabac (1852). Instruction ministérielle interdisant que les emplois de préposés en chef soient exercés par des agents de l'administration des contributions indirectes (1855). Instructions ministérielles et correspondance avec le directeur des contributions indirectes relatives au statut des préposés en chef et à l'approbation ministérielle des frais de perception (1856, 1859, 1861).

Frais de perception.

Instructions ministérielles (1812). Transmission des propositions du directeur des droits réunis aux maires (1812). Fixation des frais pour 1813 : avis de la décision du ministre, lettre au directeur des droits réunis, tableau statistique indiquant le nombre d'employés par grades, leurs traitements, le montant des dépenses de matériel, des observations (1813). Versement des indemnités dues par les communes pour les exercices suivis par les employés des contributions indirectes chez les entreposeurs de boissons, les brasseurs et les distillateurs : correspondance avec l'administration des contributions indirectes, instruction aux sous-préfets, états des octrois perçus (1817).

Pensions.

Retenues sur le traitement des employés pour constituer un fond de pension : instructions ministérielle et préfectorale, réponses des maires (1815, 1818), circulaire ministérielle relative au maintien des caisses de retraites pour les employés des octrois mis en ferme et décret relatif aux pensions des employés du ministère de l'intérieur (1806, 1818). Restitution de la retenue exercée par l'administration des contributions indirectes pendant les années 1812-1814 sur les appointements des employés des octrois : correspondance, états (1821, 1822).

10164

Recouvrement.

Modèle de cahier des charges pour l'adjudication (an X). Instructions ministérielles relatives à la suppression de la régie simple au profit de la régie intéressée (an X), au mode de recouvrement à adopter pour les grandes et petites villes (an XI). Circulaire ministérielle et instruction préfectorale relatives à l'adjudication par les sous-préfets dans les villes de plus de 5000 habitants (1810). Transmission aux sous-préfets d'une circulaire ministérielle portant modèles de cahier des charges, d'affiches et de procès-verbal d'adjudication (1810). Correspondance avec le ministère relative à l'absence de perception d'octrois par abonnement dans le département (1813). Prolongation des baux de 1810 : circulaire ministérielle, correspondance les sous-préfets, délibérations, arrêtés préfectoraux (1810, 1811). Instruction ministérielle exposant les principes en matière d'abonnements (1815). Affermage dans les petites villes : instruction ministérielle autorisant les communes à délibérer, instruction préfectorale aux maires, réclamation de la ville de Bitche pour obtenir la faculté d'affermier les octrois (1815). Ordonnance du 11 octobre 1815 relative à la prorogation du mode de perception par abonnements, instruction ministérielle (1815). Modèle de cahier des charges des adjudications à titre de bail à ferme ou de régie intéressée (1816). Circulaire ministérielle relative à la cessation des taxes par abonnements établies dans les communes où les octrois à l'effectif n'ont pu être autorisés (1818). Instruction ministérielle relative à la suppression des octrois par abonnements (1818). Arrêté ministériel modifiant les adjudications des baux réglementés par l'instruction du 6 novembre 1816 (1821). Nouveaux modèles d'affiches, de cahiers des charges et de procès-verbal d'adjudication (1837). Instruction ministérielle relative aux octrois en ferme dont le bail expire en 1852 (1852). Révision des cahiers des charges et modèle de procès-verbal d'adjudication après la suppression de la retenue de 10 % (1852). Renseignements au préfet des Ardennes relatifs au mode d'exploitation des octrois municipaux (1867).

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1867

10165**Contraventions.**

Transmission d'une lettre du ministre de la justice au tribunal criminel du Gers relative à la jurisprudence en matière de procès-verbaux dressés par les préposés (an IX). Etablissement d'un état analytique des jugements rendus pour fixer la jurisprudence : instruction ministérielle, correspondance avec le tribunal et les communes, copie d'un jugement, état analytique pour la ville de Metz (an X). Copie d'une lettre ministérielle relative à la compétence des juges de paix (an XI). Correspondance relative à la rédaction de l'état de situation du matériel et des saisies (1810). Circulaire ministérielle relative aux saisies communes aux droits réunis et aux octrois (1810).

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1810

10166**Droits de timbre et d'enregistrement.**

Instruction ministérielle relative au timbre sur les registres d'octrois (an X). Lettre du maire de Metz relative aux droits d'enregistrement (an X). Instructions ministérielles relative aux frais de serment des employés et au droit de timbre (an XI), autorisant le timbre gratuit des registres d'octrois (1810). Circulaire ministérielle et correspondance assujettissant au timbre les registres de recettes (1810). Décision ministérielle relative au timbre des registres et des actes de passe-debout et de transit (1810).

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1810

10167**Exemptions et prélèvements en faveur de l'administration militaire.**

Annulation de l'exemption de droits en faveur des fournisseurs militaires : délibération du Conseil d'Etat, correspondance avec l'hôpital militaire et le maire de Metz (an X). Instruction ministérielle relative à l'affranchissement des droits de douanes et d'octrois sur les matières servant à confectionner la poudre (an XI). Correspondance avec le ministère de la guerre relative au paiement des augmentations de droits d'entrées à l'entreprise Cassabois en raison de la fourniture de viande à l'armée d'occupation (1818). Renseignements à l'intendant militaire relatifs aux droits d'octrois sur la paille, le foin et l'avoine à Saint-Avold et à Boulay (1833).

Versement de 5 % du produit des villes supérieures à 4000 habitants au profit du Trésor public : instructions ministérielles, tableaux indiquant le produit net (an XI, an XII).

Recouvrement par les préposés de la régie des droits réunis des 5 % qui sont versés au Trésor public : lettres au ministre des finances et au directeur général des droits réunis, instruction au receveur général du département (an XIII).

Retenue de 10 % sur le produit net pour le pain de soupe des troupes : instruction ministérielle (an XIV), dispositions relatives au prélèvement de 10 % substitué à celui de 5 % précédemment ordonné sur le produit net (1806, 1807), circulaires ministérielles relatives à la transmission des bordereaux généraux d'octrois pour le recouvrement de la retenue de 10 % (1807), instruction ministérielle (1808), transmission d'un avis du Conseil d'Etat exemptant de la retenue de 10 % les taxes additionnelles destinées au paiement des dettes (1809, 1810), circulaire ministérielle affranchissant les taxes additionnelles de la retenue de 10 % (1838).

Prélèvement sur le produit net des frais de casernement des troupes mis à la charge des villes : circulaire ministérielle, correspondance avec l'intendant militaire, instructions aux sous-préfets, délibération du conseil municipal de Saint-Avold, lettre du maire de Bitche (1833, 1834), circulaire ministérielle relative à l'abonnement des villes pour les frais de casernement (1836).

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1838

10168

Droits sur les boissons.

Instruction aux sous-préfets pour que le produit de la perception des droits sur la bière et les distilleries soit remis à la caisse du directeur des droits réunis de Metz (an XII). Transmission au ministère d'un arrêté préfectoral relatif à la perception des droits sur l'eau-de-vie, le cidre et la bière (an XII). Transmission aux sous-préfets d'un décret relatif à la perception des octrois à l'entrée des villes (an XIV). Lettre au directeur général des droits réunis relative à la perception de droits à l'entrée des villes (1805). Circulaire ministérielle relative aux distilleries de pommes de terre, de grains et autres substances farineuses (1810). Lettre de transmission d'un certificat relatif au distillateur Nerenburger (1810). Circulaire ministérielle portant des dispositions en faveur des fabriques de sirop de raisin (1810). Réduction de l'octroi sur les boissons en application du décret du 8 avril 1815 : tableaux comparatifs des dépenses et des recettes, correspondance (1815). Lettre du ministre au sujet du tableau indiquant le nombre d'hectolitres de vin et d'eau-de-vie soumis aux droits d'octrois (1828). Instruction au directeur des contributions indirectes relative à la formation des rôles en application de la loi transitoire sur les boissons (1830, 1831). Correspondance relative à la réduction en faveur des fournisseurs de boissons pour le service des hôpitaux (1831). Rejet de la demande d'exemption de droits du concierge du Fort-Moselle Godfrin en sa qualité de cabaretier (1831). Perception d'un droit sur les alcools dénaturés en application de la loi du 24 juillet 1843 : ordonnance portant réduction des droits, instructions ministérielles et préfectorales, correspondance, délibérations (1844, 1845). Suppression des surtaxes et réduction des droits sur les

boissons : instructions ministérielle et préfectorale, arrêté préfectoral, correspondance avec le directeur des contributions indirectes, tableaux statistiques (1852).

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1852

10169

Droits sur les bestiaux.

Instruction ministérielle invitant à faire disparaître des règlements d'octrois ou des cahiers des charges les dispositions concernant les abattoirs publics (1822). Instruction ministérielle relative au projet de suppression du droit d'octroi sur les viandes et à son remplacement (1848). Enquête sur la consommation et la production du bétail dans les villes où la viande est tarifée : correspondance avec le ministre, les maires de Metz et Thionville (1851).

Conversion en taxe au poids des droits par têtes perçus sur les bestiaux : lettre au maire de Metz et transmission au directeur des contributions indirectes de l'ordonnance royale du 4 juillet 1830 (1830, 1832), instructions ministérielles (1846), adoption du projet de conversion de la ville de Metz (1846, 1847), correspondance avec les sous-préfets de Sarreguemines et Thionville (5 affiches, 1846, 1847), transmission au ministre des pièces qui ont permis la substitution à Metz (copie 1846, 1850).

1822 - 1851

10169/1

Ordonnance du roi sur la perception au poids des droits sur les bestiaux à Thionville.

3 exemplaires de l'affiche imprimée chez Fondateur à Thionville.

07/1847

Bureaux d'octrois municipaux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1869

10170

Bitche.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1846

Règlements et tarifs.

Approbations des règlements et tarifs et de leur modification (an X, an XI). Règlement (1812). Réclamation du maire relative au budget et à l'octroi : correspondance, extrait du traité Laurent pour la fourniture et l'entretien des lits militaires, tableau indiquant le tarif des octrois des villes de Moselle (1812). Régularisation : règlement, correspondance, ordonnance du roi, rapports et avis, observations du directeur général des contributions indirectes, arrêté préfectoral, résumé de proportions du tarif, délibération municipale (1824). Projet de révision du tarif et maintien de l'ancien tarif : instruction ministérielles et préfectorales, correspondance, arrêté préfectoral, tarif proposé (1833, 1834). Transmission au préfet de la copie du projet de révision rejeté en 1834 (1836).

Personnel.

Correspondance avec le directeur des droits réunis relative à des plaintes contre les employés, concerne aussi Longwy (1809, 1810). Démission du surveillant Louis Houchard remplacé par Nicolas Jochem (1846).

Recouvrement.

Epuration des comptes de l'octroi et de l'ancien receveur Charles Amédée (1825). Approbation de l'adjudication à Frédéric Staub après modification du cahier des charges (1825). Réclamation de l'ancien receveur relative au paiement de son traitement (1825). Réclamation de l'adjudicataire relative au paiement de fournitures de bureaux fait en faveur de la régie (1826). Renouvellement du bail de Frédéric Staub (1826). Réclamation de l'adjudicataire relative à la perception des droits sur les matériaux de l'entrepreneur des fortifications (1827). Régularisation du bail (1828). Demande de renouvellement du bail (1829). Rétablissement de la régie simple pour la perception et nominations du receveur Jean-Thiébauld Grünfelder, des surveillants Jacques Lepoir et Nicolas Toussaint (1832).

Contravention.

Rejet de la demande de remise d'amende de Balthazard Mauss de Liederschiedt pour contravention à la vente de vin (1830).

10171

Boulay.

1831 - 1849

Personnel.

Révocation du surveillant Bour remplacé par le facteur Bouchy (1831). Nominations du sergent de police François Véry comme 3e surveillant (1831), du surveillant Louis Collin après la révocation de Kinder (1833). Révocations du surveillant Louis Collin remplacé par Nicolas Loevenstein (1834), du surveillant Nicolas Loevenstein remplacé par Etienne Rimmel (1838). Nominations de Jean Courte comme 3e surveillant (1840), du receveur François Rémy Pétry après la démission du sieur Olivier (1845). Révocations du surveillant Etienne Rimmel remplacé par Jean-Jacques Engler (1847), du surveillant Jean Courte remplacé par François Hasse (1849).

Recouvrement.

Instruction au maire relative au paiement des indemnités dues à la régie des contributions indirectes (1834).

Contravention.

Autorisation de transaction avec Simon Israel et Félix Lyon pour contravention au règlement de l'octroi (1832).

10172

Bouzonville.

1810 - 1856

Règlements et tarifs, recouvrement.

Modification du tarif et du règlement (1832-1834). Correspondance relative au mode de perception irrégulier (1845, 1846), aux irrégularités constatées (1846). Observations ministérielles sur les irrégularités signalées, l'insuffisance du personnel et les mesures à prendre, instructions préfectorales (1849, 1850). Modification du règlement et du mode de perception : arrêté préfectoral, instruction ministérielle, correspondance, délibération (1850). Révision du tarif : instructions ministérielles, correspondance, copie du règlement (1856).

Personnel.

Démissions du surveillant Villard remplacé par Jean-Pierre Schreder (1838), du surveillant Schreder remplacé par Jean-Georges-François Risch (1838). Nomination du surveillant Daniel (1846).

Contravention.

Refus de l'adjoint de Villing Adam Isler d'assister les préposés dans la visite de la maison voisine de celle de la débitante de boissons Schwartz (1810).

10173

Forbach.

Etablissement d'un octroi : rejet du projet (1864), nouveau projet (1866), avis du Conseil d'Etat (1867), décret d'établissement et règlement (1867), approbation des dépenses d'établissement et des frais de perception (1868). Tarif : rejet de la demande de surtaxes sur les boissons présentée par le conseil municipal et proposition d'étendre les droits à d'autres articles (1869).

1864 - 1869

10174 - 10175 Metz.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1852

10174

Locaux, tarifs et règlements, recouvrement, comptabilité, exemptions, contraventions.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1834

Locaux.

Délibération du conseil municipal approuvant la résiliation du bail du bâtiment des douanes en faveur d'Etienne Barthélemy pour en laisser la jouissance à l'administration des octrois (1811). Arrêté autorisant la réunion du bâtiment de dépôt de commerce à l'administration des octrois (1811).

Tarifs et règlements.

Approbation du nouveau tarif et du nouveau règlement (an X). Observations au directeur général des droits réunis relatives à l'approbation d'un article additionnel au règlement (an XIII). Approbation de l'arrêté préfectoral augmentant le tarif et observations du maire (1806, 1807). Lettre du maire favorable au maintien du tarif (1808). Modification du tarif et du règlement pour établir un droit sur les vins : correspondance, instruction ministérielle, réclamations des propriétaires de vignes, des marchands de vin Dimanche et Alexandre, arrêté préfectoral (1808, 1809). Avis du préfet sur les modifications du tarif et du règlement (1811). Règlement (1812). Modifications du tarif et du règlement : copies des délibérations de 1831 et 1832, bordereaux des recettes et dépenses des mois de décembre (1825, 1830, 1832-1834), correspondance (3 affiches, 1832).

Recouvrement.

Instruction ministérielle relative à la nouvelle adjudication (an XI). Adjudication en faveur du fermier Ignace Buzon : instructions ministérielles, correspondance, actes de cautionnement, arrêtés préfectoraux, bordereau de créance hypothécaire (an XII, an XIII). Avis du préfet favorable à la résiliation du bail compte tenu des bénéfices considérables du fermier (an XIII). Observations du maire sur l'abandon au fermier du produit des augmentations du nouveau tarif (1806). Correspondance relative à une réclamation de l'ancien fermier pour faire cesser les poursuites concernant le traitement du commissaire à l'octroi (1806, 1807). Correspondance relative à la proposition de mise en ferme et au souhait du conseil en faveur du maintien de la régie simple (1809).

Comptabilité.

Délibération arrêtant les recettes et dépenses pour l'an IX (an IX). Correspondance relative à des plaintes contre la gestion de l'octroi et à la vérification de la comptabilité (1810). Décision ministérielle accordant un délai de trois ans à la ville pour payer l'arriéré des 10 % dus à la régie sur des taxes additionnelles (1828). Rejet de la réclamation du conseil municipal pour obtenir la franchise du droit de timbre sur les taxes inférieures à 5 F : délibération, instruction ministérielle, correspondance, modèle du registre dit du petit comptant (1831).

Demandes d'exemptions.

Rejet de la réclamation du coquetier François Baucourt de Liéhon relative à la suppression des droits sur les volailles (1831). Instructions relatives à la réclamation du tuilier Haffener pour exempter les matériaux qu'il introduit dans l'île Chambière (1833). Refus d'exemption de l'entrepreneur des travaux de pavage des rues et proposition d'indemnisation (1833).

Contraventions.

Instruction préfectorale relative aux transactions faites pour contravention aux règlements (1833).

Répression de la fraude par voie d'eau, approbation de la délibération augmentant le nombre d'employés et proposition d'établir un bureau dans l'île du Saulcy : observations de l'inspecteur des finances Pernot, délibérations, correspondance (1833, 1834).

10174/1

Ordonnance du roi concernant la perception de l'octroi, tarif annexé et arrêté du maire de Metz.

3 exemplaires de l'affiche imprimée chez S. Lamort à Metz.

29/12/1832

10175

Personnel.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1852

Documents généraux.

Approbation d'un arrêté préfectoral condamnant les régisseurs de l'octroi de Metz à payer les frais causés par l'absence de transmission des états de produits (an XI). Répartition de la remise de 6 % sur les recettes des employés sur les octrois des boissons : état des remises faites aux employés par la régie des droits réunis, correspondance avec cette administration (1809). Approbation de la délibération de Metz fixant le nombre et le traitement des employés (1811). Voeu du conseil municipal relatif aux frais de perception proposés (1812). Instruction préfectorale relative à la fixation des frais de perception (1823). Approbation de l'arrêté du maire fixant le cautionnement des receveurs de l'octroi : arrêté, correspondance, instruction ministérielle (1837).

Nominations, démissions et révocations.

Nomination de l'ancien directeur Lallemand comme commissaire près de la régie intéressée (an XI). Arrêté nommant receveur Dominique Schmitt en remplacement du sieur Dupré (1809). Nomination du directeur Stoffels (1810). Décès du surveillant Dupré remplacé par Jean Woïrhaye et Jean-Pierre Poinsignon (1823-1825). Révocation du surveillant Gury remplacé par Mathieu et Falz (1824). Nomination du portier consigné à la porte Mazelle Charles Paulus et du surnuméraire François Georges (1826). Arrêté nommant le brigadier Brabant (1829, 1830). Nominations du receveur Michel Leclerc, du préposé aux déclarations Jean-Pierre Nicolas et du commis surveillant Joseph Belaïre (1831). Démission du surveillant Woïrhaye remplacé par Jean-Pierre Taratte (1831). Arrêté de nomination du surnuméraire Jean Sarre (1831). Nomination du surveillant Jean Sarre pour remplacer le sieur Laquiez nommé commis à cheval pour les contributions indirectes (1832). Nominations des surveillants Jean-Pierre Pallez et Hyppolite Cuny pour empêcher la fraude par eau (1832). Décès du surveillant Sarrazin remplacé par Maurice-Edouard Florentin (1832). Nominations des surnuméraires Raymond Chayron et François-Bernard Delacour pour remplacer Charles-Auguste Latache et Edouard Lacombe (1832, 1833). Admission à la retraite du receveur Léonard remplacé par Dominique Delbosque (1833). Décès du receveur Lhomme remplacé par Antoine Touvre (1833). Démission du surveillant Halstroff remplacé par Pierre Tisserand (1833). Démission du surveillant Edouard Florentin remplacé par Pierre Forest (1834). Révocation du surveillant Sessières pour négligence à l'égard du contrevenant Thiébaud puis réintégration dans le service (1834, 1835). Révocation du commis aux déclarations Taratte remplacé par Lepetit (1835). Décès des surveillants Grisel et Lapiéd remplacés par Joseph Lechantre et Victor Fouquet (1836). Démission du surveillant Variot remplacé par Joly, révocation des surnuméraires Baudouin, Forest et suspension des surnuméraires Baltus et Tisserand remplacés par César-Augustin Bazin, François Cuttin, Michel Person (1836). Suspension du surveillant Falz père après la plainte du maire relative à ses absences répétées (1836). Décès du receveur Florentin remplacé par transfert du receveur Leclerc à la porte de la Citadelle, nominations du receveur No, du commis aux déclarations Levasseur, des surveillants Vauthier et Pierret (1837). Démission du surveillant Tisserand remplacé par Charles Marie et nominations des surnuméraires François Bernard, Delacour, Henry Maire, Nicolas Maréchal, François-Joseph-Laurent et Crosso (1837). Nominations par intérim après le congé temporaire accordé au contrôleur en chef Harmand (1837). Suspension du surveillant Bazin, décès du receveur Lebrun remplacés par Millerand et Joseph Bellaïre, révocation du receveur Delbosque remplacé par No, suspension du brigadier Gimel remplacé par Simon (1838). Nomination du vérificateur Simon pour remplacer Bellaïre, du commis aux déclarations Renaud-Becourt pour remplacer Millerand, du surveillant Lorquet fils pour remplacer Falz père et des surnuméraires Louis Variot et Nicolas Damien (1838). Nomination du surveillant Henry Maire pour remplacer Lorquet fils (1838). Rétrogradation du commis aux déclarations Goulon pour violence contre Bazin (1838). Nomination du commis aux déclarations Hyppolite Cuny, des surveillants Jean-Baptiste Murville et Nicolas Damien après la rétrogradation de Goulon (1838). Décès du surveillant Brisac remplacé par Nicolas Marquis et nomination du surveillant Louis-Nicolas Variot (1839). Révocations du commis aux déclarations Levasseur pour irrégularités (1839), du surveillant Pienée pour intempérance et négligence (1839). Suspension temporaire puis révocation pour mauvaise conduite du surveillant Bazin remplacé par Nicolas Pépion (1839, 1841). Nominations du contrôleur Gighieux, du vérificateur Ternet, du brigadier Nicolas, des commis aux déclarations Evrard et Marquis, des surveillants Lechantre, Jouatte, Coqterre et Mangin après des décès et des révocations (1839). Promotion du receveur Millerand à la 2e classe (1840). Démission du surveillant Philippe remplacé par Jean-Baptiste-Aimé Mathias (1840). Révocation du brigadier Gimel pour vol (1840). Nominations des surveillants Jean-Auguste Paquant et Joseph Coqterre après le décès de Mangin et la révocation de Gimel (1840). Admission à la retraite du receveur de la porte de Chambière Lemaire remplacé par Jean-Pierre Nicolas (1841). Suspension temporaire du surveillant Person (1841). Révocation du commis aux déclarations Renaud pour mauvaise conduite (1841). Nominations du commis aux déclarations Jean-Baptiste Murville, des surveillants Laurent Corbé et François Collignon après la révocation de Renaud (1841). Démission du surveillant Charles Maire remplacé par Jacques Péter (1842). Démission du surveillant Joly remplacé par Jean-Pierre Dosda (1842). Décès du surveillant Paulus remplacé par Joseph Goulon et nomination du surveillant Claude Collignon (1843). Révocation du commis aux déclarations Falz pour négligence et intempérance puis réintégration dans ses fonctions (1843, 1845). Décès du receveur Touvre remplacé par Millerand et nominations du receveur Lepetit, des commis aux déclarations Vautier et Goulon, des surveillants Toub blanc et Wahu (1843). Internement à l'hospice de Maréville du surveillant Péter remplacé par Michel Lapointe (1844). Décès du commis aux déclarations Toub blanc remplacé par Louis et nomination du commis Hyppolite Moirant (1844). Démission du surveillant Delacour remplacé par Jean-Pierre-Ferdinand Aubertin (1846). Départ en retraite du commis aux écritures Bienfait remplacé par Jean-Pierre Chir, démission du surveillant Joseph Louis remplacé par Jean-Louis Damien et nomination du surveillant Nicolas Pécheur (1846). Nominations des surveillants Michel Person, Etienne Roubis et Clément Sellier après le départ en retraite de François Bellaïre et la démission de François Collignon, nomination du surveillant Joseph Willaume après le décès d'Etienne Roubis (1847). Nominations des surnuméraires Jacques Lallemand, Jean-Jacques Rousseaux et Nicolas Blain pour appliquer la perception au poids des droits sur les bestiaux (1847). Démission du receveur au bureau central Lorquet remplacé par Jean-Pierre Poinsignon et nomination du commis chef de comptabilité Charles Lorquet (1847). Promotion du surveillant Charles Lorquet à l'emploi de commis de comptabilité remplacé par François Bénard et nominations du

surveillant Jacques Lallement et du surnuméraire Jean Michel Germain (1847). Démission du vérificateur Sébastien-Dominique Simon remplacé par Hyppolite Moirant (1847). Décès du vérificateur Ternet remplacé par Charles-François Vautier (1847). Nominations du surveillant Nicolas Blain et du surnuméraire Jean Tonnelier après la promotion de Moirant comme vérificateur (1847). Décès du surveillant Henry Maire remplacé par Jean-Michel Germain et nomination du surnuméraire Jean-Baptiste Sauvageot (1848). Démission du surveillant Collignon remplacé par Jean Tonnelier et nomination du surnuméraire Jean Charles Ostermann (1848). Démission du surveillant Coqterre remplacé par Barthélémy Calbat et nomination du surnuméraire Georges Schmidt (1848). Décès du surveillant Seissière à l'hospice de Stephansfeld remplacé par François-Joseph Laurent et nominations du surveillant Jean-Baptiste Sauvageot et du surnuméraire Christophe Labbé (1848). Révocation du surveillant Jean-Pierre-Ferdinand Aubertin pour pédérastie remplacé par Jean-Claude Ostermann et nomination du surnuméraire Léonard Millet (1849). Décès du commis aux déclarations Jean Mathieu remplacé par Camille-Joseph Lechantre et nominations des surveillants Isidore Fiévée et Georges Schmidt et du surnuméraire Henry Millez (1849). Décès du commis aux écritures Chir remplacé par Joseph Duret (1850). Nominations du commis aux déclarations François Bernard, des surveillants Nicolas Pépion et Léonard Millet et du surnuméraire Durosoir (1851). Démission du surveillant Joseph Willaume remplacé par Henry Millet et nomination du surnuméraire Joseph Monvoisin (1851, 1852).

Pensions de retraite.

Approbation du vote d'une pension en faveur de l'ancien préposé Christophe Gigleux : correspondance, ordonnance du roi, instructions ministérielles, avis du préfet, copies d'acte de naissance, d'arrêté de nomination (1831). Approbation de la pension en faveur d'Anne-Louise Cuny après le décès de son mari Jean-Baptiste Pallez : ce dossier contient notamment un arrêté préfectoral de l'an XIII approuvant les propositions de nominations du fermier de l'octroi et la commission de Jean-Baptiste Pallez (an XIII, 1831, 1832).

Demandes d'emplois.

Rejet de la demande d'emploi de contrôleur présentée par le sieur Bouillet (1831). Transmission au maire de Metz de la demande d'emploi du sieur Médicus à la place de contrôleur en second (1833). Transmission au maire de Metz de la demande de la veuve Renaudin pour obtenir un emploi à l'octroi en faveur de l'un de ses fils (1834).

10176

Saint-Avold.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1851

Etablissement.

Arrêté ministériel d'approbation (an XII).

Tarif et règlement.

Autorisation d'un article additionnel au règlement déterminant les points d'entrées des objets soumis à l'octroi (1832). Observations du directeur des contributions indirectes sur le projet de révision du tarif et du règlement (1846).

Personnel.

Nominations du receveur Nicolas Porte, du surveillant Pierre Weiss et du caissier Grandidier (1811). Nomination du second surveillant Jean-Nicolas Hayer (1831, 1832). Gratification en faveur de Hayer (1834). Nominations des surveillants adjoints Jacob Scharinger et Joseph Kohler (1843). Démission du receveur Jean Thil remplacé par Jean-Pierre Hugly (1843). Démission du surveillant Hayer remplacé par Jean-Georges Schmit (1848). Nomination du surveillant André Bour (1850, 1851). Démission du receveur Hugly remplacé par l'instituteur Antoine-Zénobi Courtot (1851).

Recouvrement.

Conversion des frais de casernement en un abonnement fixe : arrêté préfectoral, correspondance, situation financière, états du nombre de journées d'occupation de logement militaire, instructions ministérielles et préfectorales (1832-1836).

Réclamation.

Rejet de la demande de jouissance d'un entrepôt fictif présentée par le marchand de vin Nicolas de Saint-Avold (1811).

10177

Sarreguemines.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1851

Tarif et règlement.

Instruction ministérielle invitant à refaire le projet de l'octroi de Sarreguemines (an IX). Règlement (1812). Révision et régularisation du tarif et du règlement (1823).

Personnel.

Décès du surveillant Jacques Sax remplacé par Philippe Becker (1826). Décès du surveillant Ziegler remplacé par Jean-Pierre Patureaux (1831). Nomination du surveillant Jean Bernard dit Gauget (1832). Approbation d'un nouveau mode de répartition du produit des amendes et confiscations entre les employés (1832). Révocations des surveillants Henry Behm et Philippe Becker remplacés par Jean Philippe et François Nécesson (1832). Révocations des surveillants Jean-Pierre Patureaux et François Nécesson remplacés par Dominique Lieger et Jean-Jacques-Marie Braun (1835). Démission du surveillant Mathias remplacé par Jean-Jacques Deuber (1848). Retrait des fonctions de receveur de l'octroi attribuées au receveur municipal Keringer et nomination de Claude Banset (1848-1851). Commission du surveillant Deuber comme porteur de contraintes remplacé par Auguste Bour (1851). Décès du surveillant Braun remplacé par Joseph-Louis Corbier (1851).

Contraventions.

Approbations des transactions de la ville avec Jean Vigel pour un porc abattu par le boucher Nicolas Hergott sans autorisation préalable (1824, 1825), avec le boucher Jacques Kropp pour un veau introduit sans autorisation (1826), avec les sieurs Kante et Bichelberger (1828).

Réclamations.

Rejet de la réclamation d'habitants relative à la suppression des droits sur les foins et avoines récoltés dans la banlieue, sur le bois de chauffage et sur les porcs (1830). Rejet de la réclamation des distillateurs de Walschbronn relative au paiement du droit de licence (1831).

10178

Thionville.

1809 - 1850

Locaux.

Autorisation d'achat d'une baraque en planches à la veuve Fiché pour y établir le bureau de l'octroi de la porte du Pont couvert (1832).

Tarifs et règlements.

Correspondance avec le directeur des droits réunis relative au règlement et au tarif (1809). Nouveau règlement, arrêté préfectoral (1813).

Personnel.

Approbation d'une délibération accordant une indemnité aux receveurs des portes de la ville (1812). Instruction préfectorale relative au vote des frais de perception (1823). Démission du receveur Ayot remplacé par Charles Roosen (1824). Démission du receveur Pierre Antoine remplacé par Joseph Neveux (1824). Révocation du surveillant Thomas remplacé par Jacques Denis Guillon (1824). Démission du receveur Neveux remplacé par Charles Mosquinot (1826). Correspondance relative à l'exercice des fonctions de surveillant par Laydecker en dépit du refus du préfet compte tenu de son état de faillite (1828). Réduction des cautionnements des receveurs (1829). Décès du receveur Jacques Tellier remplacé par Pierre Laydecker (1830). Remplacement du surveillant Pierre Laydecker par Charles Bollinger (1830). Décès du receveur Laydecker remplacé par Bernard Reitz (1830, 1831). Commission du contrôleur Joseph-Jacques Gachez à l'emploi de commissaire de police remplacé par Jean-Baptiste-Elisabeth Lamy (1831). Nominations des receveurs Alexandre Federsphil et Maximilien Laussu pour remplacer Roosen et Caye et nominations des surveillants Monprofit et Joseph-Jacques Neveux pour remplacer Petitdidier et Barbiche (1832). Autorisation de poursuivre en justice l'ancien receveur Charles Roosen qui a pris la fuite en laissant un déficit (1832, 1833). Démission du surveillant Mosquinot remplacé par l'instituteur François Augustin et remplacement du portier Barbiche par Pierre Courteau (1833). Rappel ministériel relatif au versement des cautionnements des receveurs (1833). Démission du surveillant Augustin remplacé par Valentin Duchesne (1836). Nomination du surveillant Jean-Pierre Boucherez (1838). Démission du surveillant Boucherez remplacé par Nicolas Baudouin (1838). Révocation du receveur Reitz remplacé par Valentin Duchesne et nomination du surveillant François Augustin (1841, 1842). Nomination du surnuméraire Jean-Baptiste Sigonnay (1844). Nominations du receveur François-Antoine Monprofit et du surveillant Jean-Baptiste Sigonnay (1845). Démission du surveillant Sigonnay remplacé par Jean Giry (1847). Démission du surveillant Giry remplacé par François-Joseph Lecomte (1847). Nomination du 4e surveillant Christophe Birmacker (1847). Décès du receveur Laussu remplacé par Edme-François-Xavier Demoulin (1849, 1850).

Recouvrement.

Approbation de l'abonnement passé avec l'huilier Krisman pour le règlement des droits de 1828-1829 (1828-1830).

Réclamations.

Décompte des frais dus par la ville à l'entrepreneur des lits militaires pour prime d'occupation (1811). Approbation d'arrêtés municipaux autorisant le transit et l'entrepôt de planches en faveur du sieur Didion (1829, 1830). Autorisation de l'entrepôt à domicile pour les ardoises introduites dans le périmètre de l'octroi (4 affiches, 1841-1842).

10178/1

Ordonnance du roi relative à l'introduction des ardoises dans le périmètre de l'octroi de Thionville.

4 exemplaires de l'affiche imprimée chez la veuve Fondeur.

01/1842

Produit des amendes.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1864

1090

Amendes champêtres dans la circonscription du bureau de Bitche.

Etat des paiements à faire aux communes du bureau de Bitche du principal des amendes champêtres. Etat des amendes champêtres payées en l'an IV, certificats de paiement concernant Lemberg, Lambach, Siersthal, Eguelshardt et Haspelschiedt. Etats des amendes, confiscations et restitutions attribuées, et des aumônes de condamnation dont le paiement a été fait au bureau de Bitche (cantons de Bitche, Breidenbach, Lemberg, Rohrbach, Volmunster).

[An IX][23/09/1800 - 23/09/1801]

1034

Amendes de police.

1810 - 1864

Instructions.

Correspondance ministérielle, décrets, instructions (1811-1818). Circulaire relative à l'emploi des fonds communs (1820). Demande du ministère pour obtenir des statistiques sur les amendes et les permis de chasse (1849). Circulaires relatives à la production d'un état des subventions pour la répartition du fonds commun (1859). Avis du préfet relatif aux modifications proposées pour la liquidation de la répartition des amendes de police (1861). Instructions de simplification du produit (1864) et d'abrogation des remises de relevés des greffiers à la préfecture (1864).

Perception et répartition du produit.

Etats des mandats délivrés sur le fonds des amendes de police, observations sur la distribution du produit, projet et arrêté de répartition (1810-1817). Tableaux récapitulatifs des amendes perçues dans les communes (1837-1843).

Contrôle des percepteurs et des receveurs.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1868

1045

Relations avec la cour des comptes.

Instruction du parquet de la Cour des comptes relative à la présentation des comptes des receveurs (1820). Instructions de la cour des comptes (1821-1826). Instruction du 30 novembre 1823 pour les receveurs municipaux justiciables de la cour des comptes : cahier relié (1823). Transmission des instructions ministérielles aux sous-préfets (1824). Conflit entre le procureur général et le premier président de la Cour des comptes : instructions (1825-1829). Circulaire ministérielle relative à la substitution de la Cour des comptes au conseil de préfecture pour l'apurement des comptes des receveurs (1865).

1820 - 1865

1056

Vérification des comptes des percepteurs.

Procès-verbaux par arrondissements de perceptions.

1824 - 1825

1043

Perceptions de Boulay, Bourdonnay, Château-Salins, et Cattenom.

Note du receveur des finances, remise de service, procès-verbal de clôture des livres, bordereaux de situation sommaire ou relevés des comptes ouverts, états annexes, état des dettes des communes et des impositions extraordinaires.

1852 - 1867

1046

Receveurs spéciaux des villes.

1810 - 1868

Situation des villes.

Etats de situations du 31 décembre 1828 au 31 décembre 1833 indiquant le règlement et la fixation des budgets et l'apurement des comptes des communes dont les revenus sont gérés par les receveurs spéciaux, observations du ministère (1829-1834).

Thionville.

Demande de certificats relatifs au produit des amendes et au décompte des patentes (1825), nomination de Jean Fédérhpil pour remplacer le receveur Hergot décédé (1864).

Metz.

Cautionnements du receveur des hospices de Metz et du bureau de bienfaisance Jean-Baptiste Mortet : rejet de la demande de remise de 6000 F versés à la caisse du Mont de Piété (1810), conservation des deniers et des pièces comptables et délégation du sieur Stoffel pour continuer le service après le décès de Mortet (1829), versement d'une pension à la veuve Jeanne Mortet (1829, 1830), remboursement du cautionnement aux héritiers (1831).

Congés du receveur Stoffels (1845-1851). Nomination provisoire de Hennequin et nomination de Raymond Chayron après le décès de Stoffels (1852). Correspondance relative à Raymond Chayron (1863). Nomination de Frédéric Périé pour remplacer Chayron (1868).

Receveurs municipaux.

1040

Vérification des comptes des municipalités de cantons et des communes.

An VIII - An X [23/09/1799 - 23/09/1802]

Municipalités de cantons.

Antilly, Augny, Boulay, Faulquemont, Goin, Gorze, Longeville-lès-Saint-Avold, Lorry-lès-Metz, Rémillly, Rozérieulles, Saint-Avold, Solgne, Vallières.

Communes.

Argancy, Ars-sur-Moselle, Chailly-lès-Ennery, Colombey [Coincy], Condé-Northen, Faulquemont, Flanville, Hagondange, Longeville-lès-Metz, Marange, Pournoy-la-Grasse, Rozérieulles, Vaux, Vernéville.

1051

Etats des comptes des percepteurs des communes.

1812 - 1813

1041

Etats des comptes des receveurs municipaux.
Années 1829-1830, 1837-1839 et 1841-1843.

1829 - 1843

1042

Tableaux par arrondissements des comptes de gestion des exercices 1845 à 1849.

1845 - 1849

1044

Transmission de pièces comptables à la préfecture (extraits du budget, comptes courants, bordereaux de situation sommaire des comptes ouverts, états de recettes, inventaires de pièces justificatives, devis, correspondance, rôles, délibérations sur les comptes des receveurs, états des propriétés foncières, relevés des retenues sur le traitement des instituteurs, gratifications, états de traitement).

Albestroff : délibération sur les comptes du receveur Melbeck (1859).

Amelécourt : article du budget relatif aux intérêts des capitaux en faveur du desservant Caye (1855).

Angviller [Belles-Forêts] : rôle des bêtes mâles (1853).

Anzeling : extrait de l'arrêté du conseil de préfecture relatif au receveur Reignier (1856).

Arriance : extrait de l'arrêté du conseil de préfecture relatif au receveur Munier (1856).

Ars-sur-Moselle : bordereau de situation sommaire des comptes ouverts, procès-verbal de clôture des livres et vérification des comptes (1856).

Aspach : relevé des retenues sur le traitement de l'instituteur, délibération relative au receveur Gerl (1853, 1858).

Assenoncourt : délibération relative au receveur Martelot (1855).

Azoudange : état des recettes (1855).

Berthelming : rôle des bêtes mâles (1852, 1853).

Bettborn : relevé des retenues sur le traitement de l'instituteur, rôle des bêtes mâles (1853, 1854).

Bisping [Belles-Forêts] : relevés des retenues sur le traitement de l'instituteur, rôle des bêtes mâles, délibération relative au receveur Martelot (1852, 1853, 1860).

Boustroff : gratification en faveur du garde forestier (1854).

Brouviller : délibération relative au receveur Briot, paiement de la fourniture de bêtes mâles, rôle d'affouage (1854, 1855).

Burtoncourt : comptes courants avec le Trésor public (1853).

Chailly-lès-Ennery : état des recettes (1854).

Château-Salins : délibération relative au receveur Ducret (1866).

Coin-lès-Cuvry : rôle des bêtes mâles pour le salaire du pâtre (1858).

Coutures : délibération relative au receveur Weiland (1857).

Cuvry : rôles pour le troupeau commun, inventaire de pièces (1851, 1852, 1854).

Dabo : délibération relative au receveur Briot, rôle des bêtes mâles, retenues sur le traitement de l'instituteur, rôle des frais de coupe affouagère (1853-1855).

Dalhain : délibération relative au receveur About (1857).

Dannelbourg : état des recettes, retenues sur le traitement de l'instituteur (1853, 1859).

Destry : inventaire des pièces justificatives (1858).

Dolving : rôles des bêtes mâles, retenues sur le traitement de l'instituteur (1853, 1854).

Dornot : état des traitements du garde champêtre (1853).

Fleisheim : rôle des bêtes mâles (1853).

Fraquelfing : chapitres additionnels au budget de 1852, retenues sur le traitement de l'instituteur (1852, 1855).

Fresnes-en-Saulnois : délibération relative au receveur Weiland (1857).
 Fribourg : rôle des bêtes mâles (1855, 1856).
 Givrycourt : délibération relative au receveur Melbeck (1859).
 Gosselming : rôles des bêtes mâles, vaine pâture, retenues sur le traitement de l'instituteur (1852, 1853).
 Guinkirchen : devis des réparations au lavoir couvert, délibération relative au receveur Briot (1855, 1857).
 Harprich : inventaire des pièces justificatives (1858).
 Harreberg : dépenses d'entretien des bêtes mâles, délibération relative au receveur Lagarde (1853-1856).
 Hartzviller : délibération relative au receveur Lagarde (1856).
 Haselbourg : retenues sur le traitement de l'instituteur, délibération relative au receveur Briot (1854).
 Hellingring [-lès-Fénétrange] : rôles des bêtes mâles, retenues sur le traitement de l'instituteur (1853, 1854).
 Héming : état des propriétés (1856).
 Henridorff : délibération relative au receveur Briot (1857).
 Hermelange : comptes courants avec le Trésor public (1855).
 Hertzling : état des propriétés (1857).
 Hommarting : délibération relative au receveur Lagarde (1856).
 Hommert : recettes et dépenses (1850-1853).
 Hultehouse : délibération relative au compte du receveur Briot (1855).
 Imling : recettes et dépenses (1854).
 Kerprich-aux-Bois : recettes et dépenses, rôles des bêtes mâles (1853, 1854).
 Lafrimbolle : état des recettes (1858).
 Languimberg : délibération relative au receveur Martelot (1856).
 Lemoncourt : délibération relative au receveur Mathieu (1854).
 Lixheim : rôles des bêtes mâles, retenues sur le traitement de l'instituteur (1853-1855).
 Longeville-lès-Saint-Avold : inventaire des pièces justificatives, procès-verbal de clôture des livres et comptes du percepteur Jean-Louis Thobin (1854).
 Lucy : délibération relative au receveur Richard (1858).
 Luppy : état des revenus (1857).
 Magny [Metz] : lettre au maire au sujet des travaux de l'architecte Cordier au presbytère (1861).
 Marspich : procès-verbal d'adjudication des réparations à l'église (1858).
 Meisenthal : extrait de mandat concernant l'école primaire (1851).
 Mittersheim : rôles des bêtes mâles, retenues sur le traitement de l'instituteur (1852, 1853).
 Niderviller : approbation des comptes du receveur Lagarde (1856).
 Nitting : retenues sur le traitement de l'instituteur, approbation des comptes (1853, 1859).
 Oberstinzel : rôle sur les propriétaires de bestiaux (1854).
 Ormersviller : décompte des remises allouées au receveur Gallois, mandat (1856).
 Phalsbourg : fourniture de vin au 64^e régiment de ligne, construction d'un arc de triomphe sur la place (1856, 1857).
 Pouilly : inventaire des pièces justificatives (1856).
 Réding : adjudication du curage de la Bièvre (1849, 1850), recettes et dépenses, quittance, crédit pour fourniture de bêtes mâles, retenues sur le traitement de l'instituteur (1853).
 Rémering [-lès-Puttelange] : devis de restauration de l'école (1858).
 Rhodes : recettes et dépenses (1854).
 Romelfing : rôle des bêtes mâles (1853).
 Le Sablon [Metz] : déclaration de recettes (1854).

Saint-Jean-Kourtzerode : retenues sur le traitement de l'instituteur (1853).
 Saint-Louis : état nominatif des habitants qui ont des truies, dépenses d'entretien du verrat, rôles d'affouage et des droits d'usage (1854, 1855).
 Sarraltroff : rôle d'entretien de deux verrats (1853, 1857).
 Troisfontaines : dépenses et recettes (1853).
 Tromborn : délibération relative au receveur Chevreux (1854).
 Turquestein : état des propriétés foncières (1853).
 Vasperviller : rôle des frais d'affouage (1853).
 Voyer : rôle pour le salaire du bûcheron Jean-Baptiste Cuny (1853).
 Walscheid : délibération relative au receveur Lagarde (1856).
 Waltembourg : retenues sur le traitement de l'instituteur au profit de la caisse des retraites (1853).
 Wuisse : délibération relative au compte du receveur About (1855).

1849 - 1866

Biens communaux.

1669 - 1870

Instructions générales.

Toutes les instructions concernant les propriétés communales, le partage, la jouissance et la mise en valeur des biens communaux sont réunies ici, à l'exception de celles relatives aux forêts, classées sous ce thème.

1669 - 1869

1011

Propriétés communales.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1869

Délimitation.

Problème de délimitation entre Diffembach et des communes du département de la Meurthe : lettre du préfet de la Moselle à celui de la Meurthe relative au triage des archives (an XII). Instruction du conseiller de préfecture Leclerc aux maires relative à l'arpentage (an XIII). Commission du géomètre Louis-Joseph Forgeot pour l'arpentage du département (1806). Avis du Conseil d'Etat sur la poursuite en éviction devant le conseil de préfecture des usurpateurs de biens communaux (1809). Lettre au directeur général de la comptabilité des communes relative à la demande des propriétaires de Herny pour obtenir la régularisation des concessions illégales de terrains communaux (1811). Circulaires ministérielles relative au partage des biens indivis entre plusieurs communes (1839), au mode de concession des biens usurpés (1839, 1843).

Cession de biens à la Caisse d'amortissement.

Instruction au sous-préfet de Sarreguemines relative aux réclamations des communes contre la prise de possession de leurs biens, instruction aux sous-préfets relative à la restitution par les communes des revenus touchés par anticipation sur les biens cédés (1813).
 Vente des biens communaux du canton de Saint-Avold : instruction au sous-préfet, états des mises en vente (1813).
 Adjudications des récoltes des biens loués cédés : procès-verbaux d'adjudications des prés des communes du canton de Gorze, des récoltes d'un pré à Coin-lès-Cuvry, transmission du procès-verbal de vente des récoltes des biens de Tholey [Sarre] (1813).

Opérations immobilières.

Instructions relative à la vente d'un terrain à bâtir à Aboncourt en faveur d'Adam Hettiguer (1806). Décret autorisant des ventes de terrains communaux dans l'arrondissement de Château-Salins (1810). Circulaires ministérielles relatives à l'aliénation des biens communaux à un prix de vente supérieur à 3000 F (1839). Correspondance avec le receveur général des finances relative au paiement par anticipation des ventes d'immeubles au profit des communes (1861, 1862). Circulaires ministérielle et préfectorales relatives aux opérations immobilières (1853, 1864-1866). Circulaire ministérielle relative au décret déclaratif d'utilité publique (1868).

Inscriptions hypothécaires.

Instruction du duc de Saxe-Cobourg renouvelant les hypothèques dans l'ancien département de la Sarre, canton de Tholey : informations aux communes limitrophes (1817-1818).
 Circulaires relatives à l'autorisation de mainlevée d'hypothèques inscrites au profit des communes (1840), dispensant les communes des formalités de la paie des hypothèques pour les achats faits à l'amiable jusqu'à 100 F, portée à 500 F en 1866 (1842, 1866), dispensant de formalités hypothécaires les achats pour cause d'utilité publique (1864). Interprétation du décret du 14 juillet 1866 au sujet de la purge des hypothèques (1869).

Adjudications et marchés.

Lettre au directeur des domaines nationaux favorable à la remise en liberté de l'adjudicataire Antoine Gravelotte (an XIII). Circulaires ministérielle et préfectorale relative à une ordonnance qui étend aux communes et aux établissements de bienfaisance les dispositions prises pour l'Etat (1838), circulaires ministérielles relatives à la mise à disposition des édifices pour les officiers ministériels chargés de procéder à des adjudications (1854), à la réalisation des cautionnements définitifs en numéraire (1856), à l'encaissement anticipé des paiements faits par des adjudicataires ou acquéreurs de biens communaux (1857).

Locations et adjudications.

Etat des revenus communaux par arrondissements et par communes (s. d.).

10120**Partage, jouissance et mise en valeur.**

1669 - 1866

Instructions ministérielles, observations et rapports.

Copie de l'édit du roi portant règlement pour le partage des biens des communautés dans la province des Trois-Evêchés, donné à Marly en juin 1769 (s. d.). Note d'interprétation des articles de la loi du 10 juin 1793 (s. d.). Instruction engageant le préfet à suspendre l'exécution des arrêtés annulant les partages à Ay et Roupeldange (an X). Loi relative aux partages effectués en vertu de la loi de 1793 (an XII). Décret fixant le mode de jouissance commune (an XIII). Lettre relative aux partages légalement effectués avant la loi de 1793 (an XIII). Instruction refusant la demande de modification du mode de jouissance de 10 communes et indiquant la marche à suivre pour établir des redevances annuelles (an XIII). Transmission des délibérations des conseils municipaux qui demandent à changer de mode de jouissance (an XIII). Décision soumettant au Conseil d'Etat les décisions prises par les conseils de préfecture en matière de partage (an XIV). Instructions relatives à l'irrégularité des copies de décisions des conseils de préfecture (1806). Décision relative à la base de partage des biens indivis entre plusieurs communes (1807). Avis du Conseil d'Etat relatif à la modification du mode de jouissance établi par la loi de 1793 (1808). Observations du préfet au ministre de l'intérieur au sujet de l'établissement de redevances sur les biens partagés (1808). Instruction relative au vœu du conseil général de la Moselle exposant les avantages d'un mode uniforme pour la jouissance, réponse du préfet (1823). Lettre relative au mode de jouissance en Moselle (1823). Réponse préfectorale relative aux règlements qui régissaient les partages dans le duché de Lorraine (1823). Observations relative à l'établissement de taxes et de redevances sur les lots d'affouage et les biens partagés en vertu de l'édit de juin 1769 (1825). Instruction du garde des sceaux relative à la jouissance des lots de portions par les étrangers [1825]. Analyse du ministère de la justice relative aux droits des étrangers (1825). Observations du préfet sur les modes de jouissance dans le département et sur les mesures auxquelles cet état de chose donne lieu (1828). Instruction sur les moyens de régulariser les jouissances (1828). Rapport du préfet relatif aux redevances sur les lots de portions (s. d.). Rapport au préfet et instruction aux maires relatifs à la situation des partages, aux mesures prises pour les régulariser et pour faire autoriser légalement l'établissement des droits d'entrée (1831). Observations du préfet relatives aux biens communaux et aux conditions qui peuvent être imposées à ceux qui en jouissent (1832). Observations relatives au mode de jouissance dans plusieurs communes (1832). Projet de lettre au ministre du commerce relatif au nouveau partage des biens des communes de l'ancienne province des Trois-Evêchés, réponse ministérielle (1833). Correspondance relative aux conditions de jouissance (1835, 1836). Circulaires ministérielles soumettant à l'examen du conseil général le projet de code rural établi par la commission (1836), invitant à soumettre à l'examen des conseils d'arrondissements et du conseil général les questions relatives à la législation des biens communaux contenues dans la circulaire précédente (1837). Circulaire relative à l'annulation des délibérations établissant des droits d'entrée sur les nouveaux habitants (1838). Transmission de l'arrêt de la cour royale de Colmar du 26 novembre 1836 relatif à l'illégalité de la perception de droits d'entrée (1838). Rapport au préfet sur le mode de jouissance (après 1842). Circulaires relatives à l'établissement des tableaux des biens communaux indiquant leur nature, leur valeur et leur mode de jouissance (1844, 1845). Circulaire relative au paiement des contributions assises sur les biens communaux (1845). Législation et jurisprudence applicable au partage des biens et à l'affouage (1847-1849). Circulaire ministérielle invitant à soumettre au conseil général le projet de décret relatif à l'administration des biens communaux non cultivés et susceptibles de l'être (1848). Instruction relative au mode de jouissance (1852). Correspondance relative à une rumeur sur le projet d'affermier les biens communaux à des compagnies industrielles (1855). Communes de l'ancienne province des Trois-Evêchés : mémoire sur les difficultés soulevées par les biens communaux régis par l'édit de juin 1769 (1856), note du préfet relative à la jurisprudence en matière de jouissance (1856), correspondance avec le préfet de la Somme relative à la mise en valeur des biens (1856), modèle de règlement pour le partage usufruitier des terrains (s. d.), états des communes avec mention soit de l'abrogation de l'édit de 1769, soit de partages usufruitiers ordinaires (s. d.), référence bibliographique sur la cense de Neudelage [Aboncourt] (s. d.), copie de l'ordonnance d'août 1669 relative aux biens appartenant aux communautés d'habitants et aux paroisses (1857), états des communes de l'ancienne province des Trois-Evêchés régies par l'édit de 1769 (1857), état des communes régies par l'édit de 1769 qui ont fait homologuer le partage des biens par le parlement de Nancy entre 1771 et 1775, correspondance avec la cour impériale de Nancy (1857), copies d'arrêtés de la cour impériale de Metz, de jugements du tribunal de Charleville (1858), arrêt du Conseil d'Etat concernant la commune de Cheminot (1858).

Instructions préfectorales.

Recherche des portions communales appartenant aux enfants de l'hospice de la Patrie à Nancy : correspondance, tableau nominatif, questionnaire d'enquête sur les biens des communes concernées (an XI). Instruction relative à la fixation du mode de jouissance des portions communales (an XIII). Lettre aux maires encourageant le prélèvement d'une redevance annuelle sur chaque portion partagée en vertu des anciens édits (an XIII). Instruction aux sous-préfets relative à la réunion des conseils pour délibérer sur la légalité des partages (an XIII). Circulaire pour l'exécution de l'arrêté préfectoral du 15 brumaire an XIII sur les partages (affiche, 1806). Instruction au sous-préfet de Thionville relative à la demande de Philippe Froment, militaire retiré du service à Tressange, pour obtenir la jouissance d'une portion (1811). Arrêté relatif à la réclamation du sieur Le Picard, percepteur de la circonscription d'Ay, pour faire saisir les récoltes des retardataires sur le paiement des contributions (1819). Arrêté relatif aux poursuites des retardataires sur le paiement des redevances (1819). Projets de circulaires relatives au partage des biens en Meurthe et en Moselle (1820). Transmissions aux sous-préfets et aux maires d'une circulaire et d'un rapport sur les formalités de régularisation du recouvrement des droits d'entrée et sur l'établissement des redevances annuelles (1824). Renseignements sur les règles observées dans la Meurthe pour la jouissance, modèle d'arrêté de partage (1824). Modèles de projets de partages (s. d.). Modèles de délibérations pour la régularisation des partages et l'établissement de droits d'entrée et de redevances annuelles dans les communes des anciens duchés de Lorraine et de Bar (s. d.). Instruction au sous-préfet de Sarreguemines au sujet des droits d'entrée (1825). Arrêté autorisant les conseils municipaux à délibérer sur l'établissement des redevances et des droits d'entrée et sur le mode de jouissance (1829). Instruction relative aux rôles des redevances sur les biens communaux et les lots d'affouage (1829). Circulaire aux maires relative à la régularisation des partages, à l'établissement des droits d'entrée et des redevances annuelles (1829). Instruction au sous-préfet de Sarreguemines relative à la régularisation des partages (1829). Projet d'instruction au sujet de l'établissement des droits d'entrée (1830). Instruction au maire de Servigny-lès-Raville relative à la réclamation de François Poncelet au sujet du paiement d'un droit d'entrée (1832). Définition de l'affouage et des biens communaux (1835). Consultation du conseil général de la Moselle et des conseils d'arrondissement relative à la possibilité de modifier la législation pour mettre en valeur les biens communaux (1836, 1837). Instruction au sous-préfet de Château-Salins relative à l'autorité chargée de statuer sur le contentieux en matière de jouissance (1843). Circulaire relative au mode de jouissance (1846). Rappel au maire relatif à l'exécution de la circulaire précédente, tableaux de calculs (1847). Circulaire aux maires relative aux taxes imposées sur les habitants pour leur admission aux avantages communaux (1853). Annexe à la proposition déposée par le sénateur de Goulhot de Saint-Germain : état des propriétés appartenant aux communes et sections de Moselle, par nature de cultures principales (1856). Instruction relative aux redevances établies sur les terrains communaux partagés (après 1858). Rejet des propositions présentées par les ingénieurs du service hydraulique pour la mise en valeur des terrains incultes dans l'arrondissement de Sarrebourg (1863-1865). Instruction au sous-préfet de Sarreguemines relative aux maires retardataires dans l'envoi des tableaux des communaux en application de la loi du 28 juillet 1860 (1866).

10120/1

Arrêté préfectoral du 15 brumaire an XIII relatif aux dispositions pour l'exécution de la loi du 9 ventôse an XII sur les partages.

Affiche imprimée chez Antoine l'aîné à Metz.

[1806]

Partage des biens communaux et jouissance des portions.

1746 - 1813

Légalité des actes de partages et création de ressources.

1746 - 1813

10121

Arrêtés préfectoraux d'annulation, de remises en possession ou d'autorisation de location des biens.

Classement par années.

An VIII [23/09/1799 - 23/09/1800] - 1809

Arrêtés préfectoraux, délibérations, actes de partage.

Les délibérations sont passées en exécution de l'arrêté préfectoral du 15 brumaire an XIII pour déterminer la légalité ou l'illégalité des partages et des modes de jouissance, et en application de la circulaire préfectorale du 16 frimaire an XIII relative à la location des biens. Elles concernent souvent les moyens que la commune se propose d'employer pour payer ses dettes et les charges obligatoires notamment en matière de cultes. Ces dossiers contiennent aussi des réclamations de particuliers qui contestent les partages ou exigent d'obtenir la jouissance d'une portion et des décisions préfectorales (classement par arrondissements).

1746 - 1813

10122

Arrondissement de Briey.

Havange : acte de partage, délibération (an XIII).

Malancourt [Montois-la-Montagne] : acte de partage (an II), délibération (an XIII).

Neufchef : délibération relative aux ressources pour payer le traitement du vicaire Charles-François Berthélemy (an XIV).

Pierrevillers : arrêté d'annulation du partage (an IX).

An II - An XIV [22/09/1793 - 23/09/1806]

10123 - 10124 Arrondissement de Metz.

1746 - 1807

10123

Ancy-lès-Solgne à Luppy.

Ancy-lès-Solgne [Solgne] : annulation du partage (an IX).

Adelange : location des biens pour réparer les bâtiments du culte (an II, an XIII).

Amanvillers : déclaration relative à l'absence de biens (1806).

Ancerville : vote d'une redevance annuelle sur les portions pour financer les réparations urgentes (an XIV).

Argancy, Olgy : délibération relative au mode de jouissance (1806), réclamation du marchand cirier Bailler relative aux fournitures faites de 1788 à 1793 et vote d'une redevance sur les portions (1806).

Arriance : délibération exposant le mode de jouissance et louant 2 portions (an VI, an XIII, 1806).

Ars-sur-Moselle : annulation du partage (an IX).

Aube : location d'une partie des biens (an XIII), réclamation de l'épouse de Nicolas Joly relative à l'occupation de sa portion par Michel Brouant (1806).

Augny et Châtel-Saint-Blaise : délibération en faveur de l'annulation du partage des biens de l'annexe, concernant la propriété d'un terrain contestée par Bertrand de Luzeraille ainsi que la perception d'une redevance sur les carrières (1806).

Avancy [Sainte-Barbe] : certificat indiquant la nature des biens (1806).

Ay-sur-Moselle : arrêté d'annulation du partage (an IX).

- Bambiderstroff : autorisation de location des biens pour le traitement du desservant (an XIV).
- Basse-Vigneulles : délibération sur le partage et le mode de jouissance fixé en l'an VII (an XIII).
- Béchy : délibération sur le mode de partage (an XIII, 1806).
- Bettange : délibération favorable au maintien temporaire du partage (1806).
- Bionville : annulation du partage et autorisation de location des prés (an IX, an XIII).
- Borny [Metz] : annulation du partage (an IX).
- Burtoncourt : délibération favorable au maintien du partage et à la location des terres (an XIII).
- Chailly-sur-Nied [Courcelles-sur-Nied] : délibération sur le partage et le mode de jouissance (1806).
- Charly : annulation du partage (an IX).
- Chémery : délibération sur le partage de l'an XII (an XIII).
- Chesny : annulation du partage (an IX), délibération sur l'absence d'acte de partage et la fixation d'une redevance (an XIII).
- Cheuby [Sainte-Barbe] : annulation du partage (an IX).
- Chevillon [Maizeroy] : annulation du partage (an VIII, an IX), instruction relative à l'accaparement de terres appartenant à la famille Bomisotte, concerne aussi la pétition de Christine Poulmaire contre le partage de Hauconcourt (an XIII), annulation du partage de l'an IX (1806).
- Chieulles : annulation du partage de 1793 et location des biens (an IX, an XIII).
- Coincy : instruction favorable à la mise en jouissance de Louis Boulay (an XIII, an XIV).
- Colligny : délibération en faveur du maintien des usages (1806).
- Colombey [Coincy] : annulation du partage (an IX), pétition des habitants relative aux sommes avancées en 1787 pour l'entretien des édifices cultuels (an XIII).
- Courcelles-Chaussy : annulation du partage (an IX).
- Courcelles-sur-Nied : délibérations en faveur du maintien du partage de 1771 (1771, 1806), établissant une redevance sur les portions pour l'achat du presbytère de la succursale (1806), annulation de l'adjudication des lots (1807).
- Crépy [Peltre] : délibération pour le paiement de la quote-part due pour le loyer du presbytère de Peltre (1806).
- Dain-en-Saulnois [Rémilly] : délibération en faveur du maintien du partage (1790, 1806).
- Dornot : mise en possession et location d'un terrain (1806).
- Eblange : annulation du partage (an X), délibération relative au partage de l'an X (an XIII).
- Failly : annulation du partage (an IX), délibération relative à la refonte de la cloche de la succursale (an XIV).
- Fèves : annulation du partage (1806, 1807).
- Fey : annulation du partage de 1791 (an X, an XI).
- Flocourt : délibération sur le partage et le mode de jouissance (1806).
- Frontigny [Mécleuves] : lettre indiquant la conformité du partage à l'édit de juin 1769 (1806).
- Goin : arrêté restituant des terres à la fabrique (1807).
- Gomelange et Colming : suspension de la location des prés après la plainte des habitants de Colming (1806).
- Gorze : délibération relative à l'absence de biens (1806).
- Gravelotte : remise en possession des biens et location (an XIII).

Grigy [Metz] : annulation du partage (an IX).
 Guénange : annulation du partage (an IX).
 Guirlange : annulation du partage (an IX), délibération sur la location et le partage (1806).
 Hagondange : pétition de l'adjoint Jacques Fidry et du conseiller Nicolas Antoine contre la location [1806], location des biens (1807).
 Hauconcourt : délibération mettant en jouissance le desservant et rejetant la demande de Jean Stef (1806).
 Haute-Vigneulles : location pour l'achat du presbytère (1806).
 Hémilly : annulation du partage (an IX), délibérations en faveur de la location pour payer les dettes et fournir un logement au vicaire (an XIII), établissant un rôle sur les affouagistes (an XIV).
 Herny : annulation du partage (an IX).
 Holling : délibérations demandant copie d'un arrêté (an XIII), en faveur de la location pour l'achat d'un presbytère (1806).
 Jouy-aux-Arches : pétition de l'instituteur Martin Gobert relative à ses fonctions de chantre et délibération sur la location des biens (an XIII).
 Jury : annulation du partage (an IX).
 Ladonchamps [Woippy] : annulation du partage (an IX).
 Landonvillers [Courcelles-Chaussy] : annulation du partage, demande de maintien du nouveau partage (an VIII, an XIII).
 Laquenexy : actes de partage (an II-an IV, an XIII).
 Lemud : délibérations en faveur du maintien du partage de l'an IV (an XIII, 1806).
 Lessy : délibération sur la location pour payer les dettes et réparer le clocher (an XIII).
 Lorry-Devant-le-Pont [Lorry-Mardigny] : lettre du maire relative à la quote-part de Mardigny pour l'entretien des édifices cultuels, au rôle pour le salaire du garde champêtre, à l'entrée des vins dans Metz et à la suppression d'un sentier (1806).
 Lorry-lès-Metz : lettre sur le partage et le mode de jouissance (1806).
 Loutremange : annulation du partage (an IX).
 Luppy : réclamation de Barbe Bronne pour obtenir une portion (1806).

1771 - 1807

10124

Magny à Vulmont.

Magny [Metz] : annulation du partage (an IX).
 Maizeroy et Frécourt : annulation du partage (an IX), réclamation de l'entrepreneur Pierre Bazin pour des réparations à l'église et au cimetière (an XIII).
 Maizery : délibération sur le partage en vigueur (an XIII).
 Maizières : arrêté ordonnant la location des biens ou l'établissement de redevances sur les portions (1807).
 Malroy : annulation du partage (an IX).
 Many : remise en possession des biens, nouveau partage et location (copie 1793, an X, an XIII).
 Marly : délibération sur le partage et le mode de jouissance (1806).
 Méchy [Sanry-lès-Vigy] : annulation du partage (an IX).
 Méclevues : délibération favorable au maintien du partage de 1769 (1806).
 Mey : délibération relative au partage à l'amiable de l'an III (an XIII).
 Mont [Pange] : annulation du partage (an IX).
 Montoy : délibération favorable au maintien de l'usage (an XIII).
 Montigny-lès-Metz : annulation du partage (an IX).
 Morlange [Bionville] : annulation du partage (an IX).

Narbéfontaine : location des biens pour payer les frais de culte (an XIII, 1806).
 Noisseville : délibération sur le partage et le mode de jouissance (an XIII).
 Norroy-le-Veneur : annulation des partages de l'an II et l'an VII et mise en location (an XIII, 1806), délibération favorable à une redevance sur les portions (1806). Northen : délibération maintenant l'acte de partage (an XIII).
 Pagny-lès-Goin : délibération en faveur du maintien du partage (1746, 1788, 1790, an XIII).
 Pange : délibération favorable au maintien de l'usage et partage d'un terrain inculte à Chanville (1806).
 Plesnois : annulation du partage (an X).
 Pontigny [Condé-Northen] : annulation du partage (an IX, 1806).
 Pontoy : délibération sur le partage et le mode de jouissance (1806), arrêté relatif à un terrain défriché et planté en vignes par Charles Renaud (1806).
 Pontpierre : délibération sur l'emploi du produit de la location pour acheter le presbytère (an XIII, an XIV).
 Raville : annulation du partage de l'an X, aliénation d'une maison, location des biens pour réparer le presbytère, pétition de Félix Chaidron pour entrer en possession d'une portion et répartition des frais d'abornement (an VI-1806).
 Redlach : délibérations sur l'absence de biens et l'imposition pour le salaire du garde champêtre (an XIII), déclarant impossible la vente de l'affouage et ordonnant le paiement des redevances pour payer les luminaires du service religieux (an XIII), plainte de l'ingénieur des ponts et chaussées Nicolas Robin au sujet d'un rôle établi pour le traitement du garde champêtre (1806).
 Rémilly : annulation du partage (an IX).
 Retonfey : réclamation du desservant Mandoux relative à l'obligation de payer les contributions et à l'état du presbytère (1806), instruction relative à la transaction et à la jouissance des biens partagés en vertu de la loi de 1793 (1808).
 Rezonville : délibération en faveur du maintien du mode de jouissance (an XIII).
 Roupeldange : annulation du partage et réclamation d'Elisabeth Harter à ce sujet (copie 1793, an IX).
 Rozérieulles : annulation des partages de 1793 et de l'an VI, remise en possession et location des biens, délibération relative au remboursement d'une somme prêtée par la fabrique de Hagéville en 1774 (an XIII).
 Rugy [Argancy] : annulation du partage (an IX), délibération sur le partage et le mode de jouissance (an XIII).
 Rurange [-lès-Mégange] : remise en possession et location des biens (1806).
 Le Sablon [Metz] : lettre relative à la mise en jouissance de Nicolas Tribut et aux réclamations de trois habitants à ce sujet (1806).
 Saint-Julien-lès-Metz : délibérations relatives à la location d'une partie des biens et au nouveau partage (an XIII, 1806).
 Saint-Privat [Montigny-lès-Metz] : certificat sur l'absence de biens (an XIII).
 Sanry-sur-Nied : délibération et devis de réparation du clocher (an XIII), délibération sur le partage et le mode de jouissance (1806).
 Scy et Chazelles : remise en possession et location des biens (an XIII, 1806).
 Secourt : réclamation de trois habitants pour que Christophe Thomas se désiste des portions dites des tiers conformément à la coutume (1806), délibération sur le mode de jouissance (1806).
 Silly-en-Saulnois : acte de partage (an II).
 Silly-sur-Nied : acte de partage de l'an X et copie d'une délibération de l'an XIV (an X, 1806).

- Sorbey : annulation du partage (an IX), annulation des partages et mise en location (an XIII).
- Talange : maintien du mode de jouissance, correspondance relative au desservant, à l'instituteur et aux charges communales (1793, an XIII, 1806).
- Téterchen : délibération sur l'absence de partage et les modalités de location des biens (1806).
- Téting : délibération sur la location (an XIII).
- Thicourt : réclamation du desservant Thiébaud au sujet de l'état du presbytère de la succursale (1806), délibération relative à l'achat d'une cloche (1806), lettre relative à la quote-part de Chémery (1806).
- Thimonville : annulation du partage (an IX), délibération en faveur d'un nouveau partage (1806).
- Thury [La-Maxe] : délibération sur l'absence de biens et favorable au maintien de terres pour la vaine pâture (an XIII), autorisation de louer le patural de la Grange-aux-Dames (an XIV).
- Trémery : annulation du partage (an IX).
- Vahl-lès-Faulquemont : délibération sur les ressources pour construire un presbytère (avec plan du bâtiment par Coster, an XIII).
- Vallières [Metz] : annulation du partage (an X), pétition de la fabrique au sujet de l'entretien des édifices cultuels (an XIV).
- Valmunster : transmission des actes de partage de l'an VII et l'an XI (an VII, an XI, 1806).
- Vany : délibération sur le mode de jouissance (an XIII).
- Vaucremont [Bazoncourt] : annulation du partage (an VIII), délibération sur le partage et le mode de jouissance (1806).
- Vigny : lettre sur la conformité du partage à l'édit de juin 1769 (1806), arrêté de location des biens (1807).
- Vigy, Sanry-lès-Vigy et Béchy : délibérations sur les ressources pour financer l'entretien des édifices cultuels de la succursale (an XIII).
- Villers-Laquenexy [Laquenexy] : délibération favorable au maintien du partage (1806).
- Villers-Stoncourt : délibération renseignant sur les biens (an XIII).
- Volmerange [-lès-Boulay] : délibération et lettre relatives au financement de l'achat du presbytère (copie an XII, 1806).
- Vrémy : annulation du partage (an IX).
- Vulmont : délibération favorable au maintien du partage (1806).

1746 - 1807

10125

Arrondissement de Sarrebourg.

Etat des communes dont les biens ont été partagés en exécution de la loi du 10 juin 1793, de la distinction des communes qui ont demandé la révocation, de celles qui ont demandé le maintien et de celles qui n'ont pas de biens (an XII).

Etat des communes dont les revenus ont été augmentés par l'effet de leur rentrée en jouissance des biens qui avaient été partagés et du montant déjà connu ou présumé du revenu de ces biens (1806).

Instructions relatives à la révocation des partages dans diverses communes (1806, 1807).

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1807

10126

Arrondissement de Sarreguemines.

Altviller : vente de l'herbe des prairies pour financer le presbytère et le traitement du desservant (1806).
 Alsting et Zinzing : annulation du partage (an XIII).
 Bistroff : annulation du partage (1806).
 Bliesbruck : annulation du partage de 220 fauchées et autorisation de location (an XIII).
 Bousbach : maintien du mode de jouissance et location d'une partie des biens (an XIII), demande d'autorisation de location pour financer l'entretien des bâtiments du culte et de l'école (1806).
 Brulange : observations ministérielles relatives à un arrêté de préfecture réintégrant la commune dans la propriété de ses biens (1806).
 Cadenbronn [Nousseviller-Saint-Nabor] : délibération sur le partage (1806).
 Diffembach [-lès-Hellimer] : nouveau partage (1793-an X).
 Eincheville : annulation des redevances sur les portions et du nouveau partage, maintien de la propriété établi par le partage de l'an II (1808-1811).
 Epping : annulation du partage, remise en possession et location des biens (1806).
 Erching : approbation d'une imposition sur les portionnaires et de la location des biens (an XIII).
 Ernestviller : déclaration sur l'absence de biens (1806).
 Farébersviller : remise en possession des biens et location pour payer le traitement du desservant (1806).
 Folschviller : nouveau partage (an XIII, an XIV).
 Freybose : maintien en jouissance de Jean-Guillaume Schang, annulation du partage (an IX, 1806).
 Grosbliedertroff : mise en possession (an XIII).
 Guessling-Héméring : annulation du partage (an X).
 Hambach : arrêté du conseil de préfecture relatif à la régularité du partage de 1793 après la pétition de Daniel Larbaletrier et consorts (an XII), demande de location des biens (an XIII).
 Harprich : annulation du partage (an IX).
 Haspelschiedt : délibération sur l'absence de biens (1806).
 Hilsprich : nouveau partage (croquis, an XI-1806).
 Laning : location d'une partie des biens et fixation d'une redevance (s. d.).
 Metzting : pétition pour vendre 33 arbres sur un terrain pour financer la réparation d'un pont (an XIII).
 Nousseviller-lès-Puttelange [Nousseviller-Saint-Nabor] : locations des biens (an VIII).
 Obergailbach : mise en possession (an XIII, 1807).
 Puttelange-lès-Sarralbe [Puttelange-aux-Lacs] : location des biens (1806).
 Racrange : annulation du partage (an XIII).
 Rahling : location des biens (1806).
 Rémelfing : annulation du partage et mise en possession (an XIII, 1807), correspondance relative au paiement de la quote-part due à Neufgrange pour les frais de culte (1806).
 Rhodes : maintien du partage de l'an III (1806).
 Saint-Jean-Rohrbach : annulation du partage de 1793 et établissement d'un rôle de répartition de la dette entre les co-partageants (copie an II, an XI-an XIII).
 Sarralbe : lettre de transmission d'une délibération sur le traitement du vicaire (an XIV).
 Sarreguemines : lettre du curé Verdet au sujet des vicaires et de leurs traitements (1806), certificat relatif au non partage des biens (1806).
 Sarreinsming : vente de six chênes (an XIII).
 Seingbouse : annulation du partage (an XIII).

Théding : réclamation du curé Baur et instruction au sous-préfet pour créer des ressources pour le presbytère (an XIII).
 Valette [Hoste] : délibération sur le partage (1806).
 Viller : annulation du partage (an XIII, 1806).
 Wiesviller : annulation des anciens partages, location d'une portion et adoption d'un nouveau mode de jouissance (an XIII).
 Woelfling : mise en possession et rejet de la réclamation de Nicolas Martenstecker (1783-1806).

1783 - 1811

10127

Arrondissement de Thionville.

Alzing : maintien du partage (1806).
 Angevillers : autorisation de location des biens (an XIII).
 Bertrange et Imeldange : maintien du partage (1769, an XIII, 1806).
 Beuvange-sous-Justemont [Vitry-sur-Orne] : maintien du partage (1806).
 Bising [Grindorff] : maintien du partage (1806, 1807).
 Boler [Breistroff-la-Grande] : location des biens (1806).
 Bousse, Landrevange et Blettange : maintien du mode de jouissance à Blétange (an XIII), transmission des actes de partage (1806).
 Bouzonville : aliénation des biens pour payer les dettes (an IX), maintien du partage (an IX, an X, an XIII).
 Ebange et Daspich [Florange] : maintien du mode de jouissance et annulation de la location des lots (1806, 1807).
 Ebersviller : location des biens (an XIII).
 Escherange : maintien du mode de jouissance (1806).
 Esing [Rodemack] : maintien du partage en usage (1806).
 Evange [Breistroff-la-Grande] : maintien du partage (1806).
 Evendorff [Kirschnaumen] : maintien du partage (1806).
 Evrange : maintien de l'ancien mode de partage (an XIII).
 Felsberg [côte de Hombourg] : déclaration relative à l'absence de biens et location de la côte de Hombourg (1806).
 Freistroff : arrêté renvoyant devant le conseil de préfecture la demande de maintien du partage présentée par les habitants de Diding (1807).
 Gandrange et Amnéville : nouveau partage (an II, an 9, an X, 1806).
 Garche [Thionville] : réclamation de la veuve de Bernard Belfort pour son maintien en jouissance, concerne aussi Longuyon (an VIII).
 Gavisse : approbation du nouveau partage (1806).
 Grindorff : maintien du partage (an XIII).
 Guélange [Guénange] : maintien du partage (1806).
 Guénange : délibération sur le mode de jouissance et la fixation de redevances, règlement de partage de 1769, budget de l'an XV (1769, 1806).
 Guising [Bettviller] : délibération sur le partage et instruction du sous-préfet (1806).
 Hagen : indemnisation de Lambert Schneider et location des biens (an XIII, an XIV, 1806).
 Hargarten-aux-Mines : délibération favorable au maintien du partage (copie 1712, 1806).
 Haute-Rentgen : modification du partage (an XIII, 1806).
 Hayange : aliénation d'une partie des biens (1806).
 Heckling et Benting [Bouzonville] : annulation du partage (an IX).
 Hestroff : rejet de la pétition de l'architecte Antoine Blancheville au sujet du paiement de ses vacations (an XIV, 1806).
 Himeling [Puttelage-lès-Thionville] : maintien du partage (1806).

Kédange : locations des terres labourables et maintien du mode de jouissance des biens en surplus (1806).
 Kirsch-lès-Sierck : délibération sur le mode de jouissance (an XIII), location par petits lots des biens (1806).
 Launstroff : maintien du mode de jouissance (an XIII, 1806).
 Luttange : maintien de l'usage local (1806).
 Merschweiler et Kitzing : autorisation de location par petits lots (1806).
 Molvange [Escherange] : maintien du partage (1792, 1806).
 Montrequienne : annulation du partage (an IX).
 Moyeuve-Grande : annulation du partage (1794, an IX, an XII), délibération sur le mode de jouissance (1806).
 Moyeuve-Petite : autorisation d'un nouveau partage (1806).
 Neunkirchen : annulation du partage et location des biens (1806).
 Oeustrange [Thionville] : annulation du partage (an IX).
 Ottonville et Riquerange : réclamations de l'instituteur Georges Becker et du desservant Mathias Paquin relatives au paiement de leurs traitements (an IV, 1806).
 Preische [Basse-Rentgen] : maintien du partage (1806).
 Puttelange-lès-Rodemack [Puttelange-lès-Thionville] : maintien du partage et location d'une partie des biens (1806).
 Rémeldorff [Neunkirchen] : annulation du partage (an IX).
 Rémeling : répartition des biens (1806), annulation du partage et location des biens (1806, 1810-1813).
 Rémering [-lès-Hergarten] : annulation du partage et location des biens (an XIII, 1806).
 Rettel : maintien du partage de 1748 (1806).
 Ritzing : mise en possession et affermage des biens (1806).
 Rodemack : maintien du partage (an XI, 1806, 1807).
 Rosselange : annulation du partage (an X).
 Roussy-le-Village : maintien du partage (copie an II, an XIII).
 Rustroff : délibération sur le mode de jouissance et arrêté rejetant la réclamation du maire contre la location des biens (1806, 1807).
 Seming et Faulbach [Rodemack] : maintien du partage (an XIII).
 Sierck : maintien du mode de jouissance (1806).
 Voelfling : rejet de la demande d'annulation du partage (an XII, 1806). Volstroff : autorisation de location par petits lots (1806).
 Waldwisse : maintien du partage (1806).

1769 - 1813

Nouveaux partages.

Réclamations, annulations de partages, nouveaux partages, division de terrains.

1771 - 1837

10136

Arrondissement de Briey.

Correspondance avec le sous-préfet relative aux formulaires d'enquête sur la nature et l'importance des biens communaux (1823). Etat indiquant par communes la contenance des biens communaux partagés et ceux réservés à la pâture commune (1837).

Aumetz : réclamations d'habitants pour obtenir un nouveau partage, annulation de l'ancien partage (1826-1828).

1823 - 1837

10137

Arrondissement de Metz.

- Achâtel : réclamation du maire en faveur du maintien en possession des enfants de Dominique Gérardin (1826, 1827).
 Arriance : délibération en faveur d'un nouveau partage (1831).
 Bannay : demande d'un nouveau partage (1827).
 Béchy : réclamation de Marguerite Birhause et annulation du partage par le conseil de préfecture (1825, 1826).
 Charly : instruction relative à la division d'un terrain en 12 lots (1832).
 Ennery : réclamation des habitants contre le partage et le mode de jouissance (1830, 1831).
 Flévy : réclamations d'habitants et annulation du partage, instructions ministérielles relative à l'annulation (1771, 1790, 1823-1828).
 Goin : instruction relative au lot de Georges Morand, condamné aux travaux forcés (1821), annulation du partage (1824, 1825), instruction ministérielle annulant la décision du conseil de préfecture (1827), réclamation d'habitants en faveur d'un nouveau partage (1832).
 Guinglange : délibérations favorables à un nouveau partage (1831, 1832).
 Hauconcourt : réclamation de Jean-Nicolas Valentin pour obtenir le lot attribué à Joseph Loison et annulation du partage par le conseil de préfecture (1826, 1827), réclamation de Louis Stef pour entrer en jouissance d'un lot (1830-1832).
 Hincange et Brecklange : annulation du partage de la section de Brecklange par le conseil de préfecture (1825-1827).
 Maizeroy et Chevillon : instruction relative à la renonciation à des portions pour permettre le déplacement de la fontaine de Chevillon (1827).
 Many : instruction relative au mode de jouissance (1832).
 Pontigny [Condé-Northen] : correspondance relative à la pétition des habitants pour un nouveau partage (1835).
 Rémilly et Aubécourt : instruction relative à la mise aux enchères des lots vacants à Aubécourt (1832).
 Rezonville : délibération favorable à un nouveau partage (an XI, 1827).
 Rozérieulles : autorisation de partage d'un terrain communal de 30 hectares en friche (1830-1832).
 Sanry-sur-Nied et Domangeville : réclamations de Louis Humbert de Domangeville pour obtenir un lot (1819, 1827).
 Tragny et Thimonville : annulation du partage des biens de Tragny après la pétition d'habitants et projet d'un nouveau partage (1785, 1824-1829, 1836).

1771 - 1836

10138

Arrondissement de Sarreguemines.

- Achen et Etting : approbation du nouveau partage des biens à Etting (1824, 1826).
 Hellimer et Diffembach : projet de partage des biens à Diffembach (1826-1829).
 Neufgrange et Rémelfing : projet de partage des biens (1830), instruction relative au retrait des lots possédés par des célibataires et des absents (1832).
 Wittring : partage d'un pâtis communal (1831, 1832).
 Zimming et Dieding [Zetting] : demande de partage entre les habitants de Dieding d'un pâtis communal (1832).

1824 - 1832

10139

Arrondissement de Thionville.

- Fixem : rejet des réclamations de mise en jouissance de Jean Leicher, Jean Stourm et Nicolas Grosse (1831), sursis aux réclamations de Pierre Chauffray, Henri et Jean Kaizer (1831, 1832), demande d'un nouveau partage et instruction relative au retard pris dans l'approbation, concerne aussi Oeustrange [Thionville] (copie 1829, 1832).

Illange : rejet de la réclamation de l'étranger Pierre Godart pour obtenir une portion (1828).
 Kanfen : approbation du nouveau partage (1832).
 Metzeresche : établissement d'un nouveau mode de jouissance (1819-1827).
 Oeutringe [Thionville] et Entringe : réclamations de Pierre Vohl pour être admis au nouveau partage des biens de la section d'Entringe (1831, 1832).

1819 - 1832

Droits d'entrée en jouissance de portions communales.

1817 - 1862

10129

Application de l'instruction préfectorale du 3 mai 1824.

Instructions, délibérations relatives à l'instauration d'un droit d'entrée ou portant règlement de jouissance, états des nouveaux entrants, réclamations de particuliers, projets d'actes de partage, correspondance (classement par arrondissements).

1817 - 1832

Arrondissement de Briey.

Instruction au sous-préfet relative aux délibérations établissant des droits d'entrée à Boncourt [Meurthe-et-Moselle], Briey [Meurthe-et-Moselle], Abbéville [Meurthe-et-Moselle], Olley [Meurthe-et-Moselle], Jeandelize [Meurthe-et-Moselle], Petit-Failly [Meurthe-et-Moselle], Moineville [Meurthe-et-Moselle] et Havange, délibération de Havange (1824).

Arrondissement de Metz.

Ancy et Dornot : état des nouveaux entrants (1825).

Bannay : lettre du maire relative à l'instauration d'un droit (1832).

Arriance : délibération relative à l'instauration d'un droit et au remplacement du conseiller Jean-François Morainville par Jean Cougnon (1826).

Bazoncourt, Berlize et Vaucromont : délibération établissant un droit (1824).

Boucheporn : délibération, état des nouveaux entrants (1824).

Condé-Northen et Pontigny : état des nouveaux entrants, lettre relative à l'approbation de cet état [1824], réclamation de Nicolas Lecomte pour être remboursé des droits indument perçus (1832).

Corny : état des nouveaux entrants (1824).

Créhangé : instructions relatives à la copie d'une délibération instaurant un droit (copie 1817, 1824, 1825).

Elvange : rétablissement du droit (1832).

Faulquemont : état des nouveaux entrants, instruction au maire relative à l'instauration d'un droit et au remplacement d'un conseiller nommé adjoint (1824, 1825), réclamations de Barbe et Marie-Françoise Leclerc pour être dispensées du paiement des droits (1825).

Goin : lettre du maire relative aux résistances du conseil à l'établissement d'un nouveau partage et à la nécessité de louer les portions (1825, 1832).

Herny : état des nouveaux entrants, instruction informant que le préfet sursoit à statuer sur le recouvrement de droits d'entrée (1824, 1825).

Hinckange : délibération instaurant un droit, état des nouveaux entrants (1822, 1824).

Holling : état des nouveaux entrants (1827).

Jouy-aux-Arches : état des nouveaux entrants (1826).

Jussy : lettre du maire relative aux nouveaux entrants qui n'ont pas payé leur droit [1824].

Maizières : état des nouveaux entrants (1824).

Many : règlement de jouissance (1829).

Novéant : délibération instaurant un droit (1824).

Pontpierre : état des nouveaux entrants (1824).

Rémilly et Aubécourt : délibération instaurant un droit (1824).

Retonfey : lettre du maire relative à l'autorisation de recouvrement des droits (1825).

Rozérieulles : rôle sur les nouveaux entrants, annulation de l'instauration d'un droit et remboursement des sommes perçues en trop sur les affouagistes (1829, 1830).

Saint-Julien-lès-Metz : état des nouveaux entrants (1824).

Sainte-Ruffine : état des nouveaux entrants (1824).

Servigny-lès-Sainte-Barbe et Poixe : délibération établissant un droit, état des nouveaux entrants (1824, 1825).

Silly-sur-Nied : rôle des mariés pendant l'année qui doivent le droit de résidence, note de M. Jeanmaire (1824).

Sorbey : état des nouveaux entrants (1825).

Thimonville : lettre au maire relative à la régularité du partage (1826).

Vahl-lès-Faulquemont : états des nouveaux entrants (1826, 1827).

Vaux : rejet d'une délibération établissant une taxe pour obtenir le droit de fixer son domicile dans la commune (1821).

Vittoncourt : délibération instaurant un droit d'entrée (1824).

Volmerange [-lès-Boulay] : autorisation de recouvrement des droits, état des nouveaux entrants (1825, 1827).

Arrondissement de Sarreguemines.

Instructions au sous-préfet relatives à l'exécution d'un nouveau partage et à la perception des redevances et de droits d'entrée (1824), aux délibérations de 18 communes instaurant un droit d'entrée (1826).

Althorn [Goetzenbruck] (1825).

Bitche (1824, 1825).

Brulange : règlement sur les biens communaux (1825).

Destry : observations ministérielles et préfectorales relatives à l'établissement d'une redevance annuelle sur les lots de portions (1822, 1823), délibération (1825).

Diebling : délibération tendant à renouveler le droit d'entrée (1825).

Farschviller (1826).

Folschviller (1825).
 Grundviller (1825).
 Guéblange-lès-Sarralbe [Le-Val-de-Guéblange] (1825).
 Guessling-Héméring (1825).
 Haspelschiedt (1825).
 Hellimer : délibération réglant le partage des biens de la section de Diffembach et les droits et redevances établis sur les détenteurs (1832).
 Holving : délibération instaurant un droit d'entrée (1824).
 Landroff (1825).
 Lelling (1825).
 Loutzviller : délibération instaurant un droit d'entrée et instruction pour surseoir à statuer en attendant une régularisation du gouvernement (1824).
 Macheren et Petit-Ebersviller (1825).
 Maxstadt (1825).
 Racrange (1825).
 Rémering [-lès-Puttelange] et Richeling (1825).
 Rohrbach (1825).
 Sarralbe : règlement de jouissance (1826).
 Vallerange et Harprich (1825).
 Théding : délibération instaurant un droit d'entrée (1825).
 Welferding [Sarreguemines] (1825).

Arrondissement de Thionville.

Instruction au sous-préfet relative aux nouveaux partages des biens de Metzeresche, Boust et Parthe, Malling (1824).
 Gandrange : refus de la commune de procéder à un nouveau partage pour instaurer un droit d'entrée (1824, 1825).
 Gavisse : avis du sous-préfet et rejet des réclamations de Bernard Collin et Théodore Peltzer pour être indemnisés de la location de leurs portions (1832).
 Klang : transmission de la pétition de Nicolas Bachman relative à son admission à la jouissance (s. d.).
 Porcellette et Bas-Diesen : approbation de la délibération fixant le droit d'entrée à 6 F (1824).
 Waldweistroff : déclarations des nouveaux entrants et autorisation de recouvrement d'un droit d'entrée (1824).
 Oudrenne, Lemestroff et Petit-Breistroff : refus d'approbation du partage irrégulier, instruction au sous-préfet (1832).

10135

Annulation des délibérations instaurant un droit d'entrée en jouissance sur les nouveaux habitants.

Classement par arrondissements.

1822 - 1862

Arrondissement de Metz.

Bambiderstroff : arrêté annulant la délibération instaurant un droit d'entrée sans ordonner le remboursement de Jean-Paul Groutsch (copie 1829, 1850).
 Faulquemont : arrêté annulant l'instauration du droit d'entrée et admettant le garde forestier Niclause à l'affouage (copie 1829, 1842, 1843).
 Niedervisse : arrêté annulant l'instauration du droit d'entrée (1850).

Arrondissement de Sarreguemines.

Baronville : arrêté annulant le droit d'entrée après les réclamations de Nicolas Adam, François Bourguignon et Jean-Louis Petitmangin (1850, 1851).
 Brulange : arrêté d'annulation (1850).
 Cappel : arrêté annulant le droit d'entrée et ordonnant l'inscription de Jean Sitter sur la liste des affouagistes (1851).
 Sarreinsming : arrêté d'annulation (1852).
 Viller : arrêté d'annulation (1850).

Arrondissement de Thionville.

Observations et demande de renseignements du sous-préfet au sujet du maintien d'une taxe uniforme, délibération de Fixem (1847).
 Bouzonville : rejet d'une délibération instaurant un droit d'entrée (copies 1822, 1835, 1853).
 Chémery [-lès-Deux] et Hobling : arrêté d'annulation après la réclamation de Jean Koch (copie 1845, 1856, 1857).
 Fixem : arrêté d'annulation (1850).
 Florange : transmission d'une délibération instaurant un supplément de taxe aux redevances (1847).
 Kemplich : arrêté annulant le rétablissement du droit d'entrée et admettant l'ancien instituteur Jean Laurent au partage de l'affouage (1850).
 Koenigsmacker : arrêté annulant le rétablissement d'un droit d'entrée (1849, 1850).
 Manderen et Tunting : arrêté annulant les délibérations établissant un droit d'entrée après la réclamation de Jean Jung (copie 1841, 1849, 1852, 1853).
 Schwerdorff : arrêté annulant le droit d'entrée (1855, 1856).
 Uckange : arrêté d'annulation (copie 1846, 1862).
 Volkrange : transmission de la réclamation de Jean Probst de Metzange pour être remboursé du paiement de son droit (1847).

Régularisation de l'établissement des droits d'entrée et des redevances fixes sur les lots.

Application de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1829 autorisant les conseils municipaux à délibérer : nous ne signalons pas les délibérations, mais uniquement les autres types de documents tels que les instructions, les rôles, les nouveaux partages.

1778 - 1834

10130

Arrondissement de Briey.

Liste des communes qui se sont ou ne se sont pas pourvues pour obtenir un nouveau partage de leurs biens, rôle sur les nouveaux entrants de Fontoy (1829).

1829

10131 - 10132 Arrondissement de Metz.

1829 - 1834

10131

Achâtel à Louvigny.

Achâtel (1829).

Adaincourt (1834).

Adelange : partage (1829, 1830).

Ancerville (1829).

Ancy et Dornot (1829).

Antilly (1829).

Arraincourt (1829).

Ars-Laquenexy (1829).

Ars-sur-Moselle (1829).

Aubécourt (1830).

Augny (1829).

Bambiderstroff (1829).

Béchy (1829).

Beux (1829).

Bionville (1829).

Borny et Grigy [Metz] (1829).

Burtoncourt (1829).

Chanville (1829).

Charly (1829, 1833, 1834).

Chémery [Faulquemont] (1829).

Cheminot et Longeville : délibération relative à un nouveau partage et aux droits d'entrée (1829, 1831, 1833).

Chérisey (1829).

Chesny (1829).

Chevillon [Maizeroy] : instruction (1831).

Coincy (1829).

Corny (1829).

Coume (1829).

Courcelles-Chaussy (1829).

Courcelles-sur-Nied (1829).

Créhange (1829).

Cuvry (1829).

Dain-en-Saulnois [Rémilly] (1829).

Denting (1829).

Eblange (1829).

Ennery (1829).

Failly (1829).

Faulquemont (1829, 1831).

Fey (1829).

Flérange et Dorviller (1829).

Fleury (1829).

Flévy : instruction (1829).

Flocourt (1829).

Fouligny (1829).

Foville (1829).
 Glatigny (1829).
 Gomelange (1829).
 Guinkirchen, Mégange et Rurange (1829, 1831, 1832).
 Guirlange [Gomelange] (1829).
 Hallering (1829).
 Hauconcourt (1829).
 Helstroff et Macker (1829).
 Hinckange et Brecklange (1829).
 Holling (1829).
 Jouy-aux-Arches : rôle (1829).
 Jury (1829).
 Jussy (1829).
 Landonvillers (1829).
 Laquenexy (1829, 1832).
 Lemud (1829).
 Liéhon (1829).
 Lorry-Devant-le-Pont [Lorry-Mardigny] : instruction (1829).
 Lorry-Vigneulles [Lorry-lès-Metz] (1829).
 Loutremange : instruction ordonnant la restitution des droits d'entrée à Joseph et Nicolas Michaux (1829, 1831, 1832).
 Louvigny (1830, 1831).

1829 - 1834

10132

Magny à Zimming.
 Magny [Metz] : instruction (1829).
 Maizeroy et Chevillon : instruction (1829).
 Maizery (1829).
 Maizières (1829).
 Malroy : instruction (1829).
 Marange-Zondrange (1829).
 Marieulles (1829).
 Marly (1829).
 Marsilly (copie 1778, 1829).
 Mécleuves (1829).
 Moncheux (1830).
 Montigny (1829).
 Moulins (1829).
 Niedervisse (1829).
 Norroy-le-Veneur (1829).
 Novéant (1829).
 Orny (1829).
 Ottonville (1829).
 Piblange, Drogny et Bockange : réclamation de Pierre Cilles de Bockange relative au droit d'entrée (1832).
 Pommérieux (1829).
 Pontoy (1829).
 Pournoy-la-Chétive (1829).
 Raville (1829).
 Retonfey (1829).

Le Sablon [Metz] (1829).
 Saily (1829).
 Saint-Julien-lès-Metz (1829).
 Saint-Jure, Alémont et Ressaincourt (1829).
 Sainte-Ruffine (1829).
 Secourt : instruction (1829).
 Servigny-lès-Raville : instruction (1829).
 Servigny-lès-Sainte-Barbe (1829).
 Silly-sur-Nied (1829).
 Silly-en-Saulnois (1829).
 Solgne (1829).
 Sorbey (1829).
 Talange et Hagondange : rôle (1829).
 Téterchen (1829).
 Téting (1829).
 Thicourt (1829).
 Thimonville (1829).
 Thonville (1829).
 Trémery (1829).
 Vahl [-lès-Faulquemont] (1829).
 Vatimont (1829).
 Vaux : instruction relative au nouveau partage (1829).
 Vernéville (1829).
 Verny : rôle (1829).
 Vigy (1829).
 Vionville (1829).
 Voimhaut (1829).
 Volmerange (1829).
 Vulmont (1829).
 Woippy (1829).
 Zimming : délibération fixant le montant des droits d'entrée (1832).

1778 - 1832

10133

Arrondissement de Sarreguemines.

Lettre du sous-préfet au préfet (1829). Etats indiquant pour chaque commune le montant des droits perçus sur les nouveaux entrants, le montant des redevances annuelles sur chaque lot, la contenance des lots et le nombre de lots (s. d.).

Baronville et Leyviller (an XI, 1829, 1830, 1832).

Hellimer et Diffembach, Hombourg-Haut et Hellingering [-le-Grand] (1831-1833).

Barst,

Betting,

Béning,

Bining-lès-Rohrbach,

Bitche,

Bliesbruck,

Blies-Guersviller et Blies-Schweyen,

Boustroff,

Brulange et Haute et Basse-Suisse,

Cappel,

Cocheren,

Destry,
 Erstroff,
 Farébersviller,
 Farschviller,
 Freyhouse,
 Grosbliederstroff,
 Guéblange-lès-Sarralbe [Le-Val-de-Guéblange],
 Guessling-Hémering,
 Holbach,
 Holving,
 Ippling,
 Kappelkinger,
 Kirviller,
 Lachambre,
 Landroff et Eincheville,
 Lelling,
 Liederschiedt,
 L'Hôpital et Carling,
 Macheren,
 Marienthal [Barst],
 Neunkirch [Sarreguemines],
 Nelling et Petit-Rohrbach,
 Obergailbach,
 Petit-Tenquin et Gréning,
 Petit-Ebersviller [Macheren],
 Racrange,
 Rémering [-lès-Puttelange] et Richeling,
 Reyersviller,
 Rosbruck,
 Tenteling et Ebring,
 Théding,
 Vahl-Ebersing,
 Valmont,
 Viller,
 Walschbronn,
 Welferding [Sarreguemines],
 Wiesviller et Woelfling,
 Wittring (1829).

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1832

10134

Arrondissement de Thionville.

Aboncourt,
 Angevillers,
 Basse-Kontz,
 Bettelainville,
 Boust,
 Budling,
 Ebange [Florange],
 Florange,
 Guénange et Guélange,

Kanfen,
 Kemplich,
 Manom,
 Marspich [Hayange],
 Metzervisse,
 Molvange [Escherange],
 Mondorff,
 Monneren et Sainte-Marguerite,
 Montenach,
 Uckange,
 Rochonvillers,
 Rurange et Montrequienne.

1829

Exploitation et mise en valeur des biens communaux.

1844 - 1868

1085

Locations et adjudications illégales dans l'arrondissement de Sarrebourg.

1827 - 1832

Etats des biens communaux et des irrégularités et recettes occultes constatées.

Etat des biens communaux de la division de perception de Sarrebourg, état indicatif des biens communaux soustraits ayant une destination illégale, des perceptions faites sans autorisation et des abus existants dans les revenus des communes, transmis par le receveur particulier des finances de l'arrondissement (1827).

Recettes occultes et irrégularités.

Instruction au sous-préfet relative aux recettes occultes signalées par le receveur particulier de l'arrondissement (1829, 1830).

Biens dont jouissent l'instituteur, le pâtre et le fournisseur de bêtes mâles : réclamations des maires de Brouderdorff relative au pré communal abandonné au fournisseur du taureau commun (1830), de Berling, Vittersbourg (1831), instruction au sous-préfet relative à l'abandon d'un pré communal à Arzviller en faveur du fournisseur du taureau commun (1831).

Irrégularités constatées par les percepteurs : état détaillé des recouvrements qui se font sur les revenus communaux des perceptions de Cirey, Fénétrange, Niderviller, Phalsbourg, instruction au percepteur de la division de Réchicourt relative à la régularisation des locations et des adjudications, état des biens communaux qui peuvent avoir une destination illégale ou non dans la perception de Sarraltroff (1831).

Etat des biens communaux dont la location a été ordonnée par arrêté préfectoral du 28 juillet 1831.

Perceptions d'Azoudange, Cirey, Fénétrange, Lorquin, Niderviller, Phalsbourg, Réchicourt, Sarraltroff, Sarrebourg (1832).

10128

Evaluation du revenu des biens communaux partagés et de la coupe affouagère dans l'arrondissement de Briey.

Bronvaux, Fontoy, Havange, Lommerange, Montois et Malancourt, Neufchef, Nilvange et Rédange : procès-verbaux d'expertise des biens communaux et de l'affouage, délibérations relatives aux dépenses locales et à celles de la 3e section du budget.

1824

10146

Tableau statistique de la contenance, valeur et revenus des biens communaux non affectés à un service public.

Arrondissements de Briey, Metz, Sarreguemines et Thionville.

10152

Statistiques des biens communaux appartenant aux communes.

Tableaux par arrondissements de perception indiquant le nom des communes, la contenance cadastrale, le revenu réel net, la valeur capitale ou vénale et la contribution foncière sur les propriétés imposables de toute nature et sur les pâtures, terres vaines, landes, bruyères et sables, la contenance cadastrale et contribution foncière sur les bois, sur les terres labourables, jardins, vergers, vignes, prés, herbages, sur les maisons, usines et propriétés industrielles et sur les marais, des observations.

10153

Biens communaux des sections de communes.

Etude des questions relatives à la situation des biens des sections de communes et des biens communaux en général : instruction ministérielle, livret extrait du Journal des économistes intitulé "Les sections des communes et la loi du 28 juillet 1860 sur la mise en valeur des biens communaux : essai de statistique des sections" par Louis Aucoc, correspondance avec le receveur général des finances et le directeur des contributions directes, transmission d'états dressés par l'administration des contributions directes, statistiques des biens communaux appartenant aux communes et aux sections, transmission des états au ministère, questionnaire sur les sections de communes et les biens communaux en général.

Renseignements s'appliquant aux sections, hameaux ou groupes d'habitants possédant séparément des biens communaux : états par perceptions dans les arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg.

1863

10154

Relevé des propriétés foncières des communes.

Circulaire ministérielle relative à la transmission d'un relevé des propriétés foncières productives et improductives de revenus, relevé, réponse préfectorale. Lettre au directeur des contributions directes relative à la transmission des tableaux. Instruction aux sous-préfets relative à l'aliénation des propriétés foncières improductives pour procurer des ressources aux communes. Relevés des propriétés foncières appartenant aux communes des arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg d'après les extraits des matrices cadastrales.

1864

Renseignements statistiques.

Tableaux indiquant la nature des biens, leur contenance, la valeur approximative du fonds, la manière dont la commune en jouit, le règlement ou l'usage local sur la jouissance des habitants, l'indication des titres sur lesquels sont fondés les usages locaux qui dérogent au principe de l'égalité de droits entre habitants chefs de ménage, des observations sur l'utilité ou l'opportunité qu'il y aurait de modifier le mode actuel de jouissance.

1844 - 1847

10140

Arrondissement de Briey.

1847

10141

Arrondissement de Château-Salins.

La statistique indique le nom des communes, des renseignements sur les bois soumis au régime forestier, les bois non soumis au régime forestier, les biens partagés, les terrains affectés au pâturage, les terrains affermés.

Le tableau des biens indique leur nature, leur contenance, leur valeur, la manière dont les communes en jouissent et les changements qu'il conviendrait d'apporter dans les modes de jouissance.

1844

10142

Arrondissement de Metz.

[1847]

10143

Arrondissement de Sarrebourg.

La statistique indique le nom des communes, des renseignements sur les bois soumis au régime forestier, les bois non soumis au régime forestier, les biens partagés, les terrains affectés au pâturage, les terrains affermés.

Le tableau des biens indique leur nature, leur contenance, leur valeur, la manière dont les communes en jouissent et les changements qu'il conviendrait d'apporter dans les modes de jouissance.

1844

10144

Arrondissement de Sarreguemines.

[1847]

10145

Arrondissement de Thionville.

[1847]

Application de la circulaire préfectorale du 22 avril 1846.

Délibérations relatives au mode de jouissance des biens communaux et d'affouage, correspondance, tableaux indiquant la nature, la contenance, la manière dont la commune jouit des biens et les changements qui ont été apportés à ce mode de jouissance, listes des détenteurs et des aspirants à la jouissance, réclamations.

1846 - 1847

10147

Arrondissement de Briey.

Tableaux indiquant la nature des biens que possèdent Boulange et Bassompierre, Tressange et Ludelage (s. d.).

1846 - 1847

10148 - 10150 Arrondissement de Metz.

1846 - 1847

10148

Achâtel à Guirlange.

1846 - 1847

10149

Hallering à Pournoy-la-Grasse et Verny.

1846 - 1847

10150

Raville à Zimming.

1846 - 1847

10151

Arrondissement de Thionville.

1847

Exécution de la loi du 28 juillet 1860.

Reconnaissance des marais, terres humides et terres incultes appartenant aux communes : tableaux de renseignements par cantons et par communes, correspondance, arrêtés préfectoraux, rapports des ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, délibérations.

1866 - 1868

10155

Arrondissement de Briey.

Cantons d'Audun-le-Roman, Briey, Longwy.

1866 - 1868

10156 - 10157 Arrondissement de Metz.

1866 - 1868

10156

Cantons de Boulay, Faulquemont, Gorze, 1er, 2e et 3e cantons de Metz.

1866 - 1868

10157

Cantons de Pange, Verny, Vigy.

1866 - 1868

10158

Arrondissement de Sarreguemines.

Cantons de Bitche, Forbach, Grostenquin, Rohrbach, Saint-Avold, Sarralbe, Sarreguemines, Volmunster.

1866 - 1868

10159

Arrondissement de Thionville.

Cantons de Bouzonville, Cattenom, Metzervisse, Sierck, Thionville.

1866 - 1868

Forêts

1724 - 1870

Documents généraux.

1741 - 1870

10100

Instructions.

1810 - 1866

Recensement des textes officiels de 1827 à 1856 (s. d.).

Délits.

Instruction ministérielle relative à la compétence des préfets en matière de remise d'amende (1830). Instruction aux maires relative à la délivrance de certificats d'insolvabilité aux délinquants forestiers propriétaires d'immeubles (1835).

Gardes forestiers.

Circulaire préfectorale aux maires et aux administrateurs des hospices et établissements publics relative au paiement des gages (1810). Circulaire ministérielle relative au traitement (1828). Lettre de l'inspecteur des forêts de Sarreguemines au sujet de la réintégration du garde Génochion (1832). Avis préfectoral relatif au serment (1852). Règlement relatif à la participation des préposés communaux à l'institution de la caisse des retraites (1860). Avis d'une décision ministérielle portant que les préposés forestiers domaniaux ou mixtes ne pourront se marier qu'après en avoir référé à l'administration (1861). Instructions ministérielles relatives à la centralisation des fonds destinés au salaire des gardes (1863). Circulaires ministérielles exemptant de timbre les quittances des préposés dont le traitement est inférieur à 300 F (1866), relative aux retenues pour les pensions (1866).

10101

Statistiques.

1784 - 1823

Rapport et statistiques relatives aux bois de l'arrondissement de Briey.

Tableau indiquant le nom, le nombre d'arpents, le nom des propriétaires, l'état et l'âge, le nombre d'arpents annuellement exploités, le nombre de cordes qu'ils produisent et l'indication des débouchés existant ou possibles de leur procurer (1784).

Statistique des bois des communes et des établissements publics.

Tableau indiquant, par communes, la dénomination, la contenance totale, l'étendue mise en réserve, les essences dominantes, les modalités d'aménagement, la contenance des coupes annuelles, l'aperçu du produit annuel en argent (s. d.).

Etat des bois communaux.

Tableau indiquant, par communes, la quantité possédée et le salaire des gardes (s. d.).

Liste de communes des arrondissements de Thionville et Sarreguemines (s. d.).

Etat général des bois des communes de l'arrondissement de Briey.

Tableau indiquant la contenance des bois, la contenance des coupes délivrées en 1810, les vacations dues par les communes pour le récolement de 1809 et la délivrance de 1810, des observations (1810).

Fragment de l'état général des bois des communes de l'arrondissement de Thionville [1810].

Etat des arbres abandonnés aux communes du cantonnement de Briey lors du martelage des coupes.

Lettre du conservateur des forêts, arrêté préfectoral, tableau statistique (1811).

Etat de la consistance et du produit estimatif des bois communaux.

Tableau indiquant la dénomination du propriétaire, la contenance totale, la quantité mise en réserve, la quantité restant en coupe réglée, le nombre de coupes, la contenance moyenne et la valeur approximative de chaque coupe (1823).

10102

Régime forestier.

Etats des communes s'opposant au maintien sous le régime dans les arrondissements de Briey et Thionville (s. d.). Instructions ministérielle et préfectorale relatives à la rédaction de l'état des bois appartenant aux communes et aux établissements publics avec la mention de ceux à maintenir sous le régime (1828). Circulaire ministérielle relative aux manoeuvres employées pour soustraire les bois communaux au régime ou même pour en dépouiller les communes propriétaires (1842). Arrêté préfectoral de maintien de la soumission au régime (1843). Avis de l'inspecteur des forêts favorable au maintien des bois d'Orny sous le régime (1844). Rapport et délibération de Chémery [-lès-Deux] favorables au maintien des bois de Hobling sous le régime (1844, 1847). Observations du directeur général de l'administration des forêts relatives au projet de soumission au régime transmis par le préfet (1847). Circulaire ministérielle relative à la compétence du préfet en matière d'aliénation de bois soumis au régime (1852).

1828 - 1852

10103

Autorisations d'établir des fours à chaux à distance prohibée des forêts.

Altroff : maintien de deux fours en faveur de Michel Lecrique (1847).

Ars-sur-Moselle : reconstruction en faveur de François Pillot de Mance (1844, 1845).

Charleville : construction de deux fours en faveur de Nicolas Joaville de Nidange [Charleville-sous-Bois] (1830).

Erstroff : construction en faveur de Nicolas Siebert (1838).

Flévy : maintien de deux fours en faveur de Jean-François Brettnacker de Luttange (1847).

Bois des hospices de Metz à Glatigny : maintien en faveur de Philippe Hurlin (1840, 1841), construction de 2 fours en faveur de Dominique Lurion (1846).

Hayes : construction de deux fours en faveur du sieur Robinet de Sainte-Barbe (1838).

Orny : construction d'un four en faveur de François Gros-Claude (1845).

Puttelange : construction d'un four en faveur de Maurice Ferdinand Thiébault (1851).

Rombas : construction d'un four en faveur de M. Lefort de Ramonville (1848).

Saint-Epvre : construction en faveur de Joseph Bon de Thimonville (1838).

Sainte-Barbe : transfert d'un four en faveur de M. Crosse de Cheuby [Sainte-Barbe] (1838).

Thédning : construction en faveur de Jean-Georges Kremer de Folkling (1844, 1845).

Vaudreching : transfert d'un four en faveur de Jean Dangel et Nicolas Wilbois (1839).

1830 - 1851

10104

Délimitation et aménagement.

1741 - 1865

Instructions ministérielles.

Instructions relatives à la compétence du préfet en matière de travaux d'amélioration (1828, 1848), à la procédure en matière de délimitation partielle entre des bois communaux et des propriétés particulières (1828). Circulaires ministérielles relatives aux frais de réarpentage et de récolement des coupes affouagères (1829), aux frais de vacation pour les coupes affouagères (1829). Refus des communes d'acquiescer les frais de délimitation et d'aménagement : correspondance, états de frais, instructions ministérielles et préfectorale (1836-1839). Circulaire ministérielle relative à l'exécution des opérations d'aménagement des bois (1845).

Décisions préfectorales.

Bambiderstroff : autorisations d'aménagement (an X, an XI, an XIII).

Burtoncourt : arrêté autorisant l'abornement entre les bois communaux et ceux de Gaspard Marie de Sainte-Barbe (1812).

Chanville : autorisation d'aménagement d'un canton de clairs chênes (an VIII, an IX).

Châtel-Saint-Germain : autorisation d'abornement entre les bois communaux et ceux du sieur Lallemand (1810).

Créhange : autorisation d'aménagement (an X).

Flétrange : autorisation d'abornement avec les propriétés particulières (1814).

Folschviller : instruction au sous-préfet relative à la créance de l'arpenteur géomètre Robin pour la rédaction des plans d'aménagement (1811).

Luppy : rejet de la demande d'abornement d'une fourrière appartenant au bois national du chapitre de la cathédrale de Metz (an XII).

Niedervisse : autorisation d'aménagement (an XIV).

Norroy-le-Veneur : autorisations d'aménagement (an XIV), autorisation d'abornement d'un bois contigu à celui d'un particulier (1808).

Plesnois : décret d'aménagement (an XIII).

Rosselange : autorisation d'arpentage général et d'exploitation de la futaie déperissante (1812).

Roupeldange : autorisation d'aménagement (an XII).

Zimming : autorisations d'arpentage et d'aménagement (an XII, 1806).

Forêt domaniale de Dabo.

Délimitation avec le département du Bas-Rhin (1830).

Ancienne forêt domaniale de Ketzinol et du Noll.

Bornage entre les communes d'Azoudange, Desseling, Fribourg, Languimberg, Ommeray et Rhodes et MM. de Romécourt, de Pange, Antoine Rhodes et Glandel : certificats de l'inspecteur des forêts, marché de bornage avec Antoine Rhodes, procès-verbal de reconnaissance (1862, 1863).

Délimitation des forêts communales de Vaudreching et Alzing par une tranchée séparative.

Extrait du décret, arrêté préfectoral, état de frais, correspondance (1862-1865).

Plantations d'arbres.

Instruction ministérielle pour le repeuplement des parties défrichées illégalement à Zoufftgen (an XI). Instruction aux sous-préfets encourageant la plantation d'arbres et la création de pépinières communales (1821). Rapports des commissions d'arrondissement pour les cantons de Rohrbach, Volmunster, Bitche et Sarreguemines, lettre du maire de Soucht (1822), mémoire de M. de Laitre présentant les avantages d'un système perfectionné et raisonné de plantation des peupliers du Canada (s. d.). Vente des clairières dans l'arrondissement de Sarreguemines à charge de repeuplement par les communes (1836, 1837).

10104/1

Bois et tranchées de part et d'autre du chemin de Dieuze à Fénétrange appartenant à l'abbesse de Vergaville et situés à Zommange.

Carte topographique dressée par l'arpenteur de la maîtrise des eaux et forêts de Dieuze.

1741

10107

Reboisement des terrains communaux en pente.

1843 - 1870

Instructions ministérielles.

Formulaire de demande de subvention ministérielle (s. d.). Circulaires ministérielles relatives à la transmission des délibérations du conseil général de la Moselle à l'administration des forêts (1852), à l'exemption temporaire d'impôts en faveur des semis et plantations dans les montagnes, dunes et landes (1861). Dépêche ministérielle relative aux vœux émis par le conseil général de la Moselle (1864). Lettre du directeur général des forêts relative aux demandes de subventions (1867).

Rapports et statistiques.

Rapport sur les résultats obtenus (s. d.). Etat des reboisements effectués dans le département de 1859 à 1866 (après 1866). Tableaux indicatifs des montagnes ou parties de montagnes appartenant aux communes des cantonnements de Thionville, Kédange et Metz (1843). Renseignements statistiques sur les montagnes boisées et non boisées du département (1851). Observations du préfet sur le rapport de l'inspecteur des forêts de l'arrondissement de Metz (1859). Etat des sommes votées par les communes (1860, 1862). Rapport du conservateur des forêts et état des terrains communaux en friche susceptibles d'être reboisés (1861). Rapport du conservateur des forêts pour les années 1862-1863 (1863). Rapport de l'inspecteur des forêts de l'arrondissement de Metz (1864).

Instructions préfectorales.

Lettre au conservateur des forêts relative au défrichement des bois des particuliers et au reboisement des montagnes (1852).

Correspondance avec le ministre des finances et le conservateur des forêts relative aux vœux émis par le conseil général en matière de frais d'administration des bois et de reboisement des montagnes (1853).

Circulaires préfectorales relatives au reboisement des montagnes, modèle de lettre aux communes concernées (1853), au reboisement des terrains communaux en pente (1861), instruction aux sous-préfets de Thionville et Briey et aux maires (1862).

Correspondance avec le conservateur des forêts relative à l'emploi des fonds votés par le conseil général de la Moselle (1869).

Correspondance avec la société générale forestière relative aux travaux de défrichement et de reboisement (1870).

Répartition de la subvention départementale d'encouragement.

Arrêtés préfectoraux de répartition (1861-1870). Tableaux des reboisements facultatifs effectués et projetés, propositions de répartition de la subvention (1857-1869). Modèle de notification de subvention aux maires (1863).

Correspondance.

Propositions d'emploi des journées dues par les habitants de Bisten-en-Lorraine, Boucheporn, Coume et Varsberg pour l'enlèvement de feuilles mortes au repeuplement ou au fossoiement des forêts communales (1846). Ars-sur-Moselle : lettre de Pierre-Etienne Morlanne et certificat du maire relatifs au reboisement effectué par ce particulier (1857, 1858). Rejet de la demande de subvention de Téterchen pour le reboisement de la côte de Bombesch (1867). Correspondance relative à l'impossibilité de satisfaire les demandes de subventions d'Ancy-sur-Moselle, Novéant, Jouy-aux-Arches, Saint-Julien-lès-Gorze et Norroy-le-Veneur (1869).

Demandes de subventions des communes de Lessy (1866), Novéant (1864), Rédange (1861, 1868, 1869), Scy-Chazelles (1866), Sierck (1857, 1870).

10105

Droits d'usage dans les forêts domaniales.

1832 - 1865

Droits de pâture dans la forêt domaniale.

Procès des communes d'Azoudange, Languimberg et Rhodes contre l'Etat : arrêté du préfet relatif aux frais de justice, délibération, correspondance (1832, 1833).

Forêt de Haute-Borne.

Rachat par le colonel Perrin des droits d'usage exercés par les communes d'Azoudange, Desseling, Fribourg, Languimberg, Ommeray et Rhodes : arrêté préfectoral, acte d'engagement des parties, placement d'Azoudange en rentes sur l'Etat (1865).

Bois des Petites Capenottes.

Vente des droits d'affouage et de pâture des communes de Bourdonnay, Lagarde, Ley, Vého [Meurthe-et-Moselle] et Vaucourt [Meurthe-et-Moselle] aux sieurs Jeannequin et Adrian (1833-1851).

10106

Affouages.

An II [22/09/1793 - 22/09/1794] - [1865]

Instructions ministérielles.

Décret de la Convention nationale relatif au partage de la coupe communale (an II). Circulaire ministérielle relative à la manière de régler les dépenses liées à l'affouage (1807). Avis du Conseil d'Etat relatifs au mode de partage dans les bois indivis entre plusieurs communes (1808). Instructions ministérielles relatives à l'exécution du décret du 26 avril 1808 au sujet de la distribution de l'affouage (1810). Mémoire à consulter et consultation sur les droits d'affouage affectés à la forge de Mouterhouse dans les forêts du canton de Bitche (1824). Arrêté du Conseil d'Etat relatif à la fixation de la taxe affouagère (1838). Arrêt de la Cour de cassation relatif au droit d'affouage des étrangers (1838). Règles en matière d'affouage (après 1865).

Instructions préfectorales.

Instruction au sous-préfet de Sarreguemines relative à la réclamation du maire de Sarralbe au sujet de la vente de l'affouage (an IX). Arrêté préfectoral relatif à la vente de bois d'affouage par les habitants (an XII). Observations du préfet relatives aux arrêtés rendus pour régler la distribution des affouages à Waldweistroff (1810). Circulaire aux maires relative au partage par feux des coupes affouagères (1810). Arrêté préfectoral relatif à l'affectation du 10e des affouages aux dépôts de mendicité (1810). Instruction au sous-préfet de Thionville relative à des réclamations de particuliers pour obtenir des lots d'affouage (1811). Koenigsmacker : instruction au sous-préfet de Thionville relative à l'attribution d'un lot entier en faveur de Marie Stessen et à l'interdiction de distribuer des demi-lots (1811). Taxe affouagère : instruction au sous-préfet de Thionville relative au paiement de la taxe avant la délivrance de l'affouage (1835), observations du conservateur des forêts et du préfet relatives à la circulaire du 31 décembre 1836 (1836-1838), circulaire préfectorale relative au paiement (1844). Farschviller : instruction préfectorale relative à des liens de parenté entre les conseillers qui délibèrent et les habitants qui réclament des lots (1860).

Exploitation.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1868

10108

Instructions ministérielles.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1868

Compétences.

Circulaires ministérielles relatives à la compétence des préfets en matière d'exploitation d'arbres non soumis au régime forestier (1827), à la répartition de la contribution établie pour indemniser le gouvernement des frais d'administration des bois communaux (1828-1857), à la délégation d'un préposé forestier pour assister aux ventes des produits accessoires dont la valeur est inférieure à 100 F (1842), supprimant l'approbation préfectorale pour les ventes sous la présidence des maires et pour les travaux dans les bois domaniaux (1848). Instructions ministérielles portant recommandations quant aux responsabilités des receveurs généraux dans les ventes de coupes, correspondance relative à la demande de délai présentée par Théodore Gauthier pour le paiement des traites (1848). Circulaires ministérielles relatives au pouvoir discrétionnaire attribué au fonctionnaire qui préside la séance d'adjudication (1848). Instruction ministérielle relative à l'adjudication d'une coupe au maire de Creutzwald Schlenker en sa qualité de maître de forges (1860). Circulaires ministérielles relatives aux subventions versées aux communes pour dégradations causées aux chemins par l'exploitation des bois domaniaux (1863), à la compétence des conseils de préfecture en matière de travaux forestiers (1867).

Décime pour franc.

Instruction ministérielle relative au paiement sur le prix des adjudications de coupes affouagères (an IX, an X). Instruction préfectorale relative au versement dans les caisses communales (an XIII). Circulaire ministérielle relative à la perception des vacations et du décime pour les opérations des agents forestiers (an XIV). Instruction au sous-préfet de Sarreguemines relative au paiement sur la vente des chablis (1806).

Ventes des coupes.

Ordonnance du roi relative aux coupes extraordinaires et instructions concernant les coupes ordinaires et extraordinaires (1817). Instruction ministérielle relative au placement du produit des coupes extraordinaires en partie au trésor et en partie à la caisse des dépôts et consignations (1821). Circulaire ministérielle relative à la vente d'une partie des coupes affouagères (1828). Instructions ministérielles relatives aux frais d'adjudication des menus produits (1839), réduisant le taux des remises allouées aux receveurs des finances sur le produit des coupes extraordinaires (1844). Circulaire ministérielle modifiant les règles existantes sur la vente des coupes (1844). Transmission de l'ordonnance royale relative à la vente des coupes sur les lieux (1844). Circulaire ministérielle relative à la vente des produits non partagés, portions, copeaux, écorces et autres dans les coupes affouagères (1848). Cahier des charges pour la vente des coupes de l'exercice 1854 (1854). Circulaires ministérielle et préfectorale relatives à une décision qui dispense les adjudicataires des coupes de l'exercice 1860 du paiement du décime et des 3 % pour travaux (1860). Circulaires ministérielles relatives à l'instruction des coupes extraordinaires (1863), aux frais de régie sur les coupes délivrées en nature (1863), portant nouveau tarif des frais d'adjudication des produits et travaux forestiers (1864), rappelant les dispositions relatives aux ventes de bois (1867), relative à la décision de nullité des ventes de coupes en cas de contravention aux articles 21 et 101 du code forestier (1868).

Ventes de bois façonné.

Instruction ministérielle étendant au département de la Moselle une décision qui dispense les adjudicataires d'acquitter les droits de timbre et d'enregistrement et le 20e pour frais de régie (1856). Nouveau cahier des charges (1865). Circulaire ministérielle relative à la fourniture de traites par les adjudicataires (1866). Instruction ministérielle portant modification du cahier des charges quant à l'acquittement des droits de timbre et d'enregistrement (1866). Circulaires ministérielles relatives au recouvrement des droits de timbre et d'enregistrement (1868), à la modification du cahier des charges (1868).

10109

Délivrance de coupes et de bois.

An X [23/09/1801 - 23/09/1802] - 1859

Instructions préfectorales.

Lettre du conservateur des forêts relative à l'établissement de l'état général des revenus de la 22e conservation des forêts impériales (1806). Arrêté préfectoral relatif à l'exécution du décret autorisant la vente de plusieurs cantons de bois indivis entre les communes de Boucheporn, Bisten-en-Lorraine, Niedervisse et Obervisse et de la réserve de Haute-Kontz (1806). Circulaire préfectorale aux maires relative à l'interdiction de délivrer du bois de marronnage pour construire de nouveaux bâtiments (1812). Instruction au conservateur des forêts relative à la délivrance des branchages nécessaires à la confection d'arcs de triomphe pour le passage du duc de Berry (1814). Lettre au conservateur des forêts relative à la délivrance de bois de chauffage aux habitants qui logent des soldats (1816). Ordonnance du roi autorisant la vente des quarts en réserve indivis de Boucheporn, Bisten-en-Lorraine, Niedervisse et Obervisse et du quart de Kemplich (1816). Correspondance avec l'administration des forêts relative aux ressources forestières des communes (1823). Instruction aux sous-préfets relative à l'autorisation des ventes de bois (1828). Instruction préfectorale relative aux ventes en détail et sur place des coupes d'une valeur supérieure à 500 F (1840).

Arrondissement de Briey.

Arrêté préfectoral autorisant la vente des arbres marqués en réserve pour l'amélioration des 22 communes concernées (1811).

Arrondissement de Sarreguemines.

Rejet de la demande d'exploitation du quart en réserve de Folkling et autorisation d'opérations périodiques de nettoyage (an X). Rejet de la demande des charrons de l'inspection des forêts de Sarreguemines pour obtenir la délivrance de bois de service dans les forêts concédées aux usines (1807). Instruction au sous-préfet de Sarreguemines relative à la transmission au directeur général de la caisse des dépôts et consignations du procès-verbal d'adjudication des coupes extraordinaires (1819). Tableau relatif aux ventes des coupes extraordinaires dans les quarts en réserve, liste des procès-verbaux d'adjudications de bois approuvés (1828). Délibération du conseil de Guéblange-lès-Sarralbe [Le-Val-de-Guéblange] relative aux frais d'exploitation de la coupe affouagère après une observation du sous-préfet (1834). Instruction accordant un délai à l'adjudicataire en faillite Wahl pour des ventes de bois (1858, 1859).

Arrondissement de Thionville.

Modèle d'arrêté préfectoral pour refuser l'exploitation du quart en réserve de Basse-Ham et Haute-Ham (an X). Instruction au sous-préfet de Thionville relative à la vente des bois saisis chez les habitants coupables de délits forestiers dans les quarts en réserve (1814). Arrêté préfectoral autorisant la délivrance d'une seconde coupe par anticipation en faveur des communes de Catténom et Sentzich, Ottange et Nondkeil, Angevillers et Algrange pour financer les dettes des réquisitions (1815). Arrêté préfectoral relatif à la délivrance par anticipation de coupes affouagères pour payer les dépenses de réquisitions à Metzervisse, Metzeresche, Rochonvillers, Koenigsmacker, Mondelange, Basse-Ham et Haute-Ham, Fameck (1816). Arrêté préfectoral délivrant la seconde coupe affouagère aux communes de Beuvange-sous-justemont [Vitry-sur-Orne], Guénange, Ham-sous-Varsberg, Guerting, Rimling, Aboncourt et Elzange (1816).

10109/1

Avis d'adjudication publique de coupes de bois impériaux et de coupes communales extraordinaires.

Affiche imprimée chez Lamort à Metz concernant les coupes domaniales dans les cantons de Roupeltouden et de la Helle, les coupes de l'abbaye de Villers-Bettlach dans les grandes gardes de Villers et de la Forge, une coupe communale à Helstroff.

11/08/1808

Forêts indivises.

1724 - 1870

Arrondissement de Metz.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1870

10110

Bazoncourt et Villers-Stoncourt.

Répartition des produits de la vente du quart en réserve en 1833 (1836). Procès-verbal d'adjudication en faveur de Nicolas Régnier (1868). Section de Vaucremont : dénombrement des produits d'élagage des réserves de la coupe, extraction des bois de bourdaine en faveur de la poudrerie de Metz (1869).

1836 - 1869

10111

Boucheporn, Bisten-en-Lorraine, Niedervisse, Obervisse.

Administration (an IX-1854). Surveillance de la coupe affouagère indivise (an XII, 1826-1835). Délits (1820-1849). Projet de partage (1857). Aménagement, abornement et entretien (an XIII-1870). Exploitation (an XIII-1870).

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

10112

Fèves et Norroy, Plesnois.

Enlèvement d'un charme au profit du garde (1862). Délits (1834-1844). Abornements (1820, 1847). Exploitation (1816-1870).

1816 - 1870

Arrondissement de Sarreguemines.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

10113

Forêt domaniale de Mitterwald (Guéblange-lès-Sarralbe [Le-Val-de-Guéblange], Hazembourg, Kirviller).

Rejet de la réclamation des communes relative au statut de la forêt Schiedwald et au droit de parcours (1809). Lots d'affouage (1812-1853). Rapport du sous-préfet qui autorise le maire à se pourvoir devant les tribunaux pour faire déclarer le maintien des droits d'usage (1828). Cantonnement des droits d'usage (1841-1869). Gardes forestiers (1851-1867). Exploitation (1821-1866).

1809 - 1869

10114

Bitche et Eguelshardt.

Partage de la forêt de Buckelhantz cédée en cantonnement aux sections de la Main-au-Prince (Bitche), de Waldeck et de Neufzinzel (Eguelshardt).

1855 - 1858

10115

Enchenberg et Petit-Réderching.

Suppression des droits d'usage : cantonnement des communes anciennement usagères dans la forêt domaniale de Heiligenbronnenwald, partage de ce canton (avec plan géométrique, 1845-1864). Délits (1836, 1850). Exploitation (1867, 1869).

1836 - 1869

10116

Farschviller et Cappel.

Arpentage et exploitation (plan, 1819-1829, 1839). Partages (1819-1822, 1836-1849).

1819 - 1849

10116/1

Carte topographique du quart en réserve des bois communaux de Farschviller et Cappel au canton de Mühleck et Willenbrouch.

Plan dressé par l'arpenteur forestier de l'inspection de Sarreguemines Bader.

1828

10117

Sarreguemines et Neunkirch.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Administration.

Location d'une carrière (1807). Vacations forestières : demande de dispense de paiement, envoi de l'état complémentaire (1819, 1820). Indemnité versée au garde (1820, 1821). Rejet d'une demande d'Auguste Simon, propriétaire des forges de Sainte-Fontaine, pour être dispensé de payer à l'administration des domaines la délivrance de bois pour reconstruire une coursière de soufflets (1826, 1827). Ramassage des feuilles mortes (1833, 1834). Délivrances de pierres (1845-1854). Constat d'incendie (1849). Poursuite contre l'entrepreneur de la coupe Brams pour retard de vidange (1854). Cession des droits de chasse (1864).

Délits : délits de chasse (1822, 1824), remise d'amende contre le garde forestier Louis Poinot (1830), remises de condamnation (1836-1847), remises d'amendes en faveur des adjudicataires Joseph Beckel et Mathieu Weber (1838).

Champ de manoeuvre : établissement (1812, 1813), demande d'indemnités (1816, 1817), aménagement (1832-1844).

Aménagement et entretien.

Etablissement d'une pépinière pour l'arrondissement (1818, 1822). Délivrance de 700 tuteurs pour protéger les plantations communales (1849). Aménagement (1856-1859). Recépage des taillis incendiés (1866, 1870).

Délimitations avec la prairie de la veuve Hayer (1836), la propriété de Nicolas Kunter (1866).

Exploitation.

Quart de réserve : délivrance de coupes, ventes des produits déperissants (an XI-1861). Coupes affouagères : délivrance d'une futaie déperissante à titre de supplément d'affouage, vente d'une partie du bois d'affouage (1810-1838). Délivrances et ventes d'arbres, de terre, de produits d'élagage (an IX-1862). Exploitation par économie du bois situé sur le tracé du chemin de fer de Thionville à Niederbronn (1867).

Arrondissement de Thionville.

1724 - 1870

10118

Cattenom et Sentsich.

1724 - 1870

Administration.

Remises d'amendes sur des délits forestiers (1833-1846). Rapport de l'inspecteur et délibération de Sentsich favorables au maintien sous le régime forestier (1844, 1847). Prolongation du délai de vidange en faveur de Charles Perlot (1857). Autorisations de passage pour permettre la vidange de la forêt domaniale (1845-1856). Gardes : demande d'indemnité de repas (1831, 1832), autorisation de culture de places à charbon en faveur du garde Steinmetz (1856, 1859, 1861), plainte contre Steinmetz relative au parcours et à l'enlèvement des feuilles mortes (1862).

Aménagement.

Division du quart de réserve en 25 coupes aménagées (4 plans, 1724-1811). Chemins : élargissement (1833), redressement (plan, 1854), reconstruction d'un ponceau sur le chemin de Saint-Antoine (1856). Délimitation (1835-1844).

Entretien.

Autorisation d'ébranchage de quatre chênes en faveur du garde Steinmetz (1820). Autorisation d'élagage dans le canton de Beyrel (1831). Demandes d'élagage de lisières (1836, 1838). Arrêté autorisation des opérations de nettoyage (1850). Culture de vides à charge de repeuplement le long des chemins de Rodemack et d'intérêt commun n° 72 (avec plan, 1859). Nettoyement de 25 hectares de taillis dans le quart (1861).

Exploitation.

Quart de réserve (1814-1854). Coupes affouagères (1855-1869). Délivrances et ventes d'arbres, de bois et de matériaux (1825-1866).

10118/1

Plan des bois appartenant à la communauté de Cattenom dressé par Mercadé.

1725

10118/2

Récolement et plan de réarpentage du quart de réserve des bois de la communauté de Cattenom.

Plan dressé par l'arpenteur de la maîtrise des eaux et forêts Jamet.

1739

10118/3

Distraction de 56 arpents pris dans le quart de réserve.

Plan dressé par l'arpenteur de la maîtrise des eaux et forêts Pierre Vigneron.

1765

10119

Neunkirchen et Colmen.

Appel du préfet contre la décision de maintien du droit de marronnage dans les forêts de la chartreuse de Rettel et du sieur Haër (an XI). Partage et aménagement (1839-1861).

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1861

Réseaux d'eaux.

1806 - 1859

1098

Recherche de sources.

Souscriptions volontaires des communes et des propriétaires en faveur de l'abbé Paramelle : instructions, délibérations, états des adhésions, affiche, journal.

1845 - 1848

1098/1

Rappel des conditions auxquelles s'engage l'abbé Paramelle à indiquer les sources d'eau.

Affiche imprimée chez Ch. Dieu à Metz.

1099

Cours d'eaux.

Instruction aux sous-préfets concernant les rôles de curage (1817). Principes de droit civil et administratif concernant les cours d'eau non navigables ni flottables réunis par l'ingénieur ordinaire du service hydraulique de la Meuse dans l'intérêt des conducteurs et employés

secondaires (1855). Correspondance avec les ingénieurs relative à la réclamation du maire de Gondrexange pour obtenir l'assainissement des abords de la fontaine dégradés par les travaux du canal de la Marne au Rhin (1859).

Rouissage du chanvre : arrêté préfectoral portant défense de rouir le chanvre dans les rivières (1806), procès-verbal contre le garde champêtre de Longeville-lès-Cheminot [Cheminot] Joseph Salvait et lettre du procureur du tribunal d'instance de Metz au sujet du rouissage dans la Seille (1825), plainte du meunier Charles Hennequin relative au fossés de rouissage dans la Nied à Sanry-sur-Nied (1828), correspondance relative au nouveau procédé de rouissage du chanvre et du lin présenté par une plaquette publicitaire de MM. Brisson et Pradel de Saint-Charles de Paris (1845).

1806 - 1859

Bâtiments et mobilier communaux.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

1061

Renseignements statistiques sur les propriétés communales.

Tableaux par arrondissements et par communes indiquant pour les églises : l'invocation, la date de construction, le style d'architecture, si elle est suffisante pour la population, des observations sur son état et sur la dépense de construction ; pour les presbytères : la date de l'achat ou de la construction, si le propriétaire est la commune ou la fabrique, la valeur, l'état de l'immeuble, des observations ; pour les écoles : la date d'achat ou de construction, la valeur, l'état de l'immeuble, des observations ; pour les mairies, hôtels de ville, maisons communes et pompes à incendie : la date de construction, la valeur, l'état de la propriété, des observations, le nombre de pompes à incendie ; pour les fontaines et les lavoirs : le nombre, la date de construction, le montant de la dépense, l'état, des observations.

1855

104

Instructions ministérielles et préfectorales.

An IX [23/09/1800 - 23/09/1801] - 1870

Généralités.

Décret impérial faisant défense de construire des habitations et des puits à moins de 100 mètres des cimetières : instruction préfectorale (1808). Circulaire préfectorale réservant les hôtels de ville à la tenue des séances du conseil et aux bureaux municipaux (1810). Adjudication dans le département de la Meuse des ouvrages pour le compte des communes : lettre du préfet de la Meuse au préfet de la Moselle (1827). Instruction ministérielle relative à l'ordonnancement pour les travaux d'utilité communale (1832). Circulaire ministérielle relative à la nouvelle procédure pour l'instruction des acquisitions ou impositions accompagnées de demande de secours pour les édifices de l'instruction primaire ou du culte (1835). Indemnités des ingénieurs pour leurs services relatifs aux lavoirs à bras pour le minerai de fer à Audun-le-Tiche et Tiercelet [Meurthe-et-Moselle] : correspondance avec les administrations des domaines et des finances (1837). Règlement de l'horloge d'après un système uniforme (1839). Circulaire ministérielle relative à la marche à suivre en matière d'assurance contre les incendies (1842). Circulaires ministérielles relatives à l'emploi des crédits ouverts pour subvention aux travaux d'utilité communale (1847), à la création de travaux publics pour fournir du travail aux ouvriers (1853). Décret du 13 juillet annulant l'arrêté préfectoral du Lot-et-Garonne autorisant l'agrandissement du cimetière de la commune de Gontaud (1860). Acquisition d'orgues de la fabrique Alexandre père et fils pour la propagation de l'enseignement musical dans les écoles publiques : lettre et plaquette publicitaire de l'entreprise (1863). Régime d'autorisation préfectorale des abattoirs (1864). Instruction ministérielle relative aux honoraires des architectes (1865).

Édifices culturels.

Arrêté préfectoral relatif à l'obligation de réparer les bâtiments destinés à l'exercice du culte et rendus aux communes par la loi du 11 prairial an III (an IX). Ordonnance du roi et circulaires ministérielles relatives à la jouissance des presbytères (1825). Circulaires ministérielles relatives à la propriété des églises et presbytères d'origine nationale (1838), à la direction et à la surveillance des travaux aux édifices du culte et aux pouvoirs des fabriques en la matière (1841). Instructions au sous-préfet de Sarreguemines relatives aux charges des fabriques et des communes en matière d'entretien des églises et presbytères et d'établissement de cimetière (1856, 1858). Réponse ministérielle au président du conseil de fabrique de Sainte-Ségolène à Metz relative au statut de locataire ou d'usufruitiers des curés et vicaires logés dans les parties du presbytère (1870).

Approbation des projets.

Circulaires ministérielles relatives à l'approbation des projets de travaux et des devis supplémentaires et à l'adjudication des travaux (1828), à l'approbation ministérielle des projets de travaux (1831), à l'approbation des plans et devis et à l'exécution des travaux

(1840), aux conditions d'approbation des plans et devis en matière de ressources (1855), au visa des plans qui accompagnent les projets (1858).

Secours accordés aux communes.

Circulaires ministérielles relatives aux projets de dépenses en matière de construction d'église (1846), aux propositions préfectorales (1846), au concours des évêques en matière d'instruction (1850), à la surveillance de l'exécution des travaux subventionnés (1851), à l'arrêt de l'envoi des propositions de secours (1852). Réponse préfectorale à la circulaire relative au concours de l'architecte diocésain (1853). Circulaires ministérielles relatives à l'envoi des propositions et réponses préfectorales (1854), à la restriction des propositions préfectorales, réponse du préfet (1855), à la répartition des fonds de 1857 (1856), aux propositions d'allocations sur le crédit de 1858, instruction préfectorale aux sous-préfets (1857), à la procédure pour la proposition de secours, formulaire de demande (1858), aux retards ou envois successifs des projets de demandes (1859).

Ecoles.

Circulaires ministérielles relative à l'attribution de secours pour la création des écoles primaires (1847), rappelant les dispositions de la circulaire du 10 novembre 1847 sur la répartition des crédits entre les communes pour les constructions ou les achats (1847-1851). Instruction ministérielle relative à l'exécution de la loi du 15 mars 1850 sur l'instruction publique et notamment l'article 14 sur le conseil académique (1851). Arrêté ministérielle relatif à l'approbation des plans et à la vérification des traités, circulaires ministérielle et préfectorale relatives aux prescriptions en matière de construction et d'appropriation scolaires (1858). Circulaire ministérielle relative aux demandes de secours supplémentaires (1862). Circulaires ministérielle et préfectorale relatives à la transmission des plans des projets et à la surveillance de l'exécution des travaux conformément à l'arrêté du 28 juillet 1858 (1864). Croquis d'un corps de bibliothèque pour 100 volumes (3 exemplaires, s. d.).

1064

Organisation du service et des procédures.

1819 - 1859

Conseil général des bâtiments civils.

Arrêté du préfet du Nord relatif aux taux de vacations de la commission départementale (1839). Instructions ministérielles relatives à la composition des dossiers soumis au conseil (1842), à la rédaction des projets, devis, cahiers des charges qui doivent être soumis au conseil (1856). Extrait du recueil des actes administratifs du département de la Meuse relatif à la réorganisation de la commission des bâtiments civils (1861).

Règlements d'organisation du service des bâtiments dans d'autres départements.

Ardèche (1850), Bas-Rhin (1827, 1828, 1844), Calvados (1849), Corrèze (1837), Haut-Rhin (1847), Haute-Saône (1843), Haute-Vienne (1842, 1843, 1845), Hérault (1847), Jura (1837, 1838), Lot (1849), arrêté du préfet de la Meurthe concernant les constructions, reconstructions et réparations des édifices communaux (1819), Oise (1844, 1848), Orne (1835), Pas-de-Calais (1849), Seine-et-Marne (1843, 1844).

Modèles de formulaires et de règlements en matière d'exécution des travaux communaux.

Transmission d'une circulaire et d'une instruction de la préfecture du Nord relatives aux formalités à accomplir en matière de travaux communaux (1858). Transmissions par l'architecte Alexis Varin de devis modèles pour les pièces composant les dossiers de travaux communaux (1856, 1859).

1067

Suivi des travaux communaux.

1852 - 1870

Etats par arrondissements des communes dans lesquelles s'exécutent des travaux dans les édifices.

Tableaux indiquant le nom de la commune, la nature des travaux, le montant des travaux approuvés, la date de l'adjudication ou de l'autorisation, observations (1852-1870).

Etats des améliorations de toutes natures réalisées dans les communes.

Projets d'instructions (s. d.).

Notes relatives à l'arrondissement de Briey (1858).

Arrondissement de Metz : correspondance et notes concernant les communes d'Ancerville, Ancy-sur-Moselle, Cheminot, Courcelles-Chaussy, Faulquemont, Gorze, Lorry-lès-Metz, Montigny-lès-Metz, Novéant, Rémillly, Le Sablon [Metz], Servigny-lès-Raville (1857, 1858).

Notes relatives à l'arrondissement de Sarreguemines (1857), lettre du maire de Barst et Marienthal (1858).

Arrondissement de Thionville : lettre au sous-préfet (1857), état des améliorations (1858).

Tableaux indiquant les travaux communaux terminés en 1865, en cours d'exécution ou à l'état d'instruction en 1866.

Instruction aux sous-préfets, états par arrondissements (1866).